



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD



FEMMES, APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT

trousse pédagogique modulaire multimédia

***ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT***

INTRODUCTION



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

INTRODUCTION

AVANT -PROPOS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

1/5

Les présents modules de formation, qui composent la trousse de formation sur le "Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement", sont le résultat d'une mise à jour des modules préparés en 1986 par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie.

Cette version est le fruit d'une collaboration étroite entre l'INSTRAW, le Centre international de formation de l'OIT à Turin et le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies (DCTD/ONU), par l'intermédiaire de son Groupe d'étude sur le Développement des femmes. La production de la trousse de formation a été financée par le DCTD/ONU.

Le groupe d'étude du DCTD/ONU a été créé en 1982 et est le plus ancien organisme de ce genre existant au sein du système des Nations Unies. Il fait fond sur l'expérience et les compétences des principaux secteurs du Département: ressources naturelles et énergie; planification du développement; statistiques; administration publique; démographie; développement social. Il a pour principal objectif de promouvoir l'intégration des femmes dans tous les aspects du développement. La publication de ces modules tend à contribuer à la réalisation de cet objectif.

La trousse de formation a été mise à jour par le Centre international d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Centre international de références, qui a son siège aux Pays-Bas, à la Haye. Elle a été révisée au sein du DCTD/ONU par Mme Dunja PASTIZZI-FERENCIC, directeur de la Division des ressources naturelles et de l'énergie, M. Kenneth EDWARDS, Mme Margaret HOWARD et Mme Marcia BREWSTER, respectivement chef du service et responsables des programmes du Service des ressources en eau. Elle a été complétée et la touche finale a été apportée par Mme Borjana BULAJICH, responsable des affaires sociales à l'INSTRAW.

Le matériel audiovisuel d'appui a été réalisé au Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, par Mme Adelina GUASTAVI, chef de programme, avec la collaboration du Secteur de production de moyens audiovisuels. Les travaux étaient dirigés par M. Giulio PIVA, chef des Opérations de formation.

L'équipe témoigne sa gratitude à Mme Lilian MORO qui a mis l'ensemble du texte sur ordinateur et à Mme Denise ZOCCOLA, pour la qualité de la présentation finale de la publication.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

INTRODUCTION

PREFACE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

2/5

La trousse de formation sur le "**Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement**" est destinée à trois groupes-cibles différents: les hauts fonctionnaires des ministères de l'Education, de la Santé, de la Planification, des Affaires intérieures; les planificateurs du développement et les autorités locales et provinciales chargées de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement; et les représentants des organisations non gouvernementales, en particulier les organisations féminines, s'occupant de projets et de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

La trousse de formation a pour objet de:

- faire participer les femmes à la planification et l'exécution de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi qu'au choix des technologies appropriées;
- impliquer les femmes dans la gestion des ressources en eau, de la distribution de l'eau et de l'évacuation des eaux usées;
- incorporer dans les projets une composante formation adéquate ainsi que des programmes d'évaluation et de suivi.

Cette trousse a pour objet de ne retenir dans le vaste éventail d'informations disponibles que celles qui sont essentielles et de donner une vue d'ensemble dans le cadre d'une présentation simple et succincte. Elle devrait être adaptée par les formateurs en fonction des besoins particuliers d'un pays ou d'une communauté.

Grâce à la souplesse qu'offre sa conception modulaire, cette trousse permet de former simultanément différents groupes cibles, chacun d'eux pouvant adapter le matériel à ses propres exigences. Chaque module est complété par du matériel audiovisuel: transparents, diapositives sonorisées, lectures supplémentaires, bibliographie, listes de questions pour les séances de travail en groupe, formulaire d'évaluation pour les participants, guide pour le formateur.

Les informations réunies dans cette trousse sont tirées de différentes sources, indiquées dans les rubriques "Lectures supplémentaires" et "Bibliographie" insérées à la fin de chaque module.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

INTRODUCTION

LISTE DES MODULES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

3/5

| MODULE | TITRE |
|---------------|--|
| I | DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA |
| II | PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DE PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT |
| III | ROLE DES FEMMES DANS L'EDUCATION SANITAIRE ET ACTIVITES DE FORMATION POUR LES PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT |
| IV | PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DES RESSOURCES ET DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'EVACUATION DES DECHETS |
| V | LA PARTICIPATION DES FEMMES A L'EVALUATION ET AU SUIVI DE PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

INTRODUCTION

GROUPES CIBLES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

4/5

La trousse de formation est destinée essentiellement aux hauts fonctionnaires et aux cadres supérieurs s'occupant de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement dans les zones rurales, urbaines et péri-urbaines; ce sont:

- les hauts fonctionnaires des ministères de l'Education, de la Santé, de la Planification, des Questions sociales, ou des Affaires intérieures;
- les planificateurs du développement et les autorités provinciales et locales responsables des projets et des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- les ingénieurs chargés de la conception et de l'exécution de ces projets;
- les représentants des organisations non gouvernementales, en particulier les organisations féminines, qui jouent un rôle actif dans ces programmes et projets;
- les enseignants et les cadres d'instituts nationaux de formation chargés de préparer le personnel participant à ces projets et programmes dans des domaines tels que les techniques d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'éducation sanitaire, le développement des communautés, les programmes destinés aux femmes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

INTRODUCTION

OBJECTIFS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

5/5

OBJECTIFS GENERAUX

Les principaux objectifs des modules de formation sont les suivants:

- contribuer à établir une nouvelle approche dans l'organisation et la gestion de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui tienne compte des besoins des femmes et de leur participation à la planification, l'exécution technique, l'entretien, l'évaluation et la mise en oeuvre de ces projets;
- faire prendre davantage conscience aux planificateurs, fonctionnaires, ingénieurs, formateurs et experts responsables des politiques, des programmes et des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales et aux organisations féminines, de la nécessité et de la manière d'impliquer les femmes aux différents stades de la planification, de la gestion, de la mise en oeuvre et de l'évaluation de ces programmes et de ces projets.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Ces modules doivent permettre à ceux qui les utilisent de:

1. mieux connaître la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et les stratégies prévues jusqu'en l'an 2000;
2. adopter une approche intégrée pour l'identification et l'élaboration de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui tienne compte des ressources disponibles et des besoins locaux et mette l'accent sur l'importance de la participation des femmes et des communautés;
3. appliquer les directives destinées à faire participer les femmes à tous les stades du projet, de son identification et de sa préparation à sa mise en oeuvre, son évaluation et son suivi;
4. reconnaître la nécessité de faire participer les femmes au choix des technologies appropriées et à leur adaptation, compte tenu du rapport coût-efficacité, aux conditions socio-économiques, culturelles et techniques du pays et de la région;
5. déterminer quelles sont les conditions à réunir pour impliquer les femmes dans les programmes d'éducation sanitaire et dans d'autres activités de formation;
6. se tenir au courant des tendances nouvelles qui se font jour en matière de planification du développement des ressources hydriques, du rôle des femmes dans la gestion financière et de la protection de l'environnement;
7. être à même d'identifier les concepts, les méthodologies, les techniques et les pratiques utilisées lors de l'évaluation et du suivi de projets et de programmes durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinés aux femmes.

***ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT***

***GUIDE DE L'UTILISATEUR
COMMENT UTILISER UN MODULE***



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PREFACE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

1/15

LES TROUSSES MODULAIRES MULTIMEDIA DE FORMATION

La méthodologie de la formation destinée aux pays en développement est fondée sur la participation. Elle est à la base de ces trousseaux multimédia qui sont présentées selon l'approche modulaire et complétées par des diapositives sonorisées. Ces trousseaux, qui ont été validés dans des pays en développement, visent à répondre aux besoins nationaux; elles devront donc être adaptées aux besoins des communautés locales par le personnel professionnel responsable. De préférence à la présentation livresque traditionnelle, on a opté pour l'utilisation de modules ayant des objectifs bien définis et comprenant des moyens oraux et visuels ainsi que des travaux de groupe. La nécessité de recourir à une méthode didactique innovatrice vient de ce que les méthodes habituelles ne répondent pas aux besoins des populations des pays en développement, et surtout des femmes. Le programme modulaire permet à la formation de se dérouler *in situ* et comprend beaucoup de matériel pratique.

QU'EST-CE QU'UN SYSTEME MODULAIRE?

Dans un programme modulaire, le contenu n'est pas présenté sous forme d'une série linéaire d'unités constituant un cours déterminé, mais d'entités formant chacune un tout et conçues de sorte à pouvoir être incluses dans divers programmes de formation et adaptées aux besoins particuliers des élèves. Ces entités sont appelées "modules de formation".

Chaque module forme un tout en soi et sert à la fois pour la formation et l'apprentissage; toutefois, il peut être nécessaire, avant de l'aborder, de posséder certains prérequis ou de connaître la matière présentée dans les modules précédents. Le cours modulaire est conçu de façon à pouvoir constituer un programme complet en soi ou à servir d'introduction à un programme de haut niveau, selon les besoins des élèves. Il peut être complété par des modules tirés d'autres cours modulaires. Tous les modules présentent des situations de formation qui permettent à l'élève d'acquérir dans les plus brefs délais les connaissances et les qualifications correspondant aux objectifs de formation fixés.

Chaque module contient un exposé sur la matière étudiée. Des instructions claires sur le matériel à utiliser sont données pour chaque session, de sorte que les instructeurs locaux puissent coordonner leurs exposés avec les diapositives sonorisées correspondantes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PREFACE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

2/15

Les modules n'exigent aucun apport de sources extérieures. Afin de faciliter tant la formation que l'apprentissage, chacun d'eux comporte un sujet présenté sous forme audio-visuelle ou imprimée ainsi qu'un "Guide pour le formateur". Partant d'objectifs spécifiques, ce dernier décrit les activités tant du formateur que de l'élève.

Pour chaque session de formation, il convient de préparer un module différent, compte tenu du sujet et du matériel audiovisuel. En formation modulaire, la fonction et les objectifs du programme doivent être clairement formulés. En d'autres termes, les objectifs doivent préciser le comportement observable que l'élève doit acquérir à la fin de l'unité modulaire.

Les trousseaux ne sont pas figés mais peuvent être adaptés aux conditions particulières de chaque communauté ou groupe-cible. En d'autres mots, il est possible d'adapter les modules aux différentes tâches de formation.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

STRUCTURE DES MODULES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

3/15

Les modules contiennent toutes les informations, les exemples, les exercices, le matériel audiovisuel et les contrôles nécessaires pour que:

- le **formateur** puisse donner une leçon ou diriger des activités de formation;
- l'**élève** puisse analyser, renforcer et appliquer les concepts théoriques appris pendant les sessions de formation;
- le **professionnel** puisse l'utiliser comme matériel de référence afin d'améliorer ses connaissances et ses qualifications en matière d'intégration efficace des femmes dans les programmes et projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Afin d'accélérer l'apprentissage et d'en améliorer l'efficacité, ce qui contribue à fortement motiver l'utilisateur, les modules ne contiennent que les informations et les activités considérées comme essentielles pour atteindre les objectifs de la formation. Des textes de lecture complémentaire ont été insérés pour les utilisateurs qui souhaitent approfondir certains aspects présentés dans le module.

Du point de vue pédagogique, le module est composé de cinq éléments, indiqués à la page suivante, qui peuvent être facilement adaptés aux besoins du formateur et de l'élève.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

STRUCTURE DU MODULE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

4/15

1. DOCUMENTS D'ENTREE

- 1.1 Groupes cibles
- 1.2 Objectifs

2. CORPS DU MODULE

- 2.1 Table des matières
- 2.2 Texte
- 2.3 Lecture complémentaire
- 2.4 Bibliographie

3. DOCUMENTS DE SORTIE

- 3.1 Listes des questions pour le travail en groupe
- 3.2 Questionnaire d'évaluation

4. GUIDE DU FORMATEUR

- 4.1 Liste du matériel didactique
- 4.2 Plan de leçon
- 4.3 Formulaire d'évaluation du module du formateur

5. MATERIEL AUDIO ET VISUEL

- 5.1 Liste du matériel audiovisuel d'appui
- 5.2 Transparents
- 5.3 Trousses audiovisuelles (Module I, Module V)

Le formateur utilisera les cinq parties indiquées ci-dessus, tandis que l'élève ne disposera que du matériel inclus dans les trois premières parties.

| | | | | |
|---------------------------|----------------|-------------|--|-----------------------------|
| OIT CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| | | | GUIDE DE L'UTILISATEUR | |
| | | | <i>SEMINAIRE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 5/15 |

La trousse de formation peut être utilisée pour l'organisation et l'exécution d'un séminaire d'une semaine destiné :

- à de hauts fonctionnaires et aux planificateurs du développement chargés de projets et de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- aux ingénieurs chargés de concevoir des projets et des techniques d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi qu'au personnel enseignant et aux directeurs d'instituts nationaux de formation;
- aux cadres supérieurs d'institutions non gouvernementales et d'organisations féminines impliqués dans les projets et les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, au niveau national, régional et international.

Les directives générales pour l'organisation d'un séminaire et un exemple d'horaire sont donnés dans les pages suivantes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

6/15

COURS COURSE COURSO LANGUE DU COURS COURSE LANGUAGE IDIOMA DEL CORSO FRANÇAIS

| Horaires Time Hora | LUNDI MONDAY LUNES | MARDI TUESDAY MARTES | MERCREDI WEDNESDAY MIERCOLES | JEUDI THURSDAY JUEVES | VENDREDI FRIDAY VIERNES |
|-------------------------------------|--|--|---|--|--|
| 08.30 | QUESTIONS ADMINISTRATIVES OUVERTURE DU SEMINAIRE | PRESENTATION ORGANISATION DU TRAVAIL EN GROUPE TRAVAIL EN GROUPE SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNOLOGIES ET A LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS | PRESENTATION ORGANISATION DU TRAVAIL EN GROUPE TRAVAIL EN GROUPE SUR LE ROLE DES FEMMES DANS L'EDUCATION SANITAIRE ET ACTIVITES DE FORMATION POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | DISCUSSIONS PRESENTATION DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DE PROJETS ET DE PROGRAMMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DU ROLE DES FEMMES | VISITE D'ETUDE |
| 10.00 | | | | | |
| 10.30 | PRESENTATION DES CONFERENCIERS ET DES PARTICIPANTS | TRAVAIL EN GROUPE | TRAVAIL EN GROUPE | PRESENTATION ORGANISATION DU TRAVAIL EN GROUPE | VISITE D'ETUDE |
| 12.00 | | | | | |
| 13.30 | PRESENTATION DE LA DECENNIE INTERNATIONALE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | SEANCE PLENIERE: PRESENTATION DU TRAVAIL EN GROUPE | SEANCE PLENIERE: PRESENTATION DU TRAVAIL EN GROUPE PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU, DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'EVACUATION DES EAUX USEES | TRAVAIL EN GROUPE SUR L'EVALUATION ET LE CONTROLE DE PROJETS ET DE PROGRAMMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DU ROLE DES FEMMES | RAPPORT FINAL EVALUATION DU SEMINAIRE |
| 15.00 | | | | | |
| 15.30 | DISCUSSIONS SUR LA DECENNIE ET LES ANNEES A VENIR INTRODUCTION A LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNOLOGIES ET A LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS | INTRODUCTION AU ROLE DES FEMMES EN MATIERE D'EDUCATION SANITAIRE ET D'ACTIVITES DE FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT | PRESENTATION DISCUSSION SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU, DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'EVACUATION DES EAUX USEES | SEANCE PLENIERE: PRESENTATION DU TRAVAIL EN GROUPE | CLOTURE DU SEMINAIRE |
| 17.00 | | | | | |
| Président Chairman Presidente | | | | | |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

7/15

DIRECTIVES GENERALES POUR LA CONDUITE D'UN SEMINAIRE

I. PLANIFICATION

- 1.1 Définition des objectifs et des grandes lignes du séminaire
- 1.2 Questions administratives (*)
- 1.3 Choix du lieu

II. ORGANISATION

- 2.1 Informations pour les conférenciers de l'INSTRAW (**)
- 2.2 Informations pour les conférenciers extérieurs
- 2.3 Sélection et préparation des locaux et des équipements
- 2.4 Organisation de visites de projets
- 2.5 Préparation d'un horaire détaillé
- 2.6 Sélection du personnel INSTRAW et local

III. EXECUTION

- 3.1 Ouverture et clôture du séminaire
- 3.2 Présentations, conférences
- 3.3 Conduite des séances plénières
- 3.4 Organisation et conduite des activités de groupe
- 3.5 Préparation du rapport final

IV. CONTROLE

- 4.1 Etablissement de critères d'évaluation du séminaire
- 4.2 Préparation d'activités de suivi afin d'accroître l'impact du séminaire

(*) Des détails supplémentaires sont donnés dans les pages suivantes

(**) Dans ce module, l'INSTRAW est présenté comme étant l'organisateur du séminaire; ce module peut évidemment être utilisé par d'autres institutions dans le cadre de leurs propres activités.



CENTRE
DE TURIN

ONU
INSTRAW

ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

8/15

I. PLANIFICATION

1.2 QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Les activités suivantes devraient être effectuées par le responsable des questions administratives avant le début du séminaire:

1.2.1 SELECTION ET INVITATION DES PARTICIPANTS ET DES EXPERTS

- 1.2.1.1. Directives pour les experts
- 1.2.1.2. Conditions d'admission pour les participants
- 1.2.1.3. Confirmation des participants
- 1.2.1.4. Liste des participants et des experts

1.2.2 BILLETS, VISAS, PER DIEM, HEBERGEMENT, TRANSPORT LOCAL

1.2.3 PREPARATION DES LOCAUX ET DES EQUIPEMENTS ET PERSONNEL LOCAL

- 1.2.3.1. Préparation des salles pour le séminaire et les groupes de travail
- 1.2.3.2. Organisation du contrôle des documents
- 1.2.3.3. Préparation de l'équipement audiovisuel
- 1.2.3.4. Organisation du secrétariat
- 1.2.3.5. Organisation de services d'appui (chauffeurs, interprétation, sécurité, etc)

1.2.4 ORGANISATION DE VISITES DE PROJETS

1.2.5 ORGANISATION DE L'HEBERGEMENT

1.2.6 PENDANT LE SEMINAIRE:

- Ouverture du séminaire
- Présentation des participants, de l'équipe pédagogique et du directeur du séminaire
- Approbation de l'ordre du jour
- Election du président, du vice-président et du rapporteur
- Organisation du travail
- Organisation des groupes de travail
- Préparation, discussion et adoption du rapport sur le séminaire, qui comprendra les conclusions et les recommandations
- Distribution de questionnaires d'évaluation à remplir par les participants en vue de juger de l'utilité et de la portée du séminaire

1.2.7 CLOTURE DU SEMINAIRE

- Confirmation des réservations pour le voyage de retour
- Dernier contrôle des visas, billets, per diem, etc
- Distribution de textes complémentaires



CENTRE
DE TURIN

ONU
INSTRAW

ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

9/15

II. ORGANISATION

Le responsable de l'organisation du séminaire doit remplir entre autres choses les tâches suivantes:

2.1 DIRECTIVES POUR LES EXPERTS DE L'INSTRAW

2.1.1 Informations sur la structure du module et la matière traitée

2.1.2 Informations sur la structure du séminaire

2.1.3 Information sur la méthode à appliquer lors de:

- la présentation
- le travail en groupe
- la présentation des rapports des groupes
- la discussion en séance plénière

La présentation et le matériel didactique sont un élément important des modules. Une description détaillée en est donnée dans chacun d'eux.

Le travail en groupe et les discussions en séances plénières devraient aboutir à la préparation de conclusions et de recommandations d'ordre pratique afin que des mesures soient prises visant à accroître la participation des femmes aux projets et aux programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et cela à tous les niveaux.

2.2 INFORMATIONS POUR LES CONFERENCIERS EXTERIEURS

Les conférenciers extérieurs trouveront dans le module un modèle pour la présentation de leur exposé. Les points clés sont présentés sous une forme résumée. Les conférenciers devront prévoir éventuellement l'ajout de matériel didactique, si possible des études de cas, des pamphlets, etc, illustrant des situations en rapport avec le thème étudié. Ils centreront les discussions sur les points clés et veilleront à dégager des conclusions orientées vers l'action.



CENTRE
DE TURIN

ONU
INSTRAW

ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

10/15

III. EXECUTION

- 3.1 Le responsable du séminaire ou un conférencier présente les questions à discuter.
- 3.2 Il divise les participants en quatre groupes de travail pour chaque module; chaque groupe choisira un rapporteur.

Il présente les points clés de chaque module aux groupes afin d'encourager chacun de ceux-ci à s'engager dans la discussion et à préparer des recommandations orientées vers l'action.
- 3.3 Chaque groupe se réunit pour discuter; puis il formulera des recommandations et des conclusions concernant les points clés présentés au cours des exposés.
- 3.4 Le rapporteur de chaque groupe préparera à la fin de la journée le rapport sur les conclusions et les recommandations de son groupe en s'aidant de transparents, de bloc-notes géants.
- 3.5 Chaque rapport sera discuté en séance plénière et modifié le cas échéant. La version finale sera présentée à la fin du séminaire.

Le rapport final devra proposer des actions et fournir le point de départ pour le suivi du séminaire sur la façon d'encourager les femmes à participer davantage et plus efficacement à tous les niveaux de la planification et de la mise en oeuvre de programmes et de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

11/15

SCHEMA PEDAGOGIQUE D'UN SEMINAIRE

| | | |
|---|--|---------------------------|
| EXPOSE | THEORIE 1h30 - 3h | EXPERT |
| RESUME ET ANALYSE DES POINTS CLÉS | | |
| ORGANISATION DE GROUPES DE TRAVAIL - ELECTION DU RAPPORTEUR | 3 or 4 groupes de travail 15 m | RESPONSABLE ET EXPERTS |
| PRESENTATION DES POINTS CLES POUR LE TRAVAIL EN GROUPE | Varie pour chaque module | |
| TRAVAIL EN GROUPE | (Débute par une discussion générale) 1 h 30 m - 3 h | |
| PRESENTATION DES RESULTATS DES GROUPES DE TRAVAIL | Présentés sur bloc-notes géant. Copie éventuelle sur petit format en vue de photo- copies | RAPPORTEURS |
| DISCUSSION FINALE (SEANCE PLENIÈRE) | 1 h 30 m | TOUS LES PARTICIPANTS |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

12/15

LISTE DE L'EQUIPEMENT ET DU MATERIEL NECESSAIRES

1. PROJECTEUR
2. DIAPOSITIVES
3. BLOC-NOTES GEANT
4. ECRAN
5. TRANSPARENTS
6. TELEVISION EN CIRCUIT FERME
(MAGNETOSCOPE, CAMESCOPE)
7. PROJECTEUR DE CINEMA
8. PAPIER
9. CRAYONS ET CRAYONS A POINTE DE FEUTRE

| | | | | |
|------------------------|--|--|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| | | | GUIDE DE L'UTILISATEUR | |
| | | | <i>PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| CENTRE DE TURIN | | | | 13/15 |

DIRECTIVES POUR LES VISITES D'ETUDE

INTRODUCTION

Afin de faire de la région avoisinante un élément de sa formation, le formateur aura besoin d'informations à son sujet et sur les services qui y sont disponibles.

Le premier pas consiste à préparer des listes, divisées en secteurs d'activités, de toutes les institutions, sociétés et organisations qui pourraient collaborer à l'organisation de visites d'étude.

Une fiche devra être préparée pour chaque institution hôte, sur laquelle figureront le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le secteur d'activité, le nom de la personne avec laquelle des contacts ont été pris et le genre de visite d'étude que cette institution pourrait offrir.

PLANIFICATION DE LA VISITE (LISTE DE CONTROLE DANS UN BUT PEDAGOGIQUE)

L'organisateur du séminaire doit:

- définir les objectifs didactiques de la visite;
- les communiquer à la personne de l'institution hôte chargée de la visite, avec le nombre des participants et leur profil professionnel, afin de déterminer avec elle si la visite répond à ces objectifs;
- présenter les objectifs didactiques de la visite aux participants et leur fournir de la documentation concernant l'organisation visitée;
- inviter les participants à formuler des questions sur les objectifs de la visite.

SUIVI DE LA VISITE

Après la visite, l'organisateur du séminaire devra:

- évaluer avec le groupe des participants le résultat de la visite, du point de vue de son organisation et de son utilité pédagogique;
- préparer un rapport sur la visite;
- préparer une note reprenant les principaux aspects de la visite en vue de visites ou d'une collaboration futures avec cette institution.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

14/15

**PLANIFICATION DE LA VISITE
(LISTE DE CONTROLE)**

Institution visitée:

- Nom:
- Numéro de téléphone:
- Secteur d'activité:
- Nom de la personne contactée:
- Fonctions:

Type de visite proposée:

Date de la visite:

Durée de la visite:

Heure du départ:

Heure d'arrivée:

Heure du retour:

Heure d'arrivée:

Transport:

- moyen (autocar, voiture, avion, train);
- coût;
- nom, adresse et numéro de téléphone de la compagnie assurant ce service;
- arrêts en cours de route;
- trousse de premiers secours.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

GUIDE DE L'UTILISATEUR

PLAN D'EXECUTION D'UN SEMINAIRE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

15/15

Repas:

- genre de repas (restaurant, panier pique-nique, invitation par l'institution visitée – dans ce cas, s'informer si des menus spéciaux, par exemple, pour végétariens, sont disponibles). Avant de réserver, s'informer si certains des participants doivent suivre un régime particulier;
- coût;
- nom, adresse et numéro de téléphone du lieu où le repas sera pris.

Interprétation:

- si nécessaire;
- coût;
- nom, adresse et numéro de téléphone de la société ou de la personne fournissant ce service.

MODULE I

**DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU
POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT
ET AU-DELA**

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | <i>AVANT -PROPOS</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 1/90 |

Les présents modules de formation, qui composent la trousse de formation sur le "Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement", sont le résultat d'une mise à jour des modules préparés en 1986 par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie.

Cette version est le fruit d'une collaboration étroite entre l'INSTRAW, le Centre international de formation de l'OIT à Turin et le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies (DCTD/ONU), par l'intermédiaire de son Groupe d'étude sur le Développement des femmes. La production de la trousse de formation a été financée par le DCTD/ONU.

Le groupe d'étude du DCTD/ONU a été créé en 1982 et est le plus ancien organisme de ce genre existant au sein du système des Nations Unies. Il fait fond sur l'expérience et les compétences des principaux secteurs du Département: ressources naturelles et énergie; planification du développement; statistiques; administration publique; démographie; développement social. Il a pour principal objectif de promouvoir l'intégration des femmes dans tous les aspects du développement. La publication de ces modules tend à contribuer à la réalisation de cet objectif.

La trousse de formation a été mise à jour par le Centre international d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Centre international de références, qui a son siège aux Pays-Bas, à la Haye. Elle a été révisée au sein du DCTD/ONU par Mme Dunja PASTIZZI-FERENCIC, directeur de la Division des ressources naturelles et de l'énergie, M. Kenneth EDWARDS, Mme Margaret HOWARD et Mme Marcia BREWSTER, respectivement chef du service et responsables des programmes du Service des ressources en eau. Elle a été complétée et la touche finale a été apportée par Mme Borjana BULAJICH, responsable des affaires sociales à l'INSTRAW.

Le matériel audiovisuel d'appui a été réalisé au Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, par Mme Adelina GUASTAVI, chef de programme, avec la collaboration du Secteur de production de moyens audiovisuels. Les travaux étaient dirigés par M. Giulio PIVA, chef des Opérations de formation.

L'équipe témoigne sa gratitude à Mme Lilian MORO qui a mis l'ensemble du texte sur ordinateur et à Mme Denise ZOCCOLA, pour la qualité de la présentation finale de la publication.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

STRUCTURE DES MODULES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

2/90

Les modules contiennent toutes les informations, les exemples, les exercices, le matériel audiovisuel et les contrôles nécessaires pour que:

- le **formateur** puisse donner une leçon ou diriger des activités de formation;
- l'**élève** puisse analyser, renforcer et appliquer les concepts théoriques appris pendant les sessions de formation;
- le **professionnel** puisse l'utiliser comme matériel de référence afin d'améliorer ses connaissances et ses qualifications en matière d'intégration efficace des femmes dans les programmes et projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Afin d'accélérer l'apprentissage et d'en améliorer l'efficacité, ce qui contribue à fortement motiver l'utilisateur, les modules ne contiennent que les informations et les activités considérées comme essentielles pour atteindre les objectifs de la formation. Des textes de lecture complémentaire ont été insérés pour les utilisateurs qui souhaitent approfondir certains aspects présentés dans le module.

Du point de vue pédagogique, le module est composé de cinq éléments, indiqués à la page suivante, qui peuvent être facilement adaptés aux besoins du formateur et de l'élève.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

STRUCTURE DU MODULE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

3/90

1. DOCUMENTS D'ENTREE

- 1.1 Groupes cibles
- 1.2 Objectifs

2. CORPS DU MODULE

- 2.1 Table des matières
- 2.2 Texte
- 2.3 Lecture complémentaire
- 2.4 Bibliographie

3. DOCUMENTS DE SORTIE

- 3.1 Listes des questions pour le travail en groupe
- 3.2 Questionnaire d'évaluation

4. GUIDE DU FORMATEUR

- 4.1 Liste du matériel didactique
- 4.2 Plan de leçon
- 4.3 Formulaire d'évaluation du module du formateur

5. MATERIEL AUDIO ET VISUEL

- 5.1 Liste du matériel audiovisuel d'appui
- 5.2 Transparents
- 5.3 Trousse audiovisuelle "Role des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement"

Le formateur utilisera les cinq parties indiquées ci-dessus, tandis que l'élève ne disposera que du matériel inclus dans les trois premières parties.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

1.1 GROUPE CIBLES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

4/90

- Les hauts fonctionnaires des ministères de l'Education, de la Santé, de la Planification, des Questions sociales, ou des Affaires intérieures;
- les planificateurs du développement et les autorités provinciales et locales responsables des projets et des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- les ingénieurs chargés de la conception et de l'exécution de ces projets;
- les représentants des organisations non gouvernementales, en particulier les organisations féminines, qui jouent un rôle actif dans ces programmes et projets;
- les enseignants et les cadres d'instituts nationaux de formation chargés de préparer le personnel participant à ces projets et programmes dans des domaines tels que les techniques d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'éducation sanitaire, le développement des communautés, les programmes destinés aux femmes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

1.2 OBJECTIFS DU MODULE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

5/90

OBJECTIF GENERAL

Préserver les activités menées par les Nations Unies dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, leurs résultats et les activités de suivi prévues ainsi que l'importance de la participation des femmes aux programmes et aux projets portant sur ces domaines.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Mettre les personnes qui utilisent ces modules en mesure de:

- identifier les principaux objectifs et les principaux résultats de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement;
- connaître les activités menées par les Nations Unies et l'INSTRAW pour renforcer la participation des femmes dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- comprendre pourquoi la participation des femmes est nécessaire au succès à long terme de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et comment obtenir leur collaboration;
- identifier les principaux points de la planification, de la gestion et de l'exécution des projets et des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- expliquer quelles sont les priorités en matière de soutien extérieur et quelles structures de coordination ont été établies.

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | 2.1 TABLE DES MATIERES | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 6/90 |

Page

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | INTRODUCTION: CONSEQUENCES D'UN APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'UN ASSAINISSEMENT INSUFFISANTS ... | 7 |
| 2. | DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 11 |
| 2.1 | <i>Origine et buts</i> | 11 |
| 2.2 | <i>Progrès et stratégies</i> | 13 |
| 3. | INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES ET MECANISMES INTERVENANT PENDANT LA DECENNIE | 13 |
| 3.1 | <i>INSTRAW: statut, objectifs et fonctions</i> | 13 |
| 3.2 | <i>Comité directeur et groupe d'étude interorganisations sur la femme</i> | 14 |
| 4. | ROLE DES FEMMES DANS LES PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | 16 |
| 4.1 | <i>Critères de réussite d'un projet</i> | 16 |
| 4.2 | <i>Importance de la participation des femmes</i> | 17 |
| 4.3 | <i>Problèmes actuels</i> | 19 |
| 4.4 | <i>Solutions possibles</i> | 20 |
| 5. | RESULTATS DE LA DECENNIE | 21 |
| 6. | PLANS D'ACTION POUR LES ANNEES 90 | 23 |
| 6.1 | <i>Techniques et finances: principaux problèmes</i> | 25 |
| 6.2 | <i>Secteurs à développer</i> | 27 |
| 6.3 | <i>Renforcement de la participation des femmes</i> | 28 |
| 6.4 | <i>Cadre de coopération globale</i> | 29 |
| 7. | PREPARER L'AVENIR | 34 |
| 7.1 | <i>Pénurie d'eau</i> | 34 |
| 7.2 | <i>Protection de l'environnement</i> | 35 |
| 7.3 | <i>Impact sur les femmes</i> | 36 |
| 8. | IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DES FEMMES POUR LE SUCCES DES PROJETS FUTURS | 37 |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

7/90

1. INTRODUCTION: CONSEQUENCES D'UN APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'UN ASSAINISSEMENT INSUFFISANTS

En 1980, plus de 1,8 milliard de personnes vivant dans les zones rurales éloignées et dans les bidonvilles du monde en développement **manquaient d'eau potable** et même des **installations sanitaires** les plus rudimentaires. Dix ans plus tard, **en 1990, près de 1,2 milliard de personnes manquaient d'eau potable** et plus de **1,7 milliard de personnes ne disposaient pas d'installations sanitaires** (FA/45/327 Rapport du Conseil économique et social, Evaluation de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement 1981-1990, Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, Quarante-cinquième session, 13 juillet 1990). Une telle situation ne peut qu'avoir des répercussions graves non seulement sur le bien-être des gens mais aussi sur leur santé et sur le développement économique.

- a) **La santé: plus de treize millions d'enfants meurent chaque année** dans les pays en développement. Le manque de services adéquats d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ou encore le mauvais fonctionnement de ces services sont les principaux responsables de ces décès. Les **maladies diarrhéiques**, dues principalement à **l'insuffisance d'eau potable et à des conditions sanitaires déplorables**, sont la cause de près d'un tiers de la mortalité infantile. Par ailleurs, près de la moitié des populations du tiers monde sont infectées de vers et nombre de maladies de la peau ou des yeux peuvent être attribuées à une eau contaminée ou à un manque d'eau propre pour l'hygiène corporelle.
- b) **Le temps et l'énergie: le coût du manque d'eau potable, sur les plans économique et social, est élevé.** Dans certaines régions arides ou semi-arides du monde, il n'est pas rare que, dans chaque famille, une personne consacre plus de **six heures** et consomme la **moitié de son énergie quotidienne à aller chercher de l'eau à des points d'eau éloignés**. Ce sont généralement les femmes et les enfants qui sont chargés de cette tâche. Pour les enfants, la journée se passe, non pas à aller à l'école, mais à aller chercher de l'eau. Et, par ironie du sort, cette eau, si durement obtenue, est fréquemment polluée et au lieu d'être source de vie peut apporter la maladie et même la mort. L'absentéisme scolaire élevé dû aux maladies liées à l'eau représente un coût social supplémentaire de ces conditions arriérées (Elmendorf, Mary L. et Iseley, Raymond B., 1983. Rôle public et privé des femmes dans les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Organisation humaine, 42,3).

De toutes les tâches ménagères quotidiennes, **l'approvisionnement en eau est habituellement celle qui requiert le plus de temps**. C'est une lourde besogne, qui peut consommer une grande part de l'énergie dépensée chaque jour par une femme. Une étude menée en Afrique de l'Est montre que cette part peut aller de 12 pour cent dans les régions humides à 27 pour cent et plus dans les régions sèches ou montagneuses. Il a été démontré, dans une étude menée sur un groupe de femmes du Guatemala, que la tâche exigeant de leur part le plus grand apport d'énergie était le portage de charges dans les montagnes. Or, cette consommation d'énergie s'ajoute à celle qui est



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

8/90

requis pour d'autres occupations, comme l'allaitement qui demande un apport d'énergie de 35 pour cent. Le temps et l'énergie que les femmes consacrent à l'approvisionnement en eau peuvent affecter de diverses façons leur santé et les conditions sociales et économiques de leur communauté. On a pu observer dans de nombreux cas que, à cause de leurs lourdes tâches ménagères ou productives, les femmes avaient dû abrégé le temps qu'elles consacrent à préparer les repas, faire bouillir l'eau, s'occuper des enfants, en particulier l'allaitement. Dans d'autres cas, on a remarqué l'incidence des tâches ménagères sur la production agricole en période de pointe, par exemple en Tanzanie, Zambie et Gambie. De même, une des périodes de pointe du travail féminin, la plantation, coïncide avec celle des maladies diarrhéiques, toujours pour une question d'eau et d'assainissement (van Wijk-Sijbesma, C., 1985. Participation des femmes à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement: rôle et réalités. La Haye, CIR et PROWESS/PNUD, p.18).

- c) **Utilisation productive des gains de temps:** un examen des méthodes traditionnelles d'approvisionnement en eau et d'assainissement montre que **les femmes sont les principales bénéficiaires des gains de temps et d'énergie dus à de meilleures installations**, gains qu'elles peuvent mettre à profit pour les soins des enfants, la préparation des repas, l'hygiène de la maison, l'éducation et les activités de développement de la communauté ou encore les travaux des champs ou les activités rémunératrices. Une étude transculturelle effectuée au Népal a mis en évidence que la contribution des femmes représentait 50 pour cent du revenu familial, celle des hommes, 44 pour cent, et celle des enfants, 6 pour cent. Dans les régions rurales des pays en développement, les femmes produisent 50 pour cent des aliments consommés par la famille. Dans l'Afrique située au sud du Sahara et en Asie du Sud-Est, ce chiffre grimpe à 70 et 80 pour cent. Diverses études démontrent que les femmes utilisent de façon productive les gains de temps et d'énergie résultant d'un approvisionnement en eau moins long. Ainsi, au Lesotho, au Burkina Faso et au Mozambique, elles les consacrent principalement au ménage, en particulier au nettoyage et à la préparation des repas, et à leurs enfants. Ce sont fréquemment les femmes elles-mêmes qui reconnaissent l'importance de ces gains de temps, qu'elles utilisent en outre pour des activités destinées à des organisations féminines et au développement de la communauté, comme c'est le cas au Kenya, et, lorsque les conditions s'y prêtent, pour des activités rémunératrices.
- d) **Plus d'eau pour une meilleure santé de la famille: lorsque les points d'eau sont proches**, les femmes y vont **plus fréquemment**. Donc, à leurs yeux, le temps total passé pour l'approvisionnement en eau n'est pas réduit. Par contre, elles ne considèrent pas comme un facteur négatif le fait qu'elles reçoivent moins d'aide, par exemple de leurs enfants. Au contraire, elles apprécient que ceux-ci soient moins sollicités (Kenya) et qu'ils puissent davantage aller à l'école (Guatemala). Ces mêmes avantages ont été mentionnés par des villageoises du Botswana. Des voyages plus fréquents se traduiraient par une plus grande quantité d'eau, ce qui contribue à améliorer l'hygiène et en fin de compte, la santé. Le résultat est une réduction des frais de santé tant pour la famille que pour l'économie nationale. En Thaïlande, où l'ascaridiose est très fréquente parmi les personnes qui travaillent la terre, on estime que 100 000 tonnes de



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

9/90

riz sont perdues chaque année par manque de main-d'oeuvre en bonne santé. En Inde, 73 millions de jours de travail sont perdus annuellement à cause de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement. Une famille très touchée par la maladie peut dépenser jusqu'à 30 pour cent de ses revenus en soins médicaux, ainsi que le révèle une étude préliminaire réalisée à Thatta, au Pakistan (Singh, Andrea; 1983; Possibilités d'emploi pour les femmes des zones rurales. New Delhi, Inde, BIT).

- e) **L'eau et le travail féminin:** dans une famille, ce sont les femmes qui définissent l'utilisation qui est faite de l'eau et des gains de temps et d'énergie et qui s'occupent de la santé des membres de la famille. Dans beaucoup de zones rurales, les femmes en outre prennent une part active aux travaux agricoles, en particulier aux cultures vivrières, à la conservation des aliments et à l'élevage. Ici, comme dans les zones urbaines pauvres, leur travail entre pour une large part dans le revenu total de la famille. Et pourtant, il en est rarement tenu compte dans les statistiques concernant le produit national brut d'un pays.

Cette forte demande en temps et en énergie, en particulier lors des périodes de pointe pour l'agriculture, a conduit les femmes à abréger le temps qu'elles consacrent au ménage – préparation des repas, approvisionnement en eau, soin des enfants – ou à l'agriculture – sarclage – ce qui entraîne un plus faible rendement des plantations. Selon une étude effectuée à Laguna, aux Philippines, les femmes, pour pouvoir gagner davantage d'argent pour leur famille, réduisaient de plus de trois heures par semaine le temps qu'elles consacraient à leurs enfants. Ceux-ci étaient confiés aux aînés, mais leur alimentation s'en ressentait de façon significative (Popkin, B., 1980. Conséquences de l'emploi du temps de la mère sur l'alimentation des enfants. *Ecology of Food and Nutrition*, 9, p. 1-14).

Aspects pluridimensionnels

Comme toutes les questions liées au développement, le **problème de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement présente un caractère pluridimensionnel**. Il concerne les secteurs tant socio-économique que technique, médical et de l'environnement, qui sont interdépendants. Il se pose rarement dans l'un d'eux sans qu'il n'y ait de répercussions dans les autres.

En voici un exemple. L'utilisation de l'eau des rivières et des lacs comme eau potable dépend directement de leur situation géographique. Or, ils sont très facilement atteints par la pollution et leur eau doit être traitée, ne serait-ce que légèrement, pour pouvoir être consommée par les hommes. L'eau potable provient essentiellement des réserves souterraines qui sont plus faciles à protéger de la pollution chimique et bactériologique. Toutefois le forage d'un puits demande une bonne connaissance de l'hydrogéologie de la région, surtout s'il s'agit d'une région aride ou semi-aride. La construction d'un puits non productif représente une perte sérieuse. Dans l'Afrique subsaharienne, un forage de 60 mètres revient à 6 000 dollars, sans compter les canalisations et les



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

10/90

pompes. Le manque d'entretien ou l'évaluation incorrecte des ressources en eau peuvent causer un mauvais fonctionnement des puits quelques mois seulement après leur mise en service, ce qui entraîne évidemment des répercussions graves sur le climat psychologique et sur l'état de santé des populations qui auront tendance, vu les circonstances, à retourner à leurs anciens points d'eau souvent distants et pollués.

Les problèmes en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont inquiétants et ne peuvent être résolus qu'au prix d'énormes investissements financiers. D'autre part, la demande pour des services dans ces domaines est en constante augmentation. Ces considérations soulèvent plusieurs questions:

1. comment gérer ces problèmes complexes de développement étant donné la multiplicité des facteurs annexes qui entrent en ligne de compte?
2. qui décide des priorités?
3. comment coordonner les parties intéressées?

Il faut donc adopter, pour la résolution de ces problèmes, **une approche** de plus en plus **pluridisciplinaire** et obtenir pour un programme la participation de différents instituts, organisations et experts ou celle de programmes existants par le moyen de dispositions particulières.

L'entretien et le financement: parce qu'elles sont les principales bénéficiaires des installations améliorées, **les femmes, lorsqu'on leur en donne les moyens (responsabilité, fonctions, formation), encouragent l'emploi et l'entretien des installations locales** et il n'est pas rare qu'elles consacrent les revenus supplémentaires qu'elles produisent ou qu'elles contrôlent à l'installation ou à l'entretien d'installations améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

La santé: les avantages en matière de santé attendus d'un projet ne peuvent se matérialiser sans l'intervention active des femmes. Ce sont elles qui décident de l'usage qui sera fait de l'eau et des installations sanitaires, qui veillent à l'hygiène, qui éduquent les enfants et discutent avec les autres femmes de questions concernant la santé des familles. Les programmes d'éducation sanitaire ne peuvent remporter de succès que s'ils sont adaptés à ce que les femmes peuvent et veulent faire.

Développement économique et social: la collecte de l'eau peut demander beaucoup de temps et d'énergie de la part des femmes et des enfants. Ceci exerce un effet négatif, comme le montrent de nombreux exemples, sur les travaux domestiques, les soins aux enfants et la production agricole, en particulier les cultures vivrières, dont 50 à 80 pour cent de la production est assurée par les femmes. Parmi **les avantages offerts par les projets**, celles-ci citent principalement **les gains de temps et d'énergie qu'elles peuvent consacrer aux travaux ménagers et aux activités économiques**, aux réunions des groupements féminins et aux actions de développement de la communauté et à

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|-------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | <i>2.2 TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 11/90 |

d'autres occupations rémunératrices dans les secteurs réunissant les conditions nécessaires à ces activités.

La préservation des ressources en eau et de l'environnement: la pénurie croissante en eau et la dégradation de l'environnement ont des conséquences sérieuses sur les femmes, qui sont contraintes d'aller toujours plus loin chercher l'eau, le fourrage et le bois à brûler indispensables à leur famille.

La gestion des sources d'eau, le reboisement des lignes de faite et la prévention de la contamination des systèmes locaux d'approvisionnement en eau sont des secteurs qui intéressent autant les planificateurs du développement que les femmes et dans lesquels celles-ci jouent déjà un rôle constructif pour la famille, la collectivité et la région.

2. *DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT*

2.1 *Origine et buts*

Depuis les années 60, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement ont pris une place importante dans les préoccupations internationales. En 1961, la Charte de Punta del Este recommandait aux gouvernements d'Amérique latine les objectifs à atteindre pendant la décennie 1960-1970. En 1970, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Résolution 2626 (XXV) qui stipulait que chaque pays en développement devait garantir à un pourcentage déterminé de sa population, tant rurale qu'urbaine, un approvisionnement adéquat en eau potable. Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, HABITAT, recommandait en 1976, à Vancouver, Canada, de quantifier les objectifs à atteindre en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Par la suite, la **Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui s'est déroulée du 14 au 25 mars 1977, à Mar del Plata, Argentine, recommandait dans sa Résolution II que:**

- **les plans nationaux de développement** donnent la priorité à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement au bénéfice de toute la population et encouragent et soutiennent les efforts déployés par les organisations volontaires locales;
- **les gouvernements réaffirment l'engagement** qu'ils ont pris à Vancouver d'adopter des normes réalistes du point de vue quantitatif et qualitatif;
- **les nations préparent des programmes** en vue d'étendre la couverture des systèmes d'approvisionnement en eau et d'entretenir les réseaux existants et établissent des plans portant sur le développement institutionnel, la mise en valeur des ressources humaines et l'évaluation des ressources requises;



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

12/90

- les institutions des Nations Unies coordonnent leurs efforts afin d'aider les Etats Membres, lorsqu'ils en font la demande, dans les tâches mentionnées ci-dessus;
- les programmes et les plans soient révisés par un mécanisme approprié déjà en place et désigné par le Conseil économique et social des Nations Unies;
- une assistance extérieure adéquate soit fournie pour la construction, la mise en opération et l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- La Conférence a encore recommandé que le Plan d'action présenté pendant la réunion soit mis en oeuvre de façon coordonnée (Nations Unies, 1977. Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, Mar del Plata, 14-25 mars 1977. Publications des Nations Unies, ventes no. E.77.II.A.12, Résolution II.).

Conformément au Plan d'action, la Conférence sur l'eau a proposé que la période allant de 1981 à 1990 soit déclarée Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, et qu'elle soit consacrée à la mise en application des plans nationaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

La Décennie a été officiellement inaugurée le 10 novembre 1980 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui lui a consacré une séance spéciale d'un jour au cours de sa trente-cinquième session. Dans la Résolution 35/18, les Etats Membres s'engagent à apporter au cours de la Décennie des améliorations substantielles dans le niveau et la qualité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La Résolution invite encore les Gouvernements à:

- fixer des politiques et des objectifs adéquats;
- établir des priorités et mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés;
- renforcer leur cadre institutionnel et faire appel aux personnes compétentes à tous les niveaux;
- susciter une prise de conscience du public et obtenir son appui en lui donnant la formation nécessaire et en le faisant participer aux activités.

Le principe fondamental qui sous-tend la Décennie établit que les populations ne peuvent jouir d'une qualité de vie compatible avec la dignité humaine que s'ils ont accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement et que cet accès est dès lors un droit fondamental de l'être humain.

L'Assemblée générale a encore invité les gouvernements, les groupements, les organisations et les institutions des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à continuer et, si possible, à accroître leur coopération technique et financière avec les pays en développement et à coordonner leurs activités. Elle a décidé d'examiner, lors de sa quarantième session, les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs nationaux et internationaux de la Décennie.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

13/90

2.2 Progrès et stratégies

La Décennie n'est pas unique mais comprend autant de décennies qu'il y a de pays engagés. Ses résultats ne peuvent pas être mesurés par rapport à un seul étalon global, mais en fonction des progrès réalisés par chacun de ces pays dans la tâche complexe que représente l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, et de la mesure dans laquelle ils atteignent leurs objectifs. Conformément aux recommandations du Plan d'action adopté lors de la réunion de Mar del Plata, les stratégies à suivre pendant la Décennie consistent à donner la priorité aux populations urbaines et rurales qui sont mal approvisionnées en eau potable, à formuler et mettre en oeuvre des programmes durables qui mettent l'accent sur l'autonomie, à utiliser des systèmes appropriés aux structures sociales locales, à impliquer la communauté à toutes les étapes du programme, et à veiller à ce que les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement soient complémentaires des autres programmes de développement, en particulier ceux qui traitent de la santé.

3. INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES ET MECANISMES INTERVENANT PENDANT LA DECENNIE

3.1 INSTRAW: statut, objectifs et fonctions

L'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) a été créé en 1976 par le Conseil économique et social des Nations Unies dans sa résolution 1998 (LX du 12 mai 1976), conformément à la décision prise par l'Assemblée générale (Résolution 3520, XXX, du 15 décembre 1975) sur la recommandation de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme tenue à Mexico en 1975.

L'objectif de l'Institut, qui forme une entité autonome au sein des Nations Unies, est, par le moyen de la recherche, de la formation, et de la collecte et de la divulgation d'informations, d'encourager et d'aider les femmes à progresser et à s'intégrer dans le processus de développement. L'Institut a pour mission d'assister les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales dans les efforts qu'elles déploient en faveur des femmes. Ses principales fonctions sont d'établir:

1. un programme de recherche et d'étude portant principalement sur les problèmes qu'affrontent les femmes dans les pays en développement et sur leur participation à la formulation, la conception et la mise en oeuvre d'activités de développement à tous les niveaux;
2. des programmes de formation et des services de bourse et de conseil, dont le but est de faire comprendre l'importance du rôle que jouent les femmes dans les questions



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

14/90

de développement, de promouvoir la participation égale des femmes dans tous les aspects du développement économique et social et de les encourager à acquérir de nouvelles qualifications;

- un système d'information, de documentation et de communication sur le rôle des femmes dans les questions de développement afin de répondre au besoin d'une dissémination de l'information au niveau mondial.

Compte tenu de son rôle de catalyseur, l'INSTRAW développe des réseaux de coopération qui lui permettent d'assumer ses fonctions sur le plan international, régional et national.

L'Institut mène ses activités en étroite collaboration avec les institutions et les organisations du système des Nations Unies et divers autres organismes extérieurs à ce système.

3.2 Comité directeur et Groupe d'étude interorganisations sur la femme

Conformément à la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, un Comité directeur pour l'action coopérative dans le cadre de la Décennie a été établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ses membres sont des organismes des Nations Unies s'occupant des secteurs de l'eau et de l'assainissement, et leur nombre est passé de sept à l'origine à onze actuellement. Ses fonctions sont: offrir un forum pour la révision périodique des actions entreprises et la fixation de politiques; coordonner l'orientation et la gestion de programmes individuels; préparer les ordres du jour et aider à la préparation des réunions consultatives et à la révision de la documentation nécessaire.

Certains aspects de la Décennie exigeant une attention particulière, le Comité a créé des groupes d'étude chargés d'examiner le développement des ressources humaines, la formulation de projets, l'information du public et l'échange d'informations techniques.

L'importance d'impliquer les femmes dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement a été soulignée à l'occasion de la Conférence de Copenhague, qui clôturait la Décennie internationale de la femme (Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, Copenhague, 1980), au cours de laquelle fut adoptée la Résolution 25 intitulée Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Elle invitait les Etats membres et les institutions des Nations Unies, y compris les organismes spécialisés, à promouvoir la participation des femmes à la planification, la mise en oeuvre et l'application de projets d'approvisionnement en eau. L'Assemblée générale des Nations Unies, lors de l'inauguration de la Décennie, adopta une résolution intitulée Mobilisation et intégration effectives des femmes dans le développement (Assemblée générale des Nations Unies, trente-cinquième session). Néanmoins, ce n'est que lors de la neuvième réunion du Comité



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

15/90

directeur, en avril 1982, que cette question fut réellement abordée. Le Comité reconnut l'importance du rôle que les femmes pouvaient jouer dans la réalisation des objectifs de la Décennie et décida de créer un Groupe d'étude interorganisations sur la femme dans la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, chargé de prendre des mesures concrètes.

a) Groupe d'étude interorganisations sur la femme

Le Secrétariat du Groupe d'étude interorganisations est assuré conjointement par l'INSTRAW et PROWESS (auparavant, il l'était par l'INSTRAW et l'UNICEF). Les organisations membres, qui sont passées de neuf à onze, sont: PNUD (présidence), OMS, BIT, INSTRAW (Secrétariat), FAO, CNUEH, DIESA/ONU, DCTD ONU, UNESCO, UNICEF et Banque mondiale.

Le mandat du Groupe d'étude est le suivant: a) mettre au point une stratégie permettant d'accroître le rôle des femmes dans le cadre de la Décennie; b) appuyer les activités visant à développer leur rôle dans le cadre de la Décennie; c) offrir un instrument de coopération pour le développement et la mise en place d'activités au niveau international et national; d) contrôler et évaluer la mise en oeuvre des programmes et des politiques de la Décennie concernant les femmes, afin de veiller à ce qu'ils reflètent bien les préoccupations, les besoins et la contribution de celles-ci, diffuser les résultats de cette évaluation et recommander de nouvelles actions.

Le plan d'action du Groupe d'étude a pour but de rechercher les moyens d'appliquer ce mandat. Conformément à celui-ci, il coordonne et encourage les actions individuelles ou collectives que peuvent prendre les organisations membres et leur propose des activités conformes à leur statut.

b) Activités en faveur de la participation des femmes

Parmi les activités menées par les membres du Groupe d'étude interorganisations sur la femme, on peut citer:

- Un programme spécial du PNUD, "Promotion du rôle des femmes dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement du milieu" (PROWESS), commencé en 1983 avec le soutien financier des gouvernements norvégien, canadien, finlandais et américain et du PNUD. Il comporte des projets, des cours de formation de formateurs et des publications.
- Un séminaire interrégional sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, organisé au Caire, du 12 au 16 mars 1984, par l'INSTRAW et le Gouvernement égyptien. Les sujets étaient la santé et l'hygiène, la science et la technologie, et le développement socio-économique. Le rapport final et les travaux du séminaire ont été publiés.
- Une réunion de travail sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, organisée par l'UNICEF et l'INSTRAW pendant la Conférence



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

16/90

mondiale sur les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui s'est tenue au Kenya, à Nairobi, en juillet 1985.

- Un séminaire régional sur les femmes, l'hygiène et le développement, organisé par l'Organisation panaméricaine de la santé à Washington, USA, du 30 avril au 4 mai 1984.
- La trousse de formation sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement (les présents modules), publiée en juin 1986 par le Centre international de l'OIT à Turin et l'INSTRAW avec le soutien du gouvernement italien.
- Cinq séminaires nationaux de formation sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, organisés par l'INSTRAW, des institutions des Nations Unies et divers pays. Ils ont été donnés dans les villes suivantes: Nairobi, Kenya, du 9 au 13 novembre 1987; Addis Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 novembre 1987; Kadugli, Soudan, du 16 au 21 janvier 1988; Mogadiscio, Somalie, du 13 au 18 février 1988; Lagos, Nigéria, du 10 au 16 mai 1988. Ils ont été suivis par le personnel chargé des questions techniques et sociales ainsi que par les planificateurs et les responsables de l'exécution de projets. Des rapports des séminaires sont disponibles sur demande à l'INSTRAW.
- Un séminaire de formation interrégional organisé par l'INSTRAW et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok, Thaïlande, du 23 au 27 janvier 1989, pour des responsables des départements de la santé et des départements de l'eau de quinze pays d'Asie. Le rapport de la réunion peut être obtenu à l'INSTRAW.

En outre, le Groupe d'étude sur le développement des femmes du Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies (le plus ancien organisme de ce genre du système des Nations Unies) a pour objectif principal la pleine intégration des femmes dans tous les aspects du processus de développement.

Les activités mentionnées ci-dessus et bien d'autres encore ont toutes contribué aux résultats obtenus pendant la Décennie.

4. ROLE DES FEMMES DANS LES PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Critères de réussite d'un projet

Les initiatives prises pendant la Décennie mettaient l'accent non seulement sur une plus grande couverture des besoins en eau des populations urbaines et rurales mais aussi sur divers autres points: l'entretien et l'extension des réseaux existants, la construction de réseaux convenant aux conditions sociales et culturelles locales, l'importance de la participation des femmes du point de vue social et de l'entretien, la nécessité d'inté-



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

17/90

grer l'approvisionnement en eau et l'assainissement avec un enseignement de l'hygiène, le développement institutionnel à tous les niveaux de l'organisation des projets et de la communauté. Compte tenu de ces initiatives plus larges concernant l'infrastructure de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, **on peut considérer que les programmes et projets réussis sont ceux dont les installations:**

1. atteignent tous ou presque tous les habitants d'une zone déterminée, en particulier ceux qui n'étaient pas approvisionnés;
2. continuent à fonctionner correctement après la fin du projet;
3. sont utilisées constamment et proprement par toutes les familles;
4. offrent une eau salubre en quantité suffisante pour la consommation et l'hygiène personnelle et pour une utilisation propre des latrines;
5. sont agrandies pour suivre l'expansion de la population.

Un bon projet est encore celui qui renforce les capacités locales et les incite à entretenir les installations, à appliquer de bonnes pratiques d'hygiène et à poursuivre le développement local (Tiré de: Narayan-Parker, Deepa, 1989. Objectifs et indicateurs pour des projets intégrés d'approvisionnement en eau et d'assainissement en collaboration avec la population. New York, PROWESS/PNUD).

4.2 Importance de la participation des femmes

On s'accorde généralement à reconnaître que **la question principale en ce qui concerne le rôle des femmes en matière d'approvisionnement et d'assainissement n'est pas de les impliquer dans ces questions, car en réalité elles y participent déjà activement, mais de faciliter leur tâche et d'accroître leur rendement. Ce sont elles qui transportent l'eau, la gèrent, l'utilisent, apprennent l'hygiène à leur famille, sont des agents du changement.** A cet égard, elles sont donc responsables non seulement envers elles-mêmes mais aussi envers leur famille et l'ensemble de la collectivité. Néanmoins, la portée de leur action et de ses conséquences est méconnue du public et ignorée par les décideurs et les planificateurs.

Dans le contexte du développement socio-économique, **trois domaines exigent une attention particulière: la participation des femmes aux activités de la collectivité, la façon dont leur rôle et leurs valeurs sociales sont perçues, et le cadre institutionnel.**

La participation des femmes aux activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement doit être examinée essentiellement dans le cadre de la communauté. Les populations, leur culture, leur comportement et leurs valeurs sont autant d'éléments essentiels dont il faut tenir compte lors de la planification des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. C'est parce que les planificateurs les négligent trop



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

18/90

souvent que ces systèmes sont parfois rejetés par la communauté. En outre, pour s'assurer la participation de celle-ci, il ne suffit pas d'insister sur sa contribution en matériel et en main-d'oeuvre, mais il est primordial de créer en elle un sentiment de propriété.

A cet égard, il faut comprendre que, **tant que les femmes ne seront pas considérées comme formant partie intégrante de la main-d'oeuvre productive, une grande partie des avantages potentiels** provenant des gains de temps et d'énergie sera perdue pour la communauté. On risque de ne pas retirer les avantages que l'on est en droit d'attendre d'un meilleur approvisionnement et d'une meilleure hygiène si l'on ne tient pas compte dans les projets du rôle particulier que jouent les femmes en tant que producteur et utilisateur et en tant que mères de famille et que ménagères.

Pour ce qui a trait aux valeurs sociales et à la perception du rôle des femmes, beaucoup de pays en développement ne sont pas prêts à accepter une modification du rôle des femmes et moins encore à leur permettre de prendre part à la planification et à la gestion des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le manque d'instruction et de formation est un des principaux obstacles à une plus grande participation des femmes aux projets. Des études ont montré que, dans bon nombre de pays, une forte participation aux travaux de la collectivité était liée à un taux élevé d'alphabétisation.

Un autre obstacle qui, dans les pays en développement, s'oppose à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et au rôle des femmes dans ces domaines, **provient des carences qui existent au niveau des institutions et de la prise de décisions.** Certains pays ne disposent pas du cadre institutionnel nécessaire pour planifier, programmer, mettre en oeuvre et surveiller des activités dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, alors que d'autres possèdent de multiples institutions dont les fonctions font bien souvent double emploi. Bien que des organismes particuliers défendant les intérêts des femmes aient été créés dans divers pays et aient entrepris avec succès diverses actions, ils risquent d'isoler les besoins des femmes des priorités du développement national. Or, les questions concernant les femmes doivent être traitées comme formant partie intégrante de tous les programmes et de toutes les activités socio-économiques et culturelles de développement, y compris des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Ce sont les femmes qui assurent principalement le ravitaillement en eau et, dans cette tâche, elles sont les associées logiques du personnel et des cadres des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. **Ce sont elles qui ressentent le plus le besoin d'améliorer les installations existantes** et, à condition d'être informées et consultées, ce sont aussi elles qui soutiendront le plus les projets et contribueront souvent à la construction et à l'entretien des installations. Leur longue expérience en matière de collecte d'eau et d'évacuation des déchets leur permet de bien connaître les conditions et les pratiques locales en matière d'hygiène, ainsi que leur environnement et le contexte socio-culturel et économique dans lequel elles vivent. L'utilisation à bon escient de leurs connaissances permet de réduire, par exemple, les frais d'adduction, car elles savent où



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

19/90

se trouvent les meilleures sources d'eau, d'assurer un meilleur fonctionnement et une large utilisation du système en améliorant sa fiabilité et son image auprès de la population, et d'organiser des programmes d'enseignement de l'hygiène plus appropriés et plus efficaces.

Etant les principales bénéficiaires des projets, les femmes, **si on leur en donne la possibilité, appuient largement les travaux d'entretien et de réparation des installations améliorées**, et consacrent même les revenus supplémentaires engendrés par leur travail pour soutenir les efforts du projet ou de la communauté. Beaucoup dépend toutefois des efforts entrepris par le projet pour renforcer les capacités locales en vue de les mettre en condition de faire fonctionner, d'entretenir et de financer les installations, et de la mesure dans laquelle sont appliquées les méthodes correctes visant à encourager les femmes à participer à ces activités.

Ce sont les femmes qui gèrent le ménage, ce sont donc elles qui décideront si utiliser ou non les nouvelles installations et enseigner à leurs enfants comment les employer. Si les nouvelles installations ne sont pas utilisées ou ne le sont que partiellement ou si aucune nouvelle pratique d'hygiène n'est appliquée, c'est très souvent parce que les femmes les refusent et ont de bonnes raisons pour cela. Ce n'est pas elles qu'il faut blâmer, mais les projets qui n'ont pas suffisamment tenu compte de leurs besoins, de leurs points de vue et de leurs possibilités (Van Wijk-Sijbesma, C. op.cit. p. 41-44).

4.3 Problèmes actuels

En dépit de l'importance et de la diversité de leurs activités, **les femmes ne sont toujours pas suffisamment impliquées dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement**. Les problèmes qui se posent actuellement sont multiples:

- a) Les femmes ne reçoivent pas l'attention qu'elles méritent alors que ce sont principalement elles qui assurent l'approvisionnement en eau et qui l'utilisent. Le travail qu'elles fournissent dans le transport de l'eau, son stockage et son évacuation est considéré comme normal dans leur société et personne ne pense à lui donner une valeur économique ou sociale ni aux problèmes qu'il peut engendrer. La plupart des femmes ne disposent pas de suffisamment d'eau pour leurs besoins quotidiens, et même là où l'eau existe en quantité suffisante, elle est souvent polluée et peut être la cause de maladies.
- b) Les femmes sont souvent exclues de la planification, de la mise en valeur et de l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- c) Les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement manquent de moyens de communication avec les femmes pour leur expliquer le rapport existant entre l'eau, l'assainissement et la santé et leur donner des informations sur les pratiques d'hygiène à adopter afin que les nouvelles installations puissent contribuer à améliorer l'état général de santé de leurs communautés.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

20/90

- d) Les techniques d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne sont pas toujours adaptées au contexte culturel et au niveau de savoir-faire des communautés. En outre, il n'est pas tenu compte des besoins des femmes, de leurs intérêts et de leurs capacités.
- e) Le fait de ne pas consulter les femmes à propos des aspects techniques conduit à construire des installations dont la conception ne convient pas, à ne pas accorder l'attention voulue à certains détails (par exemple, des pompes munies de poignées trop lourdes ou placées trop haut pour les femmes et les enfants) et à opter pour des solutions qui se révèlent ensuite impraticables.
- f) Les projets font fi des coutumes des femmes, de leurs préférences et de leurs traditions lors de la conception des installations et du choix de leur emplacement. Ainsi, les femmes peuvent ne pas vouloir utiliser une eau souterraine, potable mais à forte teneur en fer, ni, pour des raisons d'ordre pratique, l'eau du réseau de distribution; il ne leur reste alors d'autre solution que de puiser de l'eau de surface polluée.
- g) Les projets n'accordent pas suffisamment d'importance à l'entretien et à la réparation des réseaux d'approvisionnement et des installations d'assainissement; or, ce sont deux secteurs cruciaux où les femmes peuvent apporter une aide précieuse.
- h) Les programmes de développement social, en particulier ceux qui portent sur l'hygiène et l'assainissement, ne prévoient pas une participation intégrée de tous les membres de la famille.
- i) La réussite d'un projet est menacée lorsque le rôle des femmes dans les activités menées au sein de leur collectivité n'est pas pris en considération.

4.4 Solutions possibles

En réponse à la nécessité de rechercher les moyens d'accroître le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, **tous les efforts devraient être faits, à tous les niveaux**, international, régional et national, **pour veiller à ce que les questions se rapportant aux femmes soient incluses dans les activités liées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement.**

Etant donné la nature plurisectorielle de ces activités, **il faut pour cela une bonne coordination entre les autorités et les organismes nationaux s'occupant de l'approvisionnement en eau, de la santé, de l'assainissement, de l'agriculture et des programmes de développement rural, et les institutions chargées de l'éducation et de la formation.** La coordination entre les ministères responsables devrait être assurée par des organismes spéciaux. Par ailleurs, des mécanismes particuliers devraient être établis au niveau national, qui auraient un rôle de conseil et seraient chargés de veiller à ce que des actions pratiques soient entreprises dans le pays pour la promotion des femmes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

21/90

En général, les mesures suivantes peuvent être considérées comme pouvant offrir des solutions possibles aux questions d'approvisionnement en eau et d'assainissement et au rôle qu'y jouent les femmes:

- créer des points d'eau dans les zones qui en sont dépourvues;
- accroître la participation de la collectivité, à tous les niveaux;
- faire prendre conscience au public de l'importance de ces problèmes;
- donner une bonne formation, en particulier dans le domaine de l'entretien des équipements et des règles élémentaires d'hygiène;
- fournir une éducation appropriée, soit par le canal de l'enseignement officiel, soit de façon informelle;
- choisir les techniques convenant le mieux à une société en développement;
- préparer soigneusement les activités se rapportant à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, dans le cadre du processus global de planification;
- déterminer les meilleures méthodes de gestion, de coordination, de mise en oeuvre et de contrôle.

5. RESULTATS DE LA DECENNIE

En dépit de circonstances économiques difficiles et de contraintes budgétaires toujours plus sévères au niveau tant national qu'international, de grands progrès ont été accomplis et une vaste expérience a pu être acquise pendant cette période de dix ans. Le principal résultat de toute la Décennie est peut-être d'avoir montré que la seule construction d'installations ne suffit pas pour atteindre les objectifs de cette Décennie. Les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne doivent pas se résumer à simplement transporter de l'eau d'un point A à un point B au profit d'une communauté de X personnes, ou à installer un certain nombre de latrines, mais doivent veiller à ce que celles-ci répondent à certains critères de qualité, de fiabilité, de degré d'utilisation, et qu'elles contribuent à stimuler le développement local (voir les lectures complémentaires). En termes concrets, les résultats de la Décennie sont les suivants (Unité économique et sociale, Nations Unies, 1990. Résultats de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement 1981-1990. Rapport du Secrétaire général):

a) Amélioration de la planification sectorielle

Des plans sectoriels nationaux et des objectifs concrets ont été établis, du moins pour ce qui est de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones rurales et urbaines. En outre, des mécanismes de coordination sectorielle ont été créés à peu près partout, même si la plupart d'entre eux n'ont que des fonctions de consultation.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

22/90

b) Réalisation partielle des objectifs

Les objectifs concernant le taux de couverture des services n'ont été que partiellement atteints, les meilleurs résultats ayant été obtenus dans le secteur de l'approvisionnement en eau dans les zones urbaines. Quarante pour cent d'un échantillonnage de pays d'Afrique devraient atteindre leurs objectifs d'approvisionnement en eau des zones urbaines vers la fin de 1990.

c) Accroissement des financements et innovations dans la mobilisation des ressources

De 1981 à 1988, le financement total annuel pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement s'est accru de 58%, passant de 820 millions de dollars à 1 milliard 300 millions de dollars (en prix constant). En 1988, 65% de ces financements provenaient des pays en développement eux-mêmes, avec des variations allant de 90% en Asie occidentale à 25% en Afrique. Le soutien financier extérieur pendant la Décennie a doublé, passant de 2 milliards 200 millions de dollars en 1980 à 4 milliards 500 millions de dollars en 1988. Un changement remarquable est l'augmentation des ressources financières destinées aux facteurs non techniques: développement institutionnel, amélioration de la gestion, participation des communautés, implication des femmes, etc. Le nombre de projets dans ces domaines, bénéficiant d'une assistance extérieure, s'est accru de 140% et leur financement de 300%. Le financement des coûts de fonctionnement et d'entretien, en hausse constante, s'est également modifié: le versement de redevances par les usagers et la gestion des réseaux d'approvisionnement en eau par les communautés sont maintenant des pratiques mieux établies et de nouvelles approches innovatrices se font jour.

d) Sensibilisation de la communauté et promotion de la participation des femmes

Si au début de la Décennie la participation des communautés était limitée au travail volontaire pour la construction et parfois l'entretien, elle s'est depuis élargie à la planification des installations locales, au choix des techniques, à la mise en oeuvre des activités, à l'entretien local, aux systèmes de financement, aux programmes d'amélioration de l'hygiène locale et à la création de groupes techniques et de gestion capables de mener ces tâches à bien. Les femmes participent depuis peu à ces activités et, ainsi que le montre l'expérience, elles constituent pour les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement des partenaires valables dont la participation à la planification, l'entretien, la gestion et l'enseignement de l'hygiène contribue considérablement à l'efficacité de ces projets.

e) Techniques appropriées et abordables

Un large éventail de techniques et d'installations peu coûteuses, pompes manuelles, latrines à chasse d'eau manuelle, latrines avec aération et ventilées, filtres à sable, égouts peu profonds, ont été améliorées, testées et appliquées. Grâce à leur prix peu élevé, il est possible, avec le même budget, de desservir davantage d'usagers et elles



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

23/90

conviennent tout particulièrement aux villages étant donné la facilité de leur fonctionnement et de leur entretien. Le nombre de projets utilisant ces techniques a augmenté de 600 pour cent depuis le début de la Décennie, mais leur financement ne représente que 4 pour cent du financement extérieur total.

f) Développement institutionnel

De nouvelles technologies et de nouvelles stratégies comme la participation des communautés, l'implication des femmes et les projets intégrés ainsi que le besoin constant de mise en valeur des ressources humaines ont accru la demande de projets portant sur le développement institutionnel. Le nombre de ces projets financés par des sources extérieures a fortement augmenté et, à la fin de la Décennie, ils représentaient 40 pour cent de la totalité du financement extérieur.

g) Participation du secteur privé

On a observé au cours de la Décennie un accroissement de la participation du secteur privé, lequel, soumis à un certain contrôle, a contribué à une amélioration générale du rapport coût-efficacité et de la rentabilité. On peut citer comme exemples la sous-traitance des opérations de sondage et de forage, la location de l'équipement et la création d'organismes autonomes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les organisations non gouvernementales, les organisations communautaires autonomes et les groupements d'utilisateurs se sont avérés des partenaires valables pour la création et la gestion de services efficaces et rentables.

6. *PLANS D'ACTION POUR LES ANNEES 90*

Bien que la Décennie ait produit des résultats remarquables, les buts et les stratégies formulés dans le Plan d'action de Mar del Plata sont toujours aussi valables aujourd'hui qu'en 1977. Toutefois, si l'on veut atteindre les objectifs, il faut renforcer les programmes établis pendant la Décennie et accélérer leur exécution. Le Tableau 1 indique que si le rythme de progression se maintient à sa valeur actuelle, dix secteurs connaîtront une amélioration, trois resteront au statu quo et 7 empireront. D'ici l'an 2000, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement devraient s'améliorer dans les zones rurales de tous les pays en développement tandis qu'ils devraient être moins développés que prévus dans les zones urbaines d'Asie et d'Afrique.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE




Ed. 01/1992
Octobre 1992

24/90

Tableau 1 Approvisionnement en eau et assainissement: couverture des services par région, de 1980 à 1990 et en l'an 2000 au rythme actuel de progression
(Population en millions d'habitants)

| Région/secteur | 1980 | | | | 1990 | | | | 2000 | | | |
|------------------------------------|------------|--------------------|------------------------------|----------------------------------|------------|--------------------|------------------------------|----------------------------------|------------|--------------------|------------------------------|----------------------------------|
| | Population | Taux de couverture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis | Population | Taux de couverture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis | Population | Taux de couverture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis |
| Afrique | | | | | | | | | | | | |
| Approvis. en eau: | 119.77 | 83 | 99.41 | 20.36 | 202.54 | 87 | 176.21 | 26.33 | 332.49 | 76 | 253.01 | 79.48 |
| zones rurales | 332.83 | 33 | 109.83 | 223.00 | 409.64 | 42 | 172.05 | 237.59 | 496.59 | 47 | 234.27 | 262.32 |
| Assainissement: | 119.77 | 65 | 77.85 | 41.92 | 202.54 | 79 | 160.01 | 42.53 | 332.49 | 73 | 242.17 | 90.32 |
| zones rurales | 332.83 | 18 | 59.91 | 272.92 | 409.64 | 26 | 106.51 | 303.13 | 496.59 | 31 | 153.11 | 343.48 |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | |
| Approvis. en eau: | 236.72 | 82 | 194.11 | 42.61 | 324.08 | 87 | 281.95 | 42.13 | 416.79 | 89 | 369.79 | 47.00 |
| zones rurales | 124.91 | 47 | 58.71 | 66.20 | 123.87 | 62 | 76.80 | 47.07 | 122.84 | 77 | 94.89 | 27.95 |
| Assainissement: | 236.72 | 78 | 184.64 | 52.08 | 324.08 | 79 | 256.02 | 68.06 | 416.79 | 79 | 327.40 | 89.39 |
| zones rurales | 124.91 | 22 | 27.48 | 97.43 | 123.87 | 37 | 45.83 | 78.04 | 122.84 | 52 | 64.18 | 58.66 |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | |
| Approvis. en eau: | 549.44 | 73 | 401.09 | 148.35 | 761.18 | 77 | 586.11 | 175.07 | 1,085.56 | 71 | 771.71 | 314.43 |
| zones rurales | 1,823.30 | 28 | 510.52 | 1,312.78 | 2,099.40 | 67 | 1,406.60 | 692.80 | 2,320.79 | 99 | 2,302.68 | 10.11 |
| Assainissement: | 549.44 | 65 | 357.14 | 192.30 | 761.18 | 65 | 494.77 | 266.41 | 1,085.56 | 58 | 632.40 | 453.16 |
| zones rurales | 1,823.30 | 42 | 765.79 | 1,057.51 | 2,099.40 | 54 | 1,133.68 | 965.72 | 2,320.79 | 65 | 1,501.57 | 819.22 |
| Asie occidentale | | | | | | | | | | | | |
| Approvis. en eau: | 27.54 | 95 | 26.16 | 1.38 | 44.42 | 100 | 44.25 | 0.17 | 67.26 | 100 | 67.26 | 0.00 |
| zones rurales | 21.95 | 51 | 11.19 | 10.76 | 25.60 | 56 | 14.34 | 11.26 | 30.66 | 57 | 17.48 | 13.18 |
| Assainissement: | 27.54 | 79 | 21.76 | 5.78 | 44.42 | 100 | 44.42 | 0.00 | 67.26 | 100 | 67.26 | 0.00 |
| zones rurales | 21.95 | 34 | 7.46 | 14.49 | 25.60 | 34 | 8.70 | 16.90 | 30.66 | 32 | 9.94 | 20.72 |
| Total général | | | | | | | | | | | | |
| Approvis. en eau: | 933.47 | 77 | 720.77 | 212.70 | 1,332.22 | 82 | 1,088.52 | 243.70 | 1,902.10 | 77 | 1,456.27 | 445.83 |
| zones rurales | 2,302.99 | 30 | 690.25 | 1,612.74 | 2,658.51 | 63 | 1,669.79 | 988.72 | 2,970.88 | 89 | 2,649.33 | 321.55 |
| Assainissement: | 933.47 | 69 | 641.39 | 292.08 | 1,332.22 | 72 | 955.22 | 377.00 | 1,902.10 | 67 | 1,269.05 | 633.05 |
| zones rurales | 2,302.99 | 37 | 860.64 | 1,422.35 | 2,658.51 | 49 | 1,294.72 | 1,363.79 | 2,970.88 | 58 | 1,728.80 | 1,242.88 |

Source: Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 1990. Résultats de la Décennie 1981-1990. Rapport du Secrétaire général, 13 juillet.

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|-----------------------------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU DCTD | | |
| CENTRE DE TURIN | | | 2.2 TEXTE | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| CENTRE DE TURIN | | | 25/90 | | |

6.1. *Techniques et finances: les principaux problèmes*

Etant donné qu'il est peu probable que les financements s'accroîtront beaucoup, il devient nécessaire de tirer le maximum des budgets disponibles, en réduisant les coûts et en augmentant la rentabilité et le rendement. Voici certains des principaux problèmes qu'il conviendra de résoudre dans les années 90 (Kalbermatten, J. et McGarry, M., 1987. Au-delà de la Décennie. Consultation internationale sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, Interlaken, Suisse, 13-14 octobre. Waters, G., 1989, Rapport d'évaluation de la Décennie, 8 septembre 1989).

a) Entretien meilleur et moins coûteux

Le nombre croissant de réseaux d'approvisionnement en eau, dont beaucoup sont petits et distribués sur des zones de plus en plus vastes, a multiplié les problèmes d'entretien et les coûts. Il est urgent de prendre des mesures visant à contenir ceux-ci et à améliorer le rendement si l'on veut que les réseaux continuent de fonctionner et d'être utilisés et que les investissements soient rentables. C'est surtout dans les petits réseaux que la participation des communautés et des femmes à la planification et à l'exécution des activités locales d'entretien et de gestion permet d'améliorer le fonctionnement des installations et d'abaisser les frais des organismes d'assistance, à condition toutefois que les méthodes visant à intéresser les collectivités soient adéquates et que celles-ci reçoivent un soutien suffisant.

b) Adaptation des techniques et des services

Pour qu'un système soit durable, il faut, plus encore qu'auparavant, choisir de façon réaliste des techniques et des services que les organismes d'assistance et les communautés soient aptes et disposées à maintenir. Il existe une grande différence entre les services qu'une grande communauté semi urbanisée, disposant d'une bonne trésorerie et de bonnes communications, veut obtenir et peut entretenir, et ceux qu'il est possible d'assurer à un petit village isolé ne disposant que d'une économie de subsistance. Une méthode empirique, formulée par la Banque mondiale, consiste à donner à une communauté le type de service pour lequel elle est disposée à payer, dont elle retirera des avantages et qu'elle est en mesure d'entretenir (La solution des pompes manuelles. Washington, Banque mondiale). Si le niveau de ce service dépasse le niveau standard établi par le pays dans ses plans nationaux, les bénéficiaires risquent de devoir faire face à des coûts supplémentaires (Van Wijk, C., 1989. Gestion de la communauté. Exposé présenté sur les coûts de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, La Haye, DGIS, 8 décembre).

c) Décentralisation

Le fait de travailler directement avec des utilisateurs individuels ou des groupes d'utilisateurs appartenant à des zones rurales ou des zones urbanisées pauvres exige des structures, des procédures et des qualifications différentes de celles que l'on peut trouver dans les institutions centralisées s'occupant des secteurs plus riches et plus



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

26/90

commerciaux des villes. La décentralisation, qui comporte le transfert des responsabilités et de l'autorité sur le terrain et la participation des usagers en tant que partenaires et non plus en tant que bénéficiaires passifs, a constitué un élément déterminant de la réussite des projets. En d'autres termes, la planification du programme et des politiques a lieu dans un organisme central mais les décisions concernant l'exécution du projet sont prises sur le terrain, conjointement avec les communautés. Il est souvent difficile pour les organismes très centralisés de transférer la responsabilité de la prise de décision à ceux qui travaillent sur le terrain, et pourtant la collaboration avec les communautés est la méthode la plus efficace pour obtenir leur appui et pour résoudre les problèmes sur place.

d) Méthodes de travail participatives

Ce n'est pas parce que le personnel de terrain est chargé de travailler en collaboration avec les usagers dans les activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement qu'il a automatiquement les qualifications et l'autorité nécessaires pour le faire. Il est indispensable de préparer le personnel technique aussi bien que le personnel d'appui (santé, développement social) à utiliser des méthodes de travail participatives au lieu des méthodes didactiques ou autoritaires habituelles. La description des tâches, les procédures de travail et les critères de rendement devront être adaptés en conséquence si l'on veut que la participation des communautés et celle des femmes dépasse le stade de la théorie.

e) Financement des coûts fixes

Même si l'on parvient à abaisser les coûts de construction et d'entretien, il faut toujours plus d'argent pour entretenir et agrandir les systèmes existants et en construire de nouveaux. On peut remarquer que les difficultés rencontrées lors de la perception des charges et des redevances pour l'eau et les systèmes d'assainissement sont dues fréquemment à la faiblesse du système institutionnel et à l'incapacité de répondre aux besoins et aux attentes des utilisateurs. D'autre part, dans nombre de zones rurales et péri-urbaines, les systèmes traditionnels de paiement et d'administration sont rarement adaptés aux revenus et aux habitudes de paiement locaux. Il est donc nécessaire, comme on commence à le faire, de tenir compte de l'avis des utilisateurs dans le choix des techniques peu coûteuses et des systèmes de paiement et de former les trésoriers locaux (qui sont souvent des femmes) dans les techniques de gestion financière et de comptabilité.

f) Meilleur enseignement de l'hygiène

L'un des résultats de la Décennie est d'avoir montré le lien existant entre l'assainissement, l'enseignement de l'hygiène et l'approvisionnement en eau. Seul un approvisionnement plus abondant en eau allié à un meilleur assainissement et à une meilleure hygiène peut contribuer à réduire l'incidence des maladies imputables à l'eau et au manque d'assainissement. Il est regrettable que tant de programmes d'enseignement de l'hygiène se limitent à donner des notions théoriques et des instructions générales. Cette



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

27/90

approche, bien que valable en soi, se traduit rarement par une amélioration de l'hygiène locale et par une diminution des risques dus à un manque de propreté. Des méthodes d'enseignement plus efficaces et plus rentables, comme celles qui consistent à aider les femmes et les hommes à déterminer quels sont leurs problèmes et à chercher à les résoudre, sont nécessaires afin que ces programmes donnent les résultats attendus et complètent les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

g) Réduire l'écart en matière d'assainissement

L'état de santé d'une population peut rarement s'améliorer sans une amélioration parallèle de l'assainissement. Ce qui signifie que dans les années à venir, il conviendra d'accroître considérablement les efforts en matière d'assainissement. Il existe un besoin certain de projets efficaces et économiques de construction de latrines, offrant à un prix abordable des installations qui répondent aux souhaits des populations et qui puissent être acceptées, entretenues et utilisées par les groupes les plus pauvres, mais qui n'exigent pas de lourdes subventions pour pouvoir être répétés à une grande échelle. Par ailleurs, il ne faut pas que les projets d'approvisionnement en eau soient la source de nouveaux dangers pour la santé en créant des lieux de reproduction pour les insectes ou pour les vers. L'évacuation des eaux usées doit donc faire partie intégrante de la conception, de l'exécution et de la gestion de tout projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

6.2 Secteurs à développer

Afin de faire face à ces problèmes, mis en relief au cours de la Décennie, un **appui particulier** doit être apporté à l'avenir **aux activités suivantes**:

- création de structures institutionnelles nationales adéquates ou **renforcement** de celles qui existent déjà;
- **évaluation** continue des besoins en personnel et élaboration de programmes de mise en valeur **des ressources humaines**;
- **renforcement** des activités de recherche sur les techniques peu coûteuses et promotion des programmes appliquant ces techniques, en particulier dans les pays du tiers monde, l'accent étant mis sur la **Coopération technique entre pays en développement (CTPD)** et sur **l'échange et la dissémination d'informations** dans la communauté scientifique de ces pays;
- création ou **renforcement de mécanismes d'échange d'informations sur les secteurs concernés**, en particulier le secteur technique;
- **intégration des programmes et des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement avec les programmes de développement rural**, de développement agricole, d'irrigation, de création d'emplois, de lutte contre la pauvreté, de promotion de l'hygiène et autres programmes;



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

28/90

- **formulation et mise en oeuvre de politiques destinées à accroître**, par des approches innovatrices, les ressources financières que les pays peuvent mettre à disposition des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, **en particulier ceux qui concernent l'extension des services destinés aux pauvres des zones urbaines et rurales**, et accroissement des ressources financières d'origine extérieure, en faveur en particulier des pays les moins développés et de ceux de l'Afrique subsaharienne.

A cet effet, un certain nombre de mécanismes de coordination et d'appui ont été créés afin de permettre aux organismes extérieurs d'assistance de mieux répondre aux besoins du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et de mieux coordonner leurs activités. Ces mécanismes sont présentés et expliqués dans la section 6.4 de ce module.

6.3 Renforcement de la participation des femmes

Etant donné que l'après-Décennie ne peut se passer de la ressource précieuse que représente la moitié de la population adulte, les stratégies pour les années 90 prévoient un renforcement considérable de la participation des femmes dans les activités d'approvisionnement en eau pour usage domestique et d'assainissement. Le plan d'action proposé est décrit dans un document du Groupe d'étude interorganisations sur la femme et la Décennie.

Ce groupe recommande trois actions principales:

- **joindre aux équipes chargées de la préparation des projets des spécialistes dans les domaines de la participation des communautés**, de l'enseignement de l'hygiène et de la collaboration des femmes;
- **déterminer, au cours de la phase de préparation des projets**, les institutions pouvant organiser et exécuter des activités dans ces domaines;
- **prévoir, parallèlement aux budgets couvrant les aspects techniques, un autre destiné à tous les aspects non techniques.**

Coûts et rentabilité de la participation des collectivités

Une analyse du coût des activités non techniques, effectuée à la demande du Comité d'assistance au développement de l'OCDE, montre que dans les projets appliquant des techniques peu coûteuses et requérant une plus grande participation des utilisateurs – installation de pompes manuelles, réseau de distribution avec bornes fontaines publiques, raccordements au réseau partagés par un groupe d'utilisateurs, équipements d'assainissement peu coûteux – le budget à prévoir pour ces activités doit représenter au moins 10 à 15% de l'investissement total. A long terme, toutefois, ces coûts sont largement compensés par les économies réalisées sur le fonctionnement et l'entretien (CIR, 1988. La participation de la collectivité et des femmes dans les projets d'appro-

visionnement en eau et d'assainissement. La Haye, CIR). Pour pouvoir quantifier l'impact de la participation des femmes, le Groupe d'étude invite les responsables de la préparation et de l'exécution des projets à comparer les coûts de fonctionnement des installations auxquelles les femmes collaborent et celles auxquelles elles ne participent pas.

6.4 *Cadre de coopération globale*

Parmi les activités de coopération globale qui se sont déroulées pendant la Décennie, il convient de mentionner quatre réunions qui rassemblaient des organismes extérieurs d'assistance: à Köningswinter, Allemagne, en octobre 1984; à Paris, France, en mai 1985; à Interlaken, Suisse, en octobre 1987; et à La Haye, Pays-Bas, en novembre 1988. Il faut encore signaler trois consultations régionales entre des gouvernements de pays en développement, au cours desquelles ont été établies des politiques importantes concernant la fourniture de services aux plus démunis: elles se sont tenues à Manille, Philippines, en octobre 1985; à Abidjan, Côte-d'Ivoire, en novembre 1985; et à Washington D.C., en avril 1986.

La consultation d'Interlaken a donné lieu à la création d'un **Cadre de coopération globale au-delà de la Décennie**. Il s'agit d'élaborer des plans et des programmes destinés à poursuivre et à intensifier pendant les années 90 les activités entreprises pendant la Décennie. L'objectif principal de ce Cadre, qui a été formellement adopté lors de la réunion de La Haye, est de maintenir au-delà de 1990 l'élan imprimé par la Décennie et d'accélérer la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour tous, l'accent étant mis sur les pauvres non approvisionnés en eau des zones rurales et péri-urbaines, et sur l'utilisation d'une approche coordonnée au niveau des programmes (OMS et DGIS, 1989. Consultation internationale sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, La Haye, Pays-Bas, du 2 au 4 novembre 1988).

a) Activités prévues dans le Cadre de coopération globale

Les activités principales se dérouleront dans les pays tandis que les activités de soutien seront organisées au niveau global ou interpays. Ce sont les suivantes:

Coopération au niveau national

L'attention se portera principalement sur la coordination du soutien au niveau des pays. Le but principal est d'étendre fortement la couverture des services là où les gouvernements les considèrent comme étant prioritaires. Les activités seront exécutées à la demande des gouvernements des pays en développement, et avec l'appui des représentants résidents du PNUD et des groupes régionaux de l'eau et de l'assainissement du PNUD et de la Banque Mondiale; par ailleurs, l'OMS, les organismes extérieurs d'assistance et les organisations non gouvernementales nationales joueront également un rôle de premier plan. Pour atteindre ce but, il conviendra d'accroître les fonds mis à disposition des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, lesquels



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

30/90

devront être soigneusement préparés dans le cadre d'une structure institutionnelle et de politiques solides. Des réunions, organisées périodiquement par le gouvernement hôte pour les organismes impliqués dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, les ONG et les organismes extérieurs d'assistance travaillant dans le pays, constitueront un mécanisme important de coopération.

Coopération interpays

Des consultations périodiques, portant sur un thème spécifique, seront organisées entre pays afin de pouvoir tirer parti des avantages reconnus de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD), des résultats des activités régionales de recherche et de développement et des programmes conjoints de formation, et afin aussi de partager l'expérience acquise au cours d'expériences réussies ou ayant connu au contraire des échecs. Les participants représenteront les organismes nationaux spécialisés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et les organismes extérieurs d'assistance. Ces derniers apporteront leur aide à l'organisation de ces réunions, qui pourraient se tenir par exemple auprès d'une banque régionale de développement.

Coopération globale

Une coopération globale est nécessaire pour coordonner l'échange d'informations, la formation et la mobilisation des ressources, pour améliorer le profil du secteur de l'eau et de l'assainissement, et pour résoudre, par la recherche appliquée, les problèmes qui s'y posent. Des réunions consultatives sont prévues tous les cinq ans environ en vue de réviser les politiques appliquées dans ce secteur, de mettre à jour les plans, les objectifs et les approches et d'examiner les questions d'ordre général.

b) Conseil de collaboration

Pour coordonner les activités des organismes extérieurs d'assistance au sein du Cadre de coopération globale, et pour donner toute leur efficacité aux activités menées dans les pays, un **Conseil de collaboration** a été créé lors de la réunion de La Haye, qui est ouvert à toutes les institutions d'assistance multilatérale et bilatérale, aux organisations non gouvernementales et aux instituts internationaux de recherche intéressés. A sa création, il comprenait quarante organisations membres - internationales, bilatérales et non gouvernementales -, dont l'INSTRAW et le PROWWESS qui représentent spécifiquement les intérêts des femmes. Les représentants des pays en développement sont invités à prendre part à ses réunions biennales et à la préparation de ses programmes de travail. Le Secrétariat du Comité directeur de la Décennie, présenté dans la section 3.2, apporte également son aide au Conseil. Lors de la réunion tenue à New Delhi en septembre 1990, le titre du Conseil a été modifié en: "Conseil de collaboration en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement".



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

31/90

FONCTIONS DU CONSEIL DE COLLABORATION

Le Conseil a pour fonction de **renforcer la coopération entre les pays en développement et les organismes extérieurs d'assistance** en vue d'accélérer la mise en place, au profit de tous et en particulier des plus démunis, de services durables d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'évacuation des déchets.

BUTS

Pour réaliser cet objectif, le **Conseil de collaboration doit**:

- i. constituer un forum où les professionnels du secteur de l'eau pourront détecter et examiner les principaux problèmes concernant le secteur, en débattre pour arriver à un consensus et faire connaître leurs conclusions;
- ii. faire prendre conscience aux membres du Conseil des possibilités d'utiliser plus efficacement les ressources;
- iii. faire comprendre la nécessité d'intensifier les efforts visant à élargir la couverture des services et à fournir des installations durables et appropriées pendant les années 90;
- iv. Encourager la collaboration au niveau des pays;
- v. Encourager l'adoption de politiques, de stratégies et de programmes adéquats.

Le programme de travail du Conseil de collaboration couvre trois domaines principaux:

1. Soutien du secteur de l'eau dans les pays

Il s'agit d'aider les gouvernements des pays en développement à coordonner les ressources destinées au secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, en adaptant le soutien apporté par les organismes extérieurs d'assistance à leurs priorités. Le Conseil apportera son appui aux études menées dans le secteur et au développement de capacités, à la préparation de directives pour l'extension du secteur et de recommandations sur la manière de concilier les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement avec les questions plus vastes de l'environnement.

2. Communication de l'information

Le but est ici de contribuer à relever le profil du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, d'aider les pays en développement à tirer le profit maximum de l'expérience disponible et d'encourager la collaboration entre les organismes extérieurs d'assistance au niveau national et international. Un programme de travail détaillé doit être préparé, qui portera sur l'information du public, l'information tech-



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

32/90

nique et de gestion, et les informations concernant les projets et le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

3. Recherche appliquée

Le Conseil de collaboration veillera à ce que les activités de recherche soient menées de façon coordonnée et efficace et que les ressources déjà fournies par divers organismes extérieurs d'assistance soient utilisées au maximum. Une analyse des questions devant faire l'objet d'une recherche et des activités déjà en cours permettra d'établir une liste de priorités, indiquant les sujets et les ressources disponibles. Le Conseil recommandera que les résultats des recherches soient divulgués.

Les activités destinées à assister le secteur de l'eau au niveau des pays sont les suivantes:

1. déterminer l'intérêt des gouvernements des pays en développement à recevoir une assistance destinée à renforcer les stratégies et les politiques appliquées dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ainsi que les institutions concernées, et les aider à définir leurs besoins;
2. déterminer l'intérêt des organismes extérieurs d'assistance à soutenir la demande d'aide d'un pays pour le développement de ce secteur;
3. étendre et adapter les activités de la Réunion consultative de la Décennie afin d'en faire un mécanisme puissant de coordination du processus de développement du secteur; soutenir les gouvernements désireux d'accueillir les réunions;
4. renforcer graduellement le rôle des Groupes régionaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement et en faire des points focaux expérimentés, chargés de gérer le soutien pluridisciplinaire apporté par les organismes extérieurs d'assistance;
5. préparer les directives pour le développement du secteur de l'eau, sur la base de l'analyse de l'expérience acquise dans ce domaine par différents pays, en incluant les questions sociales, financières, institutionnelles et de développement des ressources humaines ainsi que leurs implications en matière de politiques;
6. établir un groupe de travail temporaire sur la pollution de l'environnement (y compris les déchets toxiques), préparer des recommandations sur les liens existant avec le secteur de l'eau et de l'assainissement, et proposer des actions appropriées.

La réunion du Conseil de collaboration des organismes extérieurs d'assistance, qui s'est tenue au CEFIGRE à Sophia Antipolis, France, en novembre et décembre 1989, a centré ses travaux sur la définition de stratégies destinées au secteur de l'eau des pays en développement dans les années 90, en se fondant sur les résultats de la Décennie et en examinant le futur programme de collaboration et les ressources prévues (y compris la préparation de la réunion globale tenue en Inde en septembre 1990).



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

33/90

Pour ce qui est de la communication de l'information (point 2), le Conseil de collaboration examinera quatre domaines différents d'échange de l'information: l'information du public, l'information technique, l'information de gestion et l'information concernant le secteur de l'eau et les projets. Pour chaque domaine, il déterminera les besoins en information de chaque pays, quelles activités et quelles sources existent déjà, l'écart pouvant exister entre les besoins et les sources d'information, quel soutien les organismes extérieurs d'assistance peuvent apporter pour réduire cet écart.

Un groupe spécial de travail pour la Recherche appliquée (point 3) a examiné les principaux problèmes requérant une recherche appliquée, dont il avait été question lors de la réunion d'Interlaken, et a fourni une liste des activités de recherche appliquée déjà effectuées ou proposées. Ses travaux ont permis de déterminer quelles étaient les lacunes en matière de recherche et d'établir une liste des priorités indiquant les sujets à traiter et les ressources nécessaires (Groupe de travail temporaire sur la recherche appliquée, du Conseil de collaboration des Organismes extérieurs d'assistance, 1989. Rapport au Comité, 1990). C'est au Conseil de collaboration que revient la responsabilité de mobiliser l'aide nécessaire aux activités de recherche.

c) Consultations futures

Des consultations globales périodiques offriront aux pays en développement et aux organismes extérieurs d'assistance l'occasion d'effectuer une vaste analyse du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, tout comme la Conférence de Mar del Plata en 1977 avait jeté les fondements de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Une première réunion de ce genre, la Consultation globale sur l'eau potable et l'assainissement pour les années 90, s'est tenue du 10 au 14 septembre 1990 à New Delhi. Son principal objectif était de formuler des stratégies permettant d'offrir dans les années 90 et au-delà des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui respectent l'environnement et qui soient durables. Le Cadre de coopération globale envisage d'organiser des réunions analogues tous les cinq ans.

Lors de la réunion de New Delhi, plus de 500 représentants de 102 pays et de 28 organismes donateurs et d'assistance ont approuvé un programme en quatre points ayant pour but d'étendre pendant les années 90 les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les communautés les plus déshéritées du monde en développement. La Déclaration de New Delhi sollicite un financement accru, une gestion saine de l'environnement, un nouveau rôle pour les gouvernements et une plus grande participation du secteur privé, des communautés d'utilisateurs et des femmes afin de desservir ceux qui ne sont pas encore approvisionnés en eau ni pourvus de services d'assainissement (voir lectures supplémentaires).

Les quatre principes directeurs, qui soulignent l'importance de la participation des personnes, sont les suivants:

- **Les populations et l'environnement.** Les femmes et les enfants sont les plus directement touchés par la menace que constitue pour la santé et l'environnement une croissance rapide de la population, aggravée par une urbanisation galopante. L'envi-



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

34/90

ronnement des familles peut être amélioré avec la participation des habitants agissant en tant que partenaires égaux dans la gestion des ressources.

- Les populations et les institutions. Le gouvernement doit changer son rôle et de fournisseur doit devenir le promoteur qui aide les institutions publiques locales, privées et communautaires, à fournir des services. Les femmes doivent être formées et il faut leur garantir les mêmes possibilités d'emploi qu'aux hommes à tous les niveaux du personnel et de la direction.
- Gestion des collectivités. La gestion des collectivités est un élément clé dans la fourniture de services durables aux pauvres des zones rurales. Il ne suffit pas de leur donner les moyens et la responsabilité de disposer de leurs propres systèmes et de les gérer, encore faut-il que les gouvernements apportent leur soutien sous forme de lois et de services de vulgarisation et leur donnent la priorité dans leurs stratégies nationales concernant le secteur de l'eau pour les années 90. Ces stratégies devront tenir compte des questions concernant les femmes, qui devront être encouragées à jouer un rôle de premier plan dans la planification, la mobilisation des ressources et tous les autres aspects se rapportant au développement du secteur de l'eau et de l'assainissement.
- Financement et technologie. Une utilisation plus rationnelle des fonds disponibles devra être accompagnée d'un changement au niveau des services qui devront être plus rentables et mieux répondre aux besoins et aux demandes des consommateurs. Les mécanismes de perception des redevances devront être adaptés aux conditions socio-culturelles et économiques locales. Du point de vue technique, le choix des installations sera principalement dicté par la capacité des consommateurs de les utiliser et de les entretenir.

Les pays et les organismes extérieurs d'assistance sont invités à tenir compte des principes directeurs de la Déclaration de New Delhi lors de la formulation et de la mise en oeuvre de leurs plans d'action dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

7. PREPARER L'AVENIR

7.1 Pénurie d'eau

L'eau est à la fois une ressource illimitée et rare: illimitée car elle est recyclée par l'énergie solaire chaque année, et rare car elle n'est pas uniformément distribuée à la surface de la terre. Nombre de régions souffrent déjà d'une pénurie d'eau salubre ou devraient en souffrir bientôt.

Bien qu'il y ait peu de probabilité qu'une pénurie mondiale d'eau se produise au cours des 150 prochaines années, une étude menée en 1986 dans 35 pays sur leurs ressources hydriques révèle que 6 d'entre eux avaient déjà dû modifier leur utilisation



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

35/90

de l'eau, 3 connaissent un manque d'eau sérieux et 5 une pénurie grave. Lorsque la population de ces pays se sera stabilisée, la croissance de la population s'approchant de zéro, 7 pays seulement disposeront d'eau en quantité suffisante, 10 devront restreindre leur consommation, 7 connaîtront un manque d'eau sérieux et 11 une pénurie grave (Cessti, Rita, 1989. Ressources hydriques: problèmes et questions concernant le secteur de l'eau. Washington D.C., Banque mondiale).

Les raisons qui expliquent que la pénurie d'eau s'aggrave sont multiples: l'expansion démographique, la concentration rapide des populations dans les villes, la demande croissante en eau par l'agriculture et l'industrie, la mauvaise utilisation de l'eau de la distribution encore aggravée par des politiques de prix libérales, et les effets pernicieux qu'ont la dégradation de l'environnement et la contamination des eaux souterraines et des eaux de surface sur la qualité et la quantité des réserves d'eau existantes.

Pour donner quelques exemples, la consommation d'eau augmente plus rapidement que la population, sauf dans certains pays, comme le Mexique, le Maroc et la Turquie, où des techniques efficaces d'irrigation et de tarifs progressifs ont permis de stabiliser ou même de réduire la consommation. L'agriculture est le plus gros consommateur d'eau. De 1950 à 1980, la surface irriguée dans le monde a plus que triplé pour pouvoir répondre au besoin de nourriture des populations, qui ne cessent d'augmenter, et cette tendance devrait se poursuivre dans les années 90. Le manque de politique appropriée de tarification de l'eau n'encourage pas les agriculteurs à économiser l'eau. On estime que 37% seulement de l'eau utilisée atteint les cultures. La demande de l'industrie, qui représente actuellement 10% de la consommation totale d'eau, et celle des ménages continueront elles aussi de s'accroître (Comité sur la planification du développement, 1990. L'eau, ressource fondamentale).

7.2 Protection de l'environnement

Tandis que les ressources hydriques diminuent progressivement, les déchets, eux, sont en constante augmentation et présentent une composition de plus en plus dangereuse. Dans de nombreuses régions, le manque d'installations d'évacuation ou de traitement et de recyclage des eaux usées et des déchets solides constitue une menace pour la qualité des eaux souterraines et de surface destinées à la boisson ou à d'autres usages.

La dégradation des points de captage de l'eau et de leur environnement met en danger la quantité et la qualité des réserves d'eau. Le déboisement par les industries du bois, les marchands de charbon de bois, les agriculteurs et les spéculateurs fonciers réduit les précipitations dans les zones de captage de l'eau et les ruisseaux, les rivières et les estuaires, aux eaux jadis claires et transparentes, charrient maintenant des flots ocres chargés du limon arraché en amont aux couches fertiles du sol. Les conséquences en sont une forte diminution de la quantité d'eau disponible pour la production et les usages domestiques ainsi qu'une telle détérioration constante de sa qualité que des traitements peu coûteux, comme la filtration par le sable, ne suffisent plus.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

36/90

Ces exemples illustrent les liens de dépendance existant entre l'eau, les déchets et l'utilisation du sol dans différents secteurs (agriculture, usages domestiques ou industriels), les activités menées dans un secteur ayant presque toujours des répercussions sur les autres. Des appels sont lancés pour que les interventions aient lieu au niveau de l'ensemble du bassin géohydrologique et pour remplacer l'approche linéaire actuelle, où l'eau transite directement de la source jusqu'au lieu d'évacuation, par une approche plus circulaire passant par le recyclage et la réutilisation. (Romeo Alvares, H., 1989. Questions de gestion des ressources en eau pour l'approvisionnement et l'assainissement. Exposé présenté à la réunion du Conseil de collaboration, à Sophia Antipolis, France, 28 novembre - 1er décembre. Mission technique sur l'eau, n.d.: Approche globale à la gestion de l'environnement, avec une référence particulière à la mission de technologie de l'eau, New Delhi, Département du développement rural, Schaeffer, J.R., 1983. L'eau du futur, Falkenmark, Malin, 1989. Pénurie d'eau, bien plus que la sécheresse. Une étude sur les contraintes imposées par les ressources en eau sur le développement en Afrique. Document préparé pour la conférence sur la démographie et les ressources naturelles, Université Stanford, Californie, 1-3 février.)

7.3 Impact sur les femmes

Les femmes sont généralement **les premières touchées par cette situation**. Elles doivent fréquemment marcher pendant plusieurs heures pour aller chercher de l'eau et du bois à brûler pour la famille, purifier l'eau pour la boisson ou la préparation des aliments, ou bien consacrer à ces tâches une grande partie des revenus de la famille. Dans les régions où la baisse du niveau hydrostatique est forte, comme c'est le cas au Moyen Orient et dans certaines régions de l'Inde, les femmes pauvres sont les plus touchées car leurs puits peu profonds s'assèchent bien plus vite qu'auparavant. Le manque de bois de construction, dû à un déboisement intensif, ne permet plus de construire des logements peu coûteux, des planchers résistants, des cuisines séparées, ou encore les superstructures pour abriter les latrines domestiques préconisées par les programmes d'éducation sanitaire. La diminution des précipitations et la forte érosion des sols dues au déboisement ont réduit les ressources hydriques et les terres arables nécessaires à la production de cultures vivrières, tâche qui revient normalement aux femmes dans la plupart des zones rurales. Il s'ensuit que la préservation des ressources en eau et de l'environnement constitue un domaine où les objectifs du développement et les préoccupations des femmes se rejoignent et qui exige des ajustements importants au niveau de la préparation et de l'exécution des programmes. Cette question est discutée en détail dans le Module IV concernant la participation des femmes à la gestion des ressources hydriques, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

37/90

8. *IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DES FEMMES POUR LE SUCCES DES PROJETS FUTURS*

Pour résumer ce qui précède, il est clair que, dans tous les projets en cours et futurs d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, des mesures spéciales doivent être prévues pour intéresser les femmes et obtenir leur participation. Les principaux avantages, examinés dans le module IV, sont les suivants:

- **appui au projet:** ce sont les femmes qui ressentent le plus le besoin en eau potable et en installations d'assainissement améliorées et, si on les informe et si on les fait participer aux décisions, elles soutiennent activement les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- **savoir-faire local:** étant donné qu'elles sont responsables dans leur famille de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, les femmes connaissent parfaitement les conditions locales en cette matière, les réseaux de communication existant entre elles, les pratiques habituelles d'hygiène, et l'entretien des systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- **utilisation des installations:** en tant que responsables de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans leur famille, ce sont les femmes qui décident si elles utiliseront les installations améliorées, si elles les entretiendront et enseigneront aux enfants à les employer. Si elles décident du contraire, c'est généralement parce qu'elles n'ont pas été consultées lors de la conception et de la planification au plan local des projets et qu'elles n'ont pas leur mot à dire sur le fonctionnement et la gestion des installations.

| | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|--|--|--|-------|--|----------|--|--|--|--|--|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | | | | | | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | | ONU DCTD | | | MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| 2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 38/90 | | | | | | | |

PARTIE I: Rapport du Conseil économique et social – Résultats de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement 1981-1990 . Rapport du Secrétaire général

PARTIE II: DECLARATION DE NEW DELHI



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

39/90

**NATIONS
UNIES**

A



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/327
13 juillet 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 12 de la liste préliminaire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Résultats de la Décennie internationale de l'eau potable
et de l'assainissement, 1981-1990

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragrapes</u> | <u>Page</u> |
|---|-------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION | 1 - 16 | 2 |
| A. Contenu du rapport | 1 - 4 | 2 |
| B. Historique | 5 - 9 | 3 |
| C. La Décennie et le contexte économique et social mondial | 10 - 16 | 4 |
| II. EXAMEN DES MESURES PRISES ET DES PROGRES REALISES .. | 17 - 74 | 5 |
| A. Résultats de la Décennie | 17 - 68 | 5 |
| B. Couverture des services | 69 - 74 | 20 |
| III. PERSPECTIVES ET STRATEGIES POUR LES ANNEES 90 | 75 - 102 | 24 |
| A. Perspectives d'ici la fin du siècle | 75 - 83 | 24 |
| B. La stratégie des années 90 | 84 - 102 | 27 |

* A/45/50.

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-------------------------------------|--------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | 2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 40/90 |

A/45/327
Français
Page 2

I. INTRODUCTION

A. Contenu du rapport

1. Dans sa résolution 40/171 du 17 décembre 1985, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de lui rendre compte à la fin de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, en 1990, des progrès accomplis pendant la Décennie, en présentant une analyse comparative fondée dans toute la mesure possible sur des données quantitatives, et en recommandant les éventuelles mesures complémentaires à prendre et les actions qui pourraient s'avérer nécessaires plus tard.

2. Le présent rapport fait suite à cette résolution. Il a été établi, après consultation avec les organismes compétents des Nations Unies, et sous l'égide du Comité directeur pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et du Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau, organe du Comité administratif de coordination. On y examine les changements qui sont intervenus dans les idées, les attitudes et les politiques et qui devraient avoir, ou ont déjà, des effets notables, les gouvernements et la communauté internationale pouvant alors s'employer plus intensivement à réaliser l'objectif consistant à mettre à la disposition de tous les individus des moyens d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement suffisants. On présente une analyse qualitative et quantitative comparée des progrès déjà réalisés, en suggérant des mesures qui pourraient être prises durant les 10 années qui viennent.

3. L'analyse quantitative est fondée sur les données communiquées par les gouvernements à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) conformément aux recommandations du Plan d'action de Mar del Plata ¹/, qui préconisait de renforcer l'information en vue de faciliter l'évaluation de la Décennie. Des données sur les investissements dans le secteur considéré, notamment les investissements des organismes d'aide extérieure, ont en outre été fournies par l'intermédiaire du Système d'information sur le soutien aux pays établi par l'OMS avec le concours de la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) suisse et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'analyse qualitative est basée sur les indications communiquées par les gouvernements ou au niveau des projets, ainsi que sur des renseignements provenant des bureaux des représentants résidents du PNUD et de la communauté des donateurs.

4. L'insuffisance des informations recueillies dans les pays reste un sérieux obstacle à la planification et à la gestion du secteur considéré. Néanmoins, l'ampleur et la qualité des informations communiquées se sont régulièrement améliorées tout au long de la Décennie. On peut donc considérer que les données existantes sont fiables et que la population mondiale est suffisamment bien représentée pour que l'on puisse dégager les tendances et les éléments marquants de la Décennie. Il convient de noter toutefois que les chiffres fournis correspondent souvent à des niveaux de services minimums, qu'il s'agisse de la qualité, de la densité ou de la proximité d'accès. On a laissé aux gouvernements le soin de définir en quoi consistent des services suffisants en milieu urbain et rural, dans la mesure où cette définition dépend des conditions économiques, sociales et naturelles locales. La diversité des critères utilisés introduit donc un fort élément de relativité dans les niveaux de services indiqués.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

41/90

A/45/327
Français
Page 3

B. Historique

5. Dans sa recommandation C.12, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains organisée à Vancouver (Canada) en 1976 2/ soulignait qu'il était urgent d'établir des programmes, fondés sur des normes qualitatives et quantitatives réalistes, afin d'assurer l'alimentation en eau des zones urbaines et rurales, pour 1990 si possible, et d'en prévoir, de même qu'une action plus intensive, en ce qui concerne l'évacuation sanitaire des excréments et des eaux usées dans les zones urbaines et rurales. La Conférence des Nations Unies sur l'eau qui a eu lieu à Mar del Plata (Argentine) en 1977 a par la suite recommandé de faire des années 80 la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

6. La Conférence des Nations Unies sur l'eau, dans le Plan d'action pour l'approvisionnement en eau des collectivités défini dans sa résolution II 3/, a reconnu les graves conséquences qu'avait pour la santé l'absence d'eau potable et de moyens d'assainissement et souligné la nécessité de s'occuper en priorité de la situation des pauvres et des défavorisés ainsi que des régions où l'eau est rare. La Conférence a également demandé aux pays de fixer des objectifs réalistes pour 1990 et leur a recommandé, pour atteindre ces objectifs, d'élaborer des plans et programmes nationaux d'approvisionnement en eau et assainissement publics; de commencer immédiatement les études techniques et de faisabilité concernant les projets hautement prioritaires; d'évaluer les ressources humaines disponibles et d'établir des programmes de formation; de promouvoir des campagnes conçues pour mobiliser l'opinion et assurer une participation active des collectivités; de créer les organismes appropriés et de leur confier expressément le soin de planifier, exécuter et surveiller les programmes; de coordonner les efforts afin d'assurer la mise en place de moyens d'hygiène techniquement réalisables et jugés acceptables par la population; et de constituer un fonds de roulement national qui encourage la mobilisation des ressources et la participation équitable des bénéficiaires en évitant le gaspillage.

7. La Conférence demandait aussi à la communauté internationale d'accroître les contributions financières aux institutions internationales et bilatérales afin de renforcer les moyens d'action de celles-ci lorsqu'elles coopèrent avec les gouvernements, de mettre davantage l'accent sur les prestations sociales, de reconnaître la nécessité d'accorder davantage de prêts à faible taux d'intérêt et de subventions et d'assumer une plus forte proportion des dépenses locales, d'aider les gouvernements, lorsqu'ils le demandent, à formuler et mettre en oeuvre des projets et programmes hautement prioritaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement publics et de collaborer en toute priorité avec eux aux enquêtes sur la main-d'oeuvre et à la mise au point de leurs programmes de formation, et de créer un mécanisme efficace d'échange de renseignements sur tous les aspects de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement publics. Enfin, la Conférence recommandait d'améliorer la coordination au sein du système des Nations Unies lui-même, avec la communauté scientifique internationale et avec les organisations non gouvernementales compétentes au niveau des pays, afin d'aborder dans une optique pluridisciplinaire le développement des services publics d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

42/90

A/45/327
Français
Page 4

8. Dans sa résolution 35/18 du 10 novembre 1980, l'Assemblée générale a décidé de faire de la période 1981-1990 la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, demandé aux gouvernements d'appliquer le Plan d'action de Mar del Plata et invité les organismes d'aide extérieure à fournir l'assistance nécessaire.

9. Un rapport sur les progrès accompli dans la réalisation des buts de la Décennie (A/40/108-E/1985/49) a été présenté, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale à sa quarantième session en 1985. Dans sa résolution 40/171, l'Assemblée a encouragé les gouvernements à s'efforcer d'appliquer le Plan d'action de Mar del Plata.

C. La Décennie et le contexte économique et social mondial

10. Pour beaucoup de pays en développement, la situation de l'économie mondiale durant la Décennie a été bien décevante, démentant les prévisions optimistes du début. Dès les premières années en effet, de nombreux pays se sont trouvés confrontés à des conditions extérieures défavorables, avec la chute brutale des prix des produits de base autres que le pétrole, dont dépendait l'essentiel de leurs recettes d'exportation, et la forte augmentation des taux d'intérêt réels, ce qui s'est traduit, notamment pour les pays d'Amérique latine à revenu intermédiaire, par de graves problèmes au niveau du service de la dette. Au fil des années, la baisse de la croissance s'est accusée dans la plupart des pays en développement, n'épargnant guère que les nouveaux pays industrialisés et quelques autres pays de l'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud. La croissance est restée faible, sinon négative, dans les pays les moins avancés, surtout dans les pays du sud du Sahara, qui ont en outre été dévastés par la sécheresse, la disette, la guerre et autres catastrophes.

11. Le ralentissement de la croissance économique a entraîné une détérioration sensible des niveaux de vie non seulement dans les pays d'Afrique dont le revenu était déjà faible, mais aussi en Amérique latine et en Asie occidentale. Si l'on compare les périodes 1971-1980 et 1981-1988, on constate que le taux de croissance annuel du produit intérieur brut (PIB) par habitant est tombé de 1,9 à -3,3 % en Afrique, de 3 % à -1,1 % en Amérique latine et de 2,8 % à -4,3 % en Asie occidentale 4/. Le PIB par habitant des pays de l'Afrique subsaharienne, qui s'élevait à 553 dollars des Etats-Unis en 1980 n'était plus en 1988 (en valeur constante de 1980) que de 427 dollars 5/.

12. Le transfert net de capitaux, qui s'effectuait traditionnellement en direction du monde en développement, s'est inversé au profit des pays développés. En 1988, le montant de ce transfert a atteint 30 milliards de dollars des Etats-Unis 6/. L'augmentation des coûts et les difficultés croissantes en matière de financement extérieur ont été ressenties au plus haut point par les pays qui étaient tributaires, pour le financement de leurs investissements publics, des capitaux extérieurs, qu'il avait été relativement facile de se procurer dans les années 70. Tandis que nombre de pays procédaient à de pénibles ajustements budgétaires, ces difficultés de financement ont continué de limiter leurs investissements dans des programmes axés sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et le développement d'autres éléments de l'infrastructure urbaine et rurale.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

43/90

A/45/327

Français

Page 5

13. La croissance démographique, qui s'est poursuivie en cette période de ralentissement ou de stagnation économiques et qui a notablement contribué dans de nombreux pays en développement à la détérioration des niveaux de vie, s'est aussi traduite par une augmentation constante des besoins en eau saine et en systèmes d'assainissement. Durant la première moitié des années 80, son taux annuel moyen a été de 2,1 % dans les pays en développement, contre 0,6 % dans les pays développés à économie de marché. C'est en Afrique que ce taux a été le plus élevé, atteignant 3 % 7/. La population du monde en développement se serait accrue de 754 millions d'habitants au cours des 10 années écoulées.

14. Durant cette décennie, un phénomène important a été l'exode rural dans les pays en développement, où le taux annuel de croissance de la population urbaine (3,6 %) a été plus de deux fois supérieur à celui de la population rurale (1,5 %) 8/. Ce sont surtout les mégalo-poles comme Mexico, Sao Paulo et Shanghai qui ont connu l'explosion démographique la plus forte.

15. On mesure l'ampleur du problème de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones urbaines lorsqu'on considère que pour maintenir le niveau de service du début de la Décennie il fallait chaque année desservir en Afrique respectivement 6,9 millions et 5,4 millions de personnes supplémentaires dans ces deux catégories de services, dans la région Asie et Pacifique, approvisionner en eau 15,5 millions de citadins supplémentaires et mettre un système convenable d'évacuation des excréments à la disposition de 13,8 millions de personnes supplémentaires, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, desservir en plus 7,2 millions et 6,9 millions de personnes respectivement. Les effets de la rapide croissance démographique sur les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les mégalo-poles sont analysés dans les études démographiques de villes comme Bangkok, Bombay, Dhaka, Delhi, Karachi, Madras et Manille, où une grande partie de la population défavorisée est privée de ces services 9/.

16. En dépit des nombreuses difficultés auxquelles ils se trouvaient confrontés, les pays en développement ont déployé des efforts considérables pour essayer de réaliser les objectifs de la Décennie tels qu'ils ont été fixés dans le Plan d'action de Mar del Plata, même si bien souvent les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances.

II. EXAMEN DES MESURES PRISES ET DES PROGRES REALISES

A. Résultats de la Décennie

17. Les recommandations qui figuraient dans le Plan d'action de Mar del Plata ont été progressivement transformées en stratégies, dont les différents éléments ont été diversement privilégiés par les gouvernements, les régions, les organismes bilatéraux et multilatéraux, en fonction des situations locales et des priorités sectorielles. Dans le courant de la Décennie, on a été amené à prêter une attention particulière à plusieurs grands problèmes, dont on exposera les lignes générales ci-après.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

44/90

A/45/327
Français
Page 6

1. Contexte institutionnel et planification sectorielle

18. La plupart des 50 pays qui ont répondu aux demandes de renseignements des représentants résidents du PNUD en 1989 ont souligné combien le fait d'avoir établi un plan national pour le secteur de l'eau et de l'assainissement avait compté dans le succès des efforts qu'ils avaient déployés au cours de la Décennie. Ces plans nationaux s'inséraient généralement dans le cadre de plans quinquennaux de développement, de plans directeurs ou de plans d'action mis en place après le début de la Décennie, tandis que d'autres sont encore en cours de formulation et seront, durant les années 90, de bons instruments de gestion du secteur de l'eau et de l'assainissement. Au début de la Décennie, plusieurs pays avaient déjà souligné qu'il fallait planifier l'évolution dudit secteur dans le long terme, sans se borner arbitrairement à une période de 10 ans. D'autres prévoient qu'il serait un jour nécessaire d'intégrer les plans relatifs à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans des plans plus larges de gestion des ressources en eau, de lutte contre la pollution et de protection de l'environnement.

19. Dans la majorité des pays en développement où des plans ont été établis pour la Décennie, des mécanismes de coordination ont été mis en place : comités d'action nationaux, conseils nationaux des ressources en eau, comités pour la Décennie, associations et comités d'action locaux. Mais ces mécanismes n'avaient généralement qu'une fonction consultative et n'ont pas pu participer réellement aux décisions; de ce fait, leur contribution potentielle à la promotion de l'approvisionnement et de l'assainissement dans la planification du développement national a également été limitée. En règle générale, la gestion et l'administration des ressources en eau restent fragmentaires, et les liens horizontaux entre ministères et organismes publics s'occupant des ressources en eau, de même que les liens verticaux avec les organes de la planification du développement économique, restent trop ténus. La diversité des attributions de responsabilité et les risques de doubles emplois ont souvent entraîné des difficultés de coordination et causé des retards dans l'application des mesures d'intervention. L'intégration dans une planification écologique des stratégies d'approvisionnement en eau et d'assainissement s'est révélée particulièrement difficile, en raison, en partie, de l'éparpillement des attributions entre les différents ministères et organismes s'occupant de la question.

2. Sensibilisation des collectivités et promotion de la participation des femmes

20. Le rôle des collectivités locales et dans ces collectivités, le rôle des femmes dans la promotion, l'établissement, l'entretien et la gestion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont subi une mutation profonde au cours de la Décennie. Il y a 10 ans, la collectivité locale était considérée avant tout comme une source de main-d'oeuvre non qualifiée, et la participation collective se bornait généralement à la mobilisation de la collectivité afin de réduire le coût des travaux. La plupart des opérations étaient conçues, dirigées et financées par les administrations centrales ou par d'autres entités peu au fait des préoccupations locales.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

23 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

45/90

A/45/327
Français
Page 7

21. En raison de la place toute particulière que le Plan de Mar del Plata donnait aux femmes, il s'est produit un changement des façons de voir, qui se reflète dans les politiques adoptées. En 1980, la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme avait demandé aux Etats Membres et aux organismes des Nations Unies d'encourager la participation plus active des femmes à la planification et à l'exécution des projets dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et à l'application de la technique à ces projets. Le rapport du Secrétaire général sur les résultats à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour la femme (A/40/108-E/1985/49) recommandait que les Etats Membres établissent des mécanismes facilitant la participation des femmes et des collectivités locales à la planification et à la fourniture de services, à l'éducation des usagers et à l'entretien des installations. Dans sa résolution 40/171, l'Assemblée générale encourageait les gouvernements à formuler et appliquer des stratégies permettant aux femmes de participer davantage à la planification, à l'exécution et à l'évaluation des programmes et projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Plus récemment, des réunions régionales et des consultations de donateurs ont étudié les moyens qui permettraient d'accroître la participation des femmes.

22. A mesure qu'avançait la Décennie, il est devenu de plus en plus évident que le succès des projets, en particulier en milieu rural et périurbain, dépendait fortement de la participation des collectivités locales aux travaux et de leur prise en charge du fonctionnement. L'un des aspects importants de cette entreprise a été d'éveiller l'intérêt des collectivités locales pour l'enseignement sanitaire lié à l'utilisation des installations. Les usagers, en particulier les femmes, doivent se sentir propriétaires de celles-ci et doivent donc prendre part aux décisions, s'agissant notamment de la conception, du financement, de l'utilisation, de l'entretien et de la gestion des équipements. Il est maintenant bien établi que la pleine participation de la collectivité locale, et notamment celle des femmes, allant de pair avec l'emploi de techniques peu coûteuses appropriées, peut contribuer de façon décisive à assurer un système durable d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les zones rurales et périurbaines.

23. Reconnaisant le rôle important que les femmes jouent dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les organismes des Nations Unies ont créé en 1982, par le canal du Comité directeur pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, un Groupe d'étude interorganisations sur la femme dans la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Les travaux de ce groupe, qui est présidé par le programme du PNUD pour la promotion du rôle de la femme dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (PROWESS) et reçoit l'appui de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), ont amené un changement d'orientation : la participation des femmes n'est plus considérée comme une démarche partielle, mais comme une conception d'ensemble devant inspirer tous les projets. On a pour ce faire mis au point un cadre de planification et d'évaluation (PEGESUS) qui s'appuie sur les méthodes d'évaluation existantes et qui privilégie la durabilité et la fiabilité.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

46/90

A/45/327

Français

Page 8

24. Quant aux efforts faits pour encourager la participation des femmes à l'échelon national, où les méthodes peuvent être modifiées pour tenir compte de variables sociales et culturelles et de facteurs religieux, 42 pays mettent en oeuvre des programmes spécialement conçus pour faire participer les femmes à l'extension des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il s'agit de 22 pays d'Afrique, 11 pays d'Asie et 9 pays d'Amérique. L'expérience acquise localement commence à se faire sentir dans les politiques de chaque pays.

25. Le développement communautaire et la participation des femmes commencent à être couronnés de succès notables. Au Malawi, la mobilisation de la collectivité, par les comités organisés localement, pour la construction, l'utilisation et l'entretien des installations a permis d'assurer la protection des surfaces de collecte des eaux de ruissellement et des puits peu profonds. Au Kenya, la Kenya Water for Health Organization travaille en coopération étroite avec les autorités locales et avec le Ministère de la mise en valeur des ressources en eau dans le but de faire participer aux décisions les habitants des villages et notamment les femmes. Dans le district de Kwale, les résultats du projet d'utilisation des pompes manuelles montrent que la plupart des pompes installées continuent à fonctionner, et que beaucoup de comités locaux ont pu collecter des fonds supplémentaires, qui sont actuellement utilisés pour lancer d'autres activités. Aux Philippines, la mise en route d'une opération d'adduction d'eau en milieu rural est subordonnée à l'établissement d'un mécanisme institutionnel adéquat à l'échelon de la collectivité locale et à l'expression des usagers de leur désir de bénéficier du service prévu et de s'engager à entretenir les équipements et à prendre en charge l'amortissement des dépenses.

26. Au Lesotho, où les femmes sont à la tête de plus d'un tiers des ménages, dans les villages, les comités de l'eau ont été encouragés à choisir les femmes qui seront appelées, après une formation, à devenir des "gardiennes de l'eau", et à les charger de collecter la redevance mensuelle. Au Zimbabwe, dans le même esprit, on cherche également à choisir certaines femmes pour en faire des "gardiennes de la pompe". Dans des villages de Sri Lanka, les femmes ont également été actives dans la fabrication de pompes et ont montré qu'elles étaient capables d'apprendre les techniques du travail du métal, tandis qu'en Indonésie, la participation des femmes aux travaux d'équipement a entraîné une augmentation de l'adduction d'eau pour des activités productives comme l'horticulture, ce qui a eu le double avantage d'améliorer l'état de santé des familles et de rendre les systèmes plus autonomes.

27. L'effort d'assainissement du milieu rural, à la faveur de programmes mettant l'accent sur l'enseignement de l'hygiène et dans lesquels les femmes se voient attribuer un rôle précis, a entraîné une baisse importante de l'incidence, chez les enfants de moins de 5 ans, des maladies diarrhéiques, dont on sait qu'elles contribuent beaucoup à la mortalité infantile dans les pays en développement. En Equateur, où un institut national a fourni les services d'ingénieurs et de techniciens ainsi que des matériaux, une opération communautaire d'assainissement illustre les bons résultats de la combinaison de l'information, d'une aide technique et financière cherchant à réduire la morbidité dans les pays en développement et d'un appui technique et logistique à la participation de la collectivité. En s'appuyant largement sur la participation des collectivités



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

47/90

A/45/327
Français
Page 9

locales, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe ont réussi à multiplier la construction de latrines améliorées à fosse autoventilée (LAA). La même approche a produit des résultats remarquables en Inde, dans des projets d'assainissement peu coûteux, et au Pakistan, dans un programme mené à Lahore d'installation de toilettes à chasse d'eau. Parmi d'autres exemples réussis de participation des collectivités et des femmes, on peut citer des opérations de drainage, dans des colonies de squatters dans des villes du nord-est du Brésil, et la construction de drains par les habitants des villages dans le nord du Pakistan.

3. Technologies appropriées et abordables

28. Les pompes manuelles devraient, à partir des eaux souterraines, alimenter en eau salubre une proportion notable de la population actuellement non desservie des zones rurales des pays en développement. Mais souvent, les pompes manuelles installées dans le passé fonctionnent mal et tombent en panne, les collectivités devant alors revenir à leurs points d'eau traditionnels, souvent insalubres. En fait, avant la Décennie, c'était le caractère peu fiable des équipements qui venait au premier rang des facteurs ralentissant l'utilisation des pompes manuelles. Cela étant, il a fallu analyser les techniques et les modèles existants de pompes manuelles, en encourager l'amélioration et offrir des directives pour leur sélection.

29. Le modèle de pompe India Mark II, mis au point au cours des années 70, et le modèle AFRIDEV, mis au point au Kenya, représentent des initiatives de solution du problème en Inde et en Afrique, qui prêtent particulièrement attention aux exigences de l'utilisation et de l'entretien dans les villages. Les gouvernements ont ainsi été appelés à faire de l'ensemble de la question de la conception et de la fiabilité des pompes manuelles une des priorités de la Décennie, et cette question a même donné lieu à un exemple de coopération technique entre pays en développement, l'Afrique et le sous-continent indien faisant figure de chefs de file. Après un travail de développement très approfondi, la popularité et l'essor de la pompe India Mark II ont amené une cinquantaine d'entreprises différentes à la fabriquer, en Inde et dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. On peut également mentionner la production de la pompe Tara, conçue et mise au point au Bangladesh et diffusée au Myanmar, au Népal, au Pakistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Viet Nam.

30. A l'appui de ces initiatives nationales, une contribution importante a été apportée par un programme du PNUD exécuté par la Banque mondiale avec le concours du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organismes, dont l'objet était de tester, en laboratoire, les différents modèles de pompe manuelle. Avec la participation des Volontaires des Nations Unies, ce programme a permis de mettre à l'épreuve du terrain 2 700 pompes manuelles de 70 modèles différents dans 17 pays. Cet effort de recherche-développement a abouti à l'établissement de directives offrant aux gouvernements et aux organismes de développement les moyens de choisir en pratique entre les différents modèles de pompe en fonction de leurs mérites propres. On trouvera ces directives dans la publication de 1987 de la Banque mondiale intitulée "L'approvisionnement en eau des collectivités : l'option pompe manuelle".



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

48/90

A/45/327
Français
Page 10

31. La mise au point et la production de pompes manuelles sont naturellement allées de pair avec une volonté d'améliorer les techniques et de réduire le coût du forage des puits. En République-Unie de Tanzanie et dans le nord du Nigéria, pour répondre initialement aux besoins des petits agriculteurs, des équipements peu coûteux de forage manuel ont été largement diffusés, tandis qu'au Niger, avec une aide du Danemark, on a utilisé des équipements mécaniques améliorés pour le forage en profondeur.

32. Les progrès faits dans le domaine des techniques appropriées et abordables ont souvent été le résultat d'efforts entrepris à l'échelon national pour résoudre des problèmes précis. Plusieurs techniques ont été mises au point localement pour des installations autonomes : les cuvettes de W.C., en plastique à joint hydraulique, les dispositifs d'épuration de l'eau utilisant des cartouches de bambou, les filtres en fibre de noix de coco et les dispositifs en forme de marmite utilisés pour la javellisation de l'eau introduits dans les collectivités locales aux Philippines. En Indonésie, des modules normalisés d'installations d'adduction d'eau, de taille variable, ont été mis au point pour les petites villes et les villages. En Thaïlande, le bambou remplace l'armature en acier, trop coûteuse, dans les citernes où sont recueillies les eaux de pluie. Dans plusieurs pays d'Afrique, à la place de blocs de ciment, on utilise du grillage ou du pisé et des herbes sèches pour les murs des latrines; au Brésil, les citernes sont parfois construites en sol-ciment. Les citernes en ferrociment mises au point à Fidji pour la collecte et la conservation des eaux de pluie ont été adoptées par d'autres pays insulaires du Pacifique, comme le Samoa et Vanuatu et pour transférer cette technique, on a organisé des cours spéciaux de formation. En optant pour le ferrociment dans la construction des citernes, l'Equateur aurait fait 60 % d'économies. Dans le même pays, l'emploi d'éoliennes d'un modèle mis au point sur place, et qui permet de tirer parti de l'abondance de l'énergie éolienne à haute altitude, a réduit notablement les dépenses d'énergie, et on envisage la diffusion de ce modèle dans les régions du pays où les conditions météorologiques sont favorables. Au Burkina Faso, on a testé et diffusé des techniques simples de protection de l'eau dans les puits traditionnels, en même temps qu'on mettait au point des charrettes simples pour le transport de l'eau, pour alléger la corvée quotidienne d'eau accomplie par les femmes. Cette innovation a contribué à l'abandon des tabous qui empêchaient les garçons d'aider au transport de l'eau.

33. Les techniques d'assainissement peu coûteuses, comme les latrines à chasse d'eau ou à fosse ventilée et les égouts peu profonds de faible diamètre ont reçu une large application durant la Décennie. On peut citer la mise au point et la réalisation, grâce à la participation de la collectivité, de réseaux d'égouts peu profonds dans les quartiers pauvres surpeuplés des villes du Brésil; cette technique est également appliquée au Pakistan. En outre, des efforts ont été entrepris pour mettre au point des véhicules de ramassage des ordures ménagères adaptés aux systèmes d'assainissement locaux.

34. L'application de techniques appropriées joue également un rôle important dans la solution du problème de la qualité de l'eau consommée par certains groupes particuliers, souvent particulièrement vulnérables. On peut citer en exemple l'utilisation de filtres lents à sable associés à des bornes-fontaines ayant plusieurs robinets dans un camp de réfugiés du sud de la Somalie. On a également



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

49/90

A/45/327

Français

Page 11

introduit un système de surveillance de la qualité microbiologique de l'eau consommée dans les villages au Malawi, où des techniciens du Ministère de l'eau se déplacent en motocyclette, munis d'une trousse portative pour effectuer les tests, ce qui leur permet de couvrir de grandes superficies sans avoir à rapporter les échantillons dans un laboratoire central.

35. Les efforts entrepris au cours de la Décennie ont montré que l'application de techniques appropriées peu coûteuses peut considérablement réduire les coûts initiaux et les dépenses de fonctionnement, tout en rendant les installations plus fiables. Ces techniques sont appliquées avec succès dans les zones rurales grâce à la convergence des efforts entrepris dans ce secteur. Mais d'une façon générale, c'est en utilisant les techniques classiques, à forte intensité de capital, qu'on a réussi à étendre des services dans les zones urbaines. Néanmoins, il existe un important potentiel d'application des techniques appropriées peu coûteuses pour assurer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les villes, en particulier en faveur des citoyens pauvres, dont le nombre ne cesse d'augmenter.

4. Inclusion des éléments approvisionnement en eau et assainissement dans les activités de développement

36. Dans les zones rurales des pays en développement où les ressources en eau servent essentiellement à l'irrigation ou à l'élevage, on prend de plus en plus conscience qu'il est possible d'améliorer la santé et les conditions de vie des habitants en incluant des éléments approvisionnement en eau et assainissement aux programmes de développement agricole, et on s'y emploie en recourant à des techniques et méthodes appropriées peu coûteuses mises au point au cours de la Décennie. Inversement, l'amélioration des conditions sanitaires et sociales qu'entraîne l'approvisionnement en eau potable a encore favorisé le développement des cultures à petite échelle, du maraîchage et de l'aviculture.

37. Au Pakistan, un projet de remplacement de la culture du pavot à opium, financé par le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), comportait des éléments spécialement conçus pour améliorer la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement et a permis l'installation de systèmes de captage des eaux de surface, de puits instantanés, de systèmes réticulés, de réservoirs et de bornes-fontaines, le tout desservant 150 000 habitants. En Chine, un projet d'irrigation de 4 000 hectares a été spécialement conçu pour approvisionner en eau 5 000 ruraux dans les zones de développement, grâce notamment à des bornes-fontaines alimentées par un système de traitement, de stockage et de distribution de l'eau. Des programmes de collecte des eaux pluviales dans les villages et les fermes, comportant un élément formation locale, ont été mis au point dans les zones semi-arides du Guatemala. Le Gouvernement botswanais a exécuté un programme de réparation et d'amélioration des citernes de collecte d'eau de pluie pour des familles d'agriculteurs ainsi que de formation de personnel local, tandis que la remise en état des étangs communautaires a été envisagée en Somalie. En Ethiopie, dans le cadre de la mise en valeur des ressources en eau destinées aux plantations de café, on a apporté un soin particulier à l'approvisionnement en eau à usage domestique pour satisfaire



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

50/90

A/45/327
Français
Page 12

les besoins des ouvriers de ces plantations en ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement, tandis qu'au Niger des activités de développement rural ont servi à améliorer les conditions de vie dans les zones rurales en intéressant les femmes à la protection des ressources en eau et des sols et en menant parallèlement des campagnes d'alphabétisation.

38. En Afrique du Nord, on peut, en réutilisant les eaux usées pour l'agriculture, affecter les sources d'eau potable à des fins domestiques. Dans cet esprit, le Maroc met au point un plan national d'utilisation des eaux usées au même titre que les eaux de surface et les eaux souterraines. De même, au Yémen, la mise en place d'un réseau d'assainissement visant à assurer l'hygiène du milieu faisait partie intégrante d'un programme de développement agricole et social des zones rurales.

5. Impact économique et sanitaire de l'extension des services fournis

39. L'un des enseignements les plus importants de la Décennie a été que les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, dans la mesure où ils se font avec la participation réelle des collectivités et des femmes, constituent un bon point de départ pour le développement. Outre qu'ils atteignent leur objectif qui consiste à fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ces projets ont des répercussions économiques et sociales dépassant le cadre de la communauté elle-même. Ils permettent en effet une économie d'efforts et de temps pour les femmes en particulier, qui passent souvent jusqu'à cinq heures par jour à transporter de l'eau et peuvent alors se consacrer à des tâches plus productives, améliorent l'état de santé des populations et fournissent des ressources en eau pour d'autres activités comme le maraîchage. La participation de la communauté à la planification, à la construction et à l'exploitation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement entraîne souvent un renforcement des organisations collectives et des capacités de gestion qui peuvent alors être redirigées vers d'autres types d'entreprises. On se rend compte aujourd'hui que la mise en place d'installations satisfaisantes d'approvisionnement en eau et d'assainissement favorise le développement d'activités commerciales au sein des ménages.

40. Ces installations constituent, on le sait aujourd'hui, un moyen efficace de réduire l'incidence des maladies infectieuses. Les données épidémiologiques nationales ne sont toutefois ni suffisamment précises ni assez complètes pour que l'on puisse chiffrer tous les cas de maladies diarrhéiques évités au cours de la Décennie grâce à un approvisionnement en eau et à un assainissement meilleurs. Néanmoins, les résultats d'études récentes réalisées dans le cadre de la Décennie, tels qu'ils sont résumés dans le tableau 1 ci-dessous 10/, montrent que l'amélioration de l'approvisionnement en eau et/ou de l'assainissement a considérablement réduit l'incidence de la morbidité associée à ces maladies.

41. D'énormes progrès ont également été réalisés dans l'élimination de la dracunculose (ver de Guinée), maladie dont on peut rompre le cycle de transmission par simple filtrage et protection des sources, même sans aucune désinfection. Sur les 23 pays touchés par cette maladie, dont 20 en Afrique, 10, dont le Ghana, l'Inde, le Nigeria et le Pakistan, ont exécuté des programmes nationaux de lutte



ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

51/90

A/45/327
Français
Page 13

contre la dracunculose au cours de la Décennie. Parmi les réalisations majeures dans ce domaine, on note que les cas enregistrés en 1990 en Inde ne représentent plus qu'un tiers du chiffre enregistré en 1985, qui était de 30 440 11/. De même, le Burkina Faso a récemment annoncé que cette maladie avait été éradiquée entre 1984 et 1986, dans trois zones extrêmement endémiques, par filtrage de l'eau potable 12/. La prise de conscience accrue de la gravité de cette maladie mais aussi de la possibilité de l'éradiquer a conduit à insister davantage sur la nécessité d'en mesurer l'incidence, et pour ce faire de signaler plus systématiquement les cas.

Tableau 1

Diminution (en pourcentage) du taux de morbidité associé aux maladies diarrhéiques, attribuable à l'amélioration de l'alimentation en eau potable et de l'évacuation des excréta

(d'après l'analyse d'études indépendantes)

| Type d'intervention | Nombre d'études | Diminution en pourcentage | |
|--|-----------------|---------------------------|---------|
| | | Médian | Etendue |
| Etudes portant sur tous les types d'intervention | 53 | 22 | 0-100 |
| Etudes portant seulement sur l'amélioration de la qualité de l'eau | 9 | 16 | 9-90 |
| Etudes portant seulement sur l'amélioration de l'accès à l'eau | 17 | 25 | 0-100 |
| Etudes portant seulement sur l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'accès à l'eau | 8 | 37 | 0-82 |
| Etudes portant seulement sur l'amélioration de l'évacuation des excréta | 10 | 22 | 0-48 |

Sources : Esrey, S.A., Feachem, R.G. & Hughes, J.M. (1985). "La lutte contre les maladies diarrhéiques du jeune enfant : interventions visant à améliorer l'approvisionnement en eau et l'élimination des excréta", Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, 63 (4) : 757-772.

42. En ce qui concerne le trachome, l'expérience acquise au cours de la Décennie a montré qu'une diminution de 60 à 70 % 13/ du trachome était possible pourvu que l'eau destinée à l'hygiène soit suffisamment abondante. Il en ira de même pour la conjonctivite pour peu qu'on améliore l'accès à l'eau. Les données recueillies



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

52/90

A/45/327
Français
Page 14

dans huit pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes attestent les effets positifs de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable sur la réduction de la prévalence et de l'incidence de la schistosomiase 14/.

43. Les retombées économiques découlant de l'amélioration de la santé due à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement n'ont pas été complètement évaluées. Il semblerait toutefois, d'après l'expérience acquise à ce jour, qu'elles soient considérables. Selon l'UNICEF, dans une région du Nigéria où 1,6 million d'habitants vivent de la riziculture, on pourrait, par exemple, en accroissant la production et les ventes de riz grâce à l'élimination de la dracunculose, maladie endémique dans la région, par le biais de l'approvisionnement en eau potable, réaliser environ 20 millions de dollars de recettes supplémentaires par an. Ce même organisme estime en outre que ces recettes suffiraient à financer les investissements nécessaires pour assurer dans un délai de quatre ans l'approvisionnement en eau de la population en recourant à des techniques peu coûteuses.

6. Accroissement des ressources financières et méthodes novatrices de récupération des coûts

44. Les informations recueillies par l'OMS au moyen de son système d'information sur l'appui extérieur aux pays indiquent, à quelques chiffres près, que les programmes nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement des pays en développement se seraient vu affecter 6 milliards de dollars constants des Etats-Unis par an au début de la Décennie, somme qui serait passée à 8,5 milliards à la fin de la Décennie. Globalement, on estime qu'environ 65 % des fonds sectoriels mobilisés pour la Décennie provenaient de sources nationales. Dans le cas de l'Afrique et des pays les moins avancés, qui semblaient avoir essentiellement fait appel à l'aide étrangère, cette proportion ne s'élevait toutefois qu'à un peu plus de 25 %, contre 90 % environ en Asie occidentale.

45. La valeur en dollars actuels des investissements consentis par les organismes d'aide étrangère avait régulièrement augmenté, passant de 2,2 milliards en 1980 à environ 4,5 milliards en 1988. On avait en outre constaté une augmentation importante de la valeur en dollars des projets à l'examen, notamment entre 1987 et 1988, période pendant laquelle leur valeur estimative était passée de 500 millions à 4 milliards de dollars. Les fonds d'origine extérieure investis entre 1981/82 et 1985/86 dans les pays membres de la Commission économique pour l'Afrique avaient enregistré une hausse de 77 % en dollars constants des Etats-Unis, alors que cette augmentation avait été de 65 % pour les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, de 59 % pour les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, et de 37 % pour les pays membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'importance croissante qu'attachent les gouvernements au financement sectoriel ainsi qu'au rôle de l'appui extérieur est évidente au Maroc, où 25 % des montants versés par le PNUD au titre du CIP ont été affectés à ce secteur.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

53/90

A/45/327
Français
Page 15

46. On constate une évolution notable de la composition des fonds alloués à ce secteur : à savoir l'augmentation de la proportion des fonds affectés au développement des institutions, à l'amélioration de la gestion, à la mise en valeur des ressources humaines, à la promotion du partenariat avec les collectivités, etc. (éléments de programme reposant sur un apport de savoir-faire). Cette évolution est liée à la prise de conscience, dès le début de la Décennie, que les échecs passés étaient dus en grande partie à ce que l'on avait investi dans la mise en place d'installations sans satisfaire parallèlement les besoins associés à l'infrastructure. Le nombre des projets exécutés dans ces domaines avec un financement extérieur a augmenté d'environ 140 %, ce qui représente une hausse réelle de plus de 300 % du financement destiné aux projets ou éléments de projet reposant sur un apport de savoir-faire. Vers la fin de la Décennie, les fonds affectés à la mise en place d'institutions en vue des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement représentaient plus de 40 % de l'ensemble des fonds d'origine extérieure.

47. Le financement de projets techniques d'un coût plus abordable, bien qu'il ait gagné beaucoup de terrain pendant la Décennie, continue à ne représenter qu'une proportion relativement faible (4 %) de l'ensemble des fonds sectoriels d'origine extérieure affectés à l'approvisionnement en eau des zones urbaines et rurales. Toutefois, l'intérêt des gouvernements pour ces projets a eu pour résultat qu'ils ont quasiment sextuplé depuis le début de la Décennie.

48. Etant donné que, dans la plupart des pays, les ressources financières de ce secteur sont extrêmement limitées et qu'il est improbable que les affectations de fonds sectoriels changent beaucoup dans un avenir prévisible, on arrive de plus en plus à la conclusion que les bénéficiaires des projets devraient participer à la récupération des coûts pour que les services fournis dans les pays en développement puissent être élargis. Il est toutefois de plus en plus clair que les difficultés rencontrées dans l'imposition et la perception de redevances pour financer l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont souvent liées à une insuffisance institutionnelle et à la non-satisfaction des besoins perçus des usagers.

49. Au cours de la deuxième moitié de la Décennie, les méthodes novatrices de récupération des coûts ont suscité un intérêt croissant dans le monde. Les questions concernant le financement des projets, la répartition des coûts, les moyens de crédit et la participation des usagers à la mise en place des systèmes reçoivent une large attention. On encourage la limitation et la gestion des coûts, notamment la réduction des pertes, la création de fonds renouvelables pour financer les systèmes, l'octroi de crédits spéciaux à de faibles taux d'intérêt et de garanties pour les banques locales, la fixation de redevances d'un niveau acceptable pour les usagers et la possibilité d'accorder des subventions croisées par groupes d'usagers et par systèmes afin d'accroître les services dispensés tout en maintenant les prix à un niveau abordable. Lorsqu'on examine les questions liées au volume de la demande, on se soucie de plus en plus de savoir si les usagers sont prêts à payer pour les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'une des conséquences de la participation accrue de la communauté à la prise de décisions est que la communauté a alors la possibilité de mettre elle-même au point des méthodes localement acceptables de récupération des coûts des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

54/90

A/45/327

Français

Page 16

50. En Thaïlande, une méthode novatrice de récupération des coûts appliquée dans les zones rurales consiste à créer des fonds renouvelables pour la promotion de l'approvisionnement en eau et le développement de l'assainissement. Ces fonds sont gérés au niveau des villages avec l'appui financier et technique du Gouvernement et d'une organisation non gouvernementale nationale. La méthode de récupération des coûts de l'Office national de l'eau et de l'assainissement du Burkina Faso repose sur un programme d'élargissement de l'approvisionnement en eau des zones urbaines au moyen de bornes-fontaines et grâce à la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la perception de redevances aux points d'eau communautaires. Le tarif par borne-fontaine est le même que pour un raccordement privé consommant moins de 10 mètres cubes par mois. Il existe également un tarif réduit pour les systèmes utilisant des trous de sonde, des pompes et des réservoirs indépendants. Il est souvent possible, dans les zones périurbaines et rurales, de fixer des tarifs très inférieurs à ceux pratiqués par les compagnies privées.

7. Exploitation et entretien

51. La mauvaise qualité de l'exploitation et l'entretien est traditionnellement l'un des principaux obstacles à l'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

52. L'une des difficultés majeures auxquelles se heurtent de nombreux pays en développement dans l'exploitation et l'entretien des systèmes en place vient de ce qu'ils manquent des capacités financières et institutionnelles. Trop souvent, le carburant destiné au fonctionnement du matériel (générateurs et véhicules), les approvisionnements (produits chimiques et pièces détachées) et le personnel qualifié font défaut. Dans le cadre de l'aide liée accordée par certains donateurs, on a souvent fourni un matériel inapproprié, dont l'exploitation et l'entretien se sont révélés problématiques du fait de difficultés d'approvisionnement en pièces détachées.

53. Au cours de la Décennie, on a fait de gros efforts pour remédier à ce problème. Au Guatemala, le personnel sanitaire local du Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale continue d'apporter une assistance technique aux collectivités après l'installation et la mise en route des systèmes. En Egypte, l'organisation pour la reconstruction et le développement des villages égyptiens s'est fixé pour objectif depuis 1980 de renforcer le pouvoir des autorités locales à l'échelon des villages et des districts et au niveau central, afin d'améliorer leur capacité de planification, d'organisation, de financement et de suivi.

54. Au cours de la Décennie, certaines méthodes novatrices de promotion de la participation des collectivités à l'exploitation et à l'entretien des systèmes ont également vu le jour. Un exemple notable en est la mise au point d'un système d'exploitation et de gestion/entretien au niveau des villages pour les pompes manuelles mentionnées plus haut.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

55/90

A/45/327
Français
Page 17

8. Mobilisation du secteur privé

55. Traditionnellement, le secteur privé contribue au développement du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en fabriquant sur place du matériel et des pièces détachées et en intervenant dans plusieurs aspects relatifs à la fourniture de services.

56. Ces initiatives du secteur privé concernent par exemple les modalités de crédit-bail et de franchisage pour l'exécution des projets. La participation du secteur privé peut être un moyen de réunir des capitaux pour des services de base tels que l'approvisionnement en eau et l'assainissement. On pourrait également envisager de confier l'exploitation des bornes-fontaines au secteur privé pour remplacer les vendeurs d'eau dans les bidonvilles et zones périurbaines. Le secteur privé joue aussi un rôle significatif dans le forage et les études sur les ressources en eau dans le cadre de forages sur contrat. Cependant, l'expérience montre qu'une réglementation est essentielle lorsque le secteur privé est chargé de questions d'intérêt public. L'intervention du gouvernement est nécessaire pour que les moins privilégiés aient accès à des services abordables et que les entreprises ne profitent pas de leur monopole pour imposer des charges excessives aux autres secteurs économiques.

9. Mise en valeur des ressources humaines

57. En réponse aux questions posées dans le cadre du programme de suivi de l'OMS, 106 sur 117 pays ont déclaré qu'ils avaient évalué la situation actuelle de la main-d'oeuvre mais un tiers seulement d'entre eux pouvaient prédire les besoins futurs. Près de la moitié des pays en développement ont dit avoir dégagé des ressources pour des programmes spéciaux de formation mais presque tous considéraient que les fonds alloués étaient insuffisants. A l'échelle mondiale, les gouvernements estiment que les deux principaux obstacles à l'exécution des programmes demeurent la faiblesse des institutions et le manque de techniciens qualifiés.

58. On s'est attaché à définir et à appliquer des méthodes permettant de créer des capacités répondant aux besoins des institutions, à passer en revue les instituts de formation existants et leurs programmes d'études dans les pays en développement, et aussi à analyser les matériels pédagogiques disponibles. Aux Philippines, par exemple, on a déterminé qu'il fallait améliorer les capacités de gestion de l'administration locale des services de distribution d'eau, à la suite de quoi on a lancé un projet qui mettrait les cadres en mesure de s'acquitter plus efficacement de leur tâche et de remonter le moral du personnel. Les efforts de mise en valeur des ressources humaines déployés au cours de la Décennie sont illustrés notamment par la formation, grâce à un réseau international de centres de formation mis en place avec l'aide d'un programme PNUD/Banque mondiale, de personnel qualifié afin de faire prendre davantage conscience de la diversité des nouvelles techniques et approches appropriées pour la planification et la fourniture des services. De tels centres ont été créés en Inde et en Indonésie en Asie, et au Burkina Faso, au Ghana, au Kenya (qui dessert également l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie) et au Zimbabwe en Afrique.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

56/90

A/45/327
Français
Page 18

10. Echange d'informations

59. Conformément aux recommandations du Plan d'action de Mar del Plata, plusieurs initiatives ont été prises, notamment en collaboration entre les organismes des Nations Unies, pour mettre les pays à même d'absorber et d'utiliser les informations techniques. Cette action est menée de concert avec les réseaux existants, tels que le Réseau panaméricain d'information et de documentation en techniques sanitaires et sciences de l'environnement (REPIDISCA), mis en place à Lima (Amérique latine), le système fonctionnant sous l'égide du Comité interafricain d'études hydrauliques (Afrique francophone), l'Institut asiatique pour les techniques/Centre d'information sur l'assainissement de l'environnement (Asie) et la Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique (Afrique de l'Est). Avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international au Canada et du Centre international de l'eau et de l'assainissement à La Haye, ces centres régionaux ont aidé à mettre en place, dans plusieurs pays, des mécanismes nationaux d'échange d'informations tels que le Réseau sahélien d'information et de documentation scientifiques et techniques (RESADOC) au Mali ou le Réseau pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Indonésie. Des projets similaires en Thaïlande et en République-Unie de Tanzanie ont également bénéficié d'une assistance. Par ailleurs, le Système d'appui externe aux pays de l'OMS contient des données sur les activités de secteur et les projets des organismes d'aide étrangère aux pays en développement.

60. Les échanges d'informations entre pays se sont également développés, comme en témoignent les réunions annuelles qu'organise depuis 1987 la Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique pour permettre aux représentants de ministères gouvernementaux et d'instituts de formation du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie d'examiner leurs besoins. Il en résulte un meilleur flux des informations, notamment la distribution de livres essentiels aux organismes participants et à leurs bureaux chargés des projets, compte tenu d'une évaluation détaillée des besoins.

61. Les ONG nationales et internationales s'occupant de promotion des techniques appropriées, de soins de santé primaires et de développement rural publient des manuels et des matériels d'information pour appuyer le développement durable faisant intervenir les collectivités. On peut mentionner le réseau d'échange d'informations géré par l'Alliance asiatique des spécialistes des techniques appropriées, qui regroupe les ONG de six pays d'Asie afin de rassembler et diffuser l'expérience des organisations locales. Ce réseau a notamment établi une bibliographie pour les divers pays ainsi qu'une liste des experts locaux. Des systèmes tels que le Réseau de documentation sur l'approvisionnement en eau à Sri Lanka montrent qu'il peut y avoir des liaisons et des échanges d'informations non seulement entre les départements gouvernementaux et les projets mais également avec les ONG locales.

11. Coordination et coopération internationales

62. En réponse aux appels lancés dans le Plan d'action de Mar del Plata pour une collaboration accrue et une meilleure coordination tant entre les organismes des Nations Unies qu'avec les gouvernements et les organismes d'aide étrangère, un



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

57/90

A/45/327
Français
Page 19

Comité directeur interinstitutions des Nations Unies pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement a rapidement été mis en place.

63. L'une de ses premières initiatives a été d'identifier les principaux problèmes et de créer des équipes spéciales interinstitutions pour les étudier et élaborer conjointement des solutions favorisant la coordination et la coopération. Une de ces équipes s'occupe des questions intéressant les femmes, d'autres sont chargées de la mise en valeur des ressources humaines, des échanges d'informations et de l'information. Leurs activités ont débouché sur la production de plusieurs films et d'importants documents visant à appuyer et à promouvoir la Décennie, notamment un manuel sur la mise en valeur des ressources humaines 15/.

64. Pour renforcer l'assistance aux gouvernements en matière de coordination des activités au niveau des pays, on a donné aux représentants résidents du PNUD plus de moyens pour coordonner l'appui des organismes des Nations Unies aux programmes nationaux relatifs à la Décennie et promouvoir au niveau des pays la coopération avec d'autres organismes extérieurs d'aide. Entre autres fonctions de coordination, ils doivent regrouper, au service des comités d'action nationaux, les spécialistes disponibles auprès des organismes des Nations Unies et d'autres organisations. Plusieurs pays, dont le Bénin, les Comores, le Congo et le Tchad en Afrique, le Bangladesh, la Chine, le Népal, Sri Lanka et le Viet Nam en Asie, et la Bolivie, la Colombie et Panama en Amérique ont signalé des progrès dans la coordination de l'aide extérieure dans le cadre de la planification nationale dans ce secteur.

65. Les organismes extérieurs d'assistance ont sensiblement accru leur aide aux agences gouvernementales pour ce qui est de formuler des propositions de projets, de favoriser certaines approches prévues pour la Décennie, par exemple un meilleur entretien des pompes, et encourager l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les centres de santé en tant que partie intégrante des soins de santé primaires. En Afrique, les organismes d'aide extérieure, notamment ceux des Nations Unies, participent à l'élaboration des projets d'approvisionnement en eau des zones rurales, et aident les autorités gouvernementales à améliorer les propositions de projets de manière à accroître les possibilités de financement. La communauté internationale a également contribué à promouvoir les programmes de la Décennie dans le cadre de réunions consultatives nationales et sous-régionales (Bolivie, Indonésie, Lesotho, Népal, Niger, Pérou, Philippines, Thaïlande et Zambie, pays de langue portugaise d'Afrique, les pays d'Afrique australe et de l'Est, Amérique centrale et Caraïbes, Pacifique Sud et pays anglophones des Caraïbes). De plus, la Banque interaméricaine de développement a organisé, avec le concours de l'OMS Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et de l'Office allemand de coopération technique, une réunion régionale pour les Amériques. Ces différentes réunions avaient pour objet d'améliorer la coopération et la coordination entre les organismes extérieurs d'aide et les organismes nationaux, et d'entamer une coopération intersectorielle. Il s'agissait aussi d'identifier les contraintes pesant sur le développement du secteur ainsi que les mesures à prendre pour y remédier et pour faciliter la mobilisation des ressources. Des organismes sectoriels nationaux et des organismes extérieurs d'aide s'intéressant au même secteur y ont examiné les programmes afin de définir les domaines d'intérêt commun et donc de stimuler les initiatives et la coordination dans le secteur. Ces réunions consultatives et les examens sectoriels nationaux ont été déterminants



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

58/90

A/45/327
Français
Page 20

pour ce qui est de déterminer les points faibles du programme, s'agissant notamment de l'assainissement dans les zones périurbaines et de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones rurales.

66. Des consultations avec les organismes multilatéraux et bilatéraux d'aide avaient pour but de renforcer la coordination des approches et la coopération dans l'exécution des programmes. Une réunion organisée conjointement par l'OMS et la République fédérale d'Allemagne à Königswinter en 1984 a permis un échange d'informations et un dialogue sur l'aide extérieure telle qu'elle a été fournie et sur les mesures à prendre afin d'accroître l'efficacité de l'assistance au développement. Lors d'une réunion ultérieure, convoquée à Paris en 1985 par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il y a eu, entre les participants, convergence de vues sur les principales contraintes entravant les progrès dans le secteur ainsi que les moyens d'y remédier. Une troisième réunion, organisée conjointement par le Gouvernement suisse et l'OMS en 1987 à Interlaken (Suisse), a permis de proposer un cadre pour la coopération mondiale au-delà de la Décennie, cadre qui a été adopté lors d'une quatrième réunion consultative, convoquée par le Gouvernement des Pays-Bas en novembre 1988, à La Haye. C'est ainsi qu'un comité pour les années 90 chargé de définir les stratégies pour la prochaine décennie a été mis en place. Il a tenu une première session à Paris en décembre 1988 et une deuxième à Genève en juin 1989 sous l'égide de l'OMS. Le Gouvernement français a accueilli, en novembre 1989 à Sophia Antipolis, une réunion du Conseil de collaboration qui était consacrée essentiellement aux questions d'approvisionnement durable en eau et de fourniture de services de voirie dans les zones urbaines et rurales défavorisées, de gestion des ressources en eau et d'environnement et aux questions de financement.

67. Plusieurs réunions régionales importantes ont eu lieu au cours de la deuxième moitié de la Décennie. Des documents directifs majeurs sur la fourniture de services aux groupes à faibles revenus et sur les avantages qui en résultent sur les plans économique et sanitaire ainsi que sur la nécessité d'élargir les programmes pour les années 90 y ont été adoptés. Ces déclarations de principe, considérées comme base d'action par les participants, qui représentaient les services nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement et les organismes extérieurs d'aide, constituent des apports aux réunions consultatives mondiales.

68. Enfin, une consultation mondiale sur l'eau salubre et l'assainissement pour les années 90 se tiendra du 10 au 14 septembre 1990 à New Delhi sous l'égide du PNUD et sera accueillie par le Gouvernement indien et coparrainée par le Comité directeur pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et par le mécanisme de collaboration. Il s'agira de faire comprendre l'importance des principales questions qu'il faudra résoudre dans les années 90 et de parvenir à un consensus sur les mesures stratégiques à prendre pour accélérer les progrès.

B. Couverture des services

69. Environ 1 milliard 348 millions de personnes supplémentaires ont été approvisionnées en eau potable dans les pays en développement au cours des années 80, dont 368 millions dans les zones urbanisées et 980 millions dans les



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

59/90

A/45/327

Français

Page 21

zones rurales. De même, 748 millions de personnes de plus, dont 314 millions de citadins et 434 millions de ruraux, ont bénéficié de services d'assainissement convenables. Globalement, le nombre des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable a diminué, passant de 1 milliard 825 millions à 1 milliard 232 millions, tandis que le nombre des personnes ne disposant pas de services d'assainissement appropriés n'a pratiquement pas changé. Le tableau 2 présente ci-après une récapitulation des variations enregistrées dans la couverture des services au cours de la Décennie, pour chacune des régions desservies par les commissions régionales 16/.

70. Comme on s'y attendait, l'augmentation des taux de couverture varie considérablement d'une région à l'autre. Facteur commun à toutes les régions, les taux élevés d'accroissement de la population ont eu pour effet d'augmenter le nombre des personnes à desservir au cours de la Décennie, notamment dans les zones urbanisées. Le nombre des villes de 5 millions d'habitants ou plus, est passé de 24 en 1980 à 35 en 1990, dont 15 en 1980 et 24 en 1990 se trouvent dans des pays en développement, notamment en Asie et en Amérique latine. Dans les mégapoles des pays en développement, la population s'est accrue rapidement, passant de 130 millions en 1980 à 228 millions en 1990, d'après les estimations. Dans 23 villes de l'Afrique subsaharienne la population est passée de 21 millions en 1980 à 36 millions en 1990. Au nord du Sahara, 8 villes qui comptaient 17 millions d'habitants en 1980 en comptent maintenant 26 millions 17/.

71. Dans les zones urbanisées, le pourcentage de la population approvisionnée en eau salubre et dotée de services d'assainissement adéquats a soit augmenté ou au pire est demeuré inchangé. Toutefois, comme le montre le tableau 3, à l'exception de l'Asie occidentale, où les taux de couverture des services ont pratiquement été de 100 %, les objectifs de la Décennie en ce qui concerne la réduction du nombre total d'habitants ne disposant ni d'eau salubre ni de services d'assainissement adéquats, n'ont pas été atteints; la situation est généralement demeurée inchangée quand elle n'a pas empiré. Cela est particulièrement évident en Afrique subsaharienne où, malgré le doublement du nombre de bénéficiaires de ces services, le nombre des citadins n'ayant pas accès à l'eau salubre s'est accru de 29 %. De même, le nombre des citadins ne disposant pas de services d'assainissement adéquats s'est accru de 31 %, bien que le nombre de bénéficiaires ait augmenté de 119 %. Globalement, le nombre de citadins qui n'ont pas accès à l'eau salubre s'est accru de 31 millions et celui de ceux qui ne sont pas desservis par des services d'assainissement s'est accru de 85 millions.

72. La situation est plus encourageante dans les zones rurales. A l'échelle mondiale, le nombre des habitants non approvisionnés en eau salubre a baissé de 624 millions et le nombre d'habitants n'ayant pas accès aux services d'assainissement, de 79 millions. Cette situation est toutefois principalement imputable aux progrès réalisés dans les régions de l'Asie et du Pacifique, et de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les résultats obtenus dans la première région en ce qui concerne l'approvisionnement en eau des zones rurales, dus en grande partie à la très importante augmentation du nombre de bénéficiaires en Chine, sont particulièrement remarquables.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

60/90

A/45/327
Français
Page 22

Tableau 2

Approvisionnement en eau et assainissement : couverture des services par région,
de 1980 à 1990 et en l'an 2000, au rythme actuel de progression.

(Population en millions d'habitants)

| rég.on/ secteur | 1980 | | | | 1990 | | | | 2000 | | | |
|------------------------------------|-----------------|----------------------------|------------------------------------|--|-----------------|----------------------------|------------------------------------|--|-----------------|----------------------------|------------------------------------|--|
| | Popu- lation | Taux de couver- ture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis | Popu- lation | Taux de couver- ture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis | Popu- lation | Taux de couver- ture | Nombre d'habitants desservis | Nombre d'habitants non desservis |
| Afrique | | | | | | | | | | | | |
| <u>Approvisionnement</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>en eau</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 119,77 | 83 | 99,41 | 20,36 | 202,54 | 87 | 176,21 | 26,33 | 332,49 | 76 | 253,01 | 79,48 |
| Zones rurales | 332,83 | 33 | 109,83 | 223,00 | 409,64 | 42 | 172,05 | 237,59 | 496,59 | 47 | 234,27 | 262,32 |
| <u>Assainissement</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 119,77 | 65 | 77,85 | 41,92 | 202,54 | 79 | 160,01 | 42,53 | 332,49 | 73 | 242,17 | 90,32 |
| Zones rurales | 332,83 | 18 | 59,91 | 272,92 | 409,64 | 26 | 106,51 | 303,13 | 496,59 | 31 | 153,11 | 343,48 |
| <u>Amérique latine et Caraïbes</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>Approvisionnement</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>en eau</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 236,72 | 82 | 194,11 | 42,61 | 324,08 | 87 | 281,95 | 42,13 | 416,79 | 89 | 369,79 | 47,00 |
| Zones rurales | 124,91 | 47 | 58,71 | 66,20 | 123,87 | 62 | 76,80 | 47,07 | 122,84 | 77 | 94,89 | 27,95 |
| <u>Assainissement</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 236,72 | 78 | 184,64 | 52,08 | 324,08 | 79 | 256,02 | 68,06 | 416,79 | 79 | 327,40 | 89,39 |
| Zones rurales | 124,91 | 22 | 27,48 | 97,43 | 123,87 | 37 | 45,83 | 78,04 | 122,84 | 52 | 64,18 | 58,66 |
| <u>Asie et Pacifique</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>Approvisionnement</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>en eau</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 549,44 | 73 | 401,09 | 148,35 | 761,18 | 77 | 586,11 | 175,07 | 1 085,56 | 71 | 771,71 | 314,43 |
| Zones rurales | 1 823,30 | 26 | 510,52 | 1 312,78 | 2 099,40 | 67 | 1 404,60 | 692,80 | 2 320,79 | 99 | 2 302,68 | 10,11 |
| <u>Assainissement</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 549,44 | 65 | 357,14 | 192,30 | 761,18 | 65 | 494,77 | 266,41 | 1 085,56 | 58 | 632,40 | 453,16 |
| Zones rurales | 1 823,30 | 42 | 765,79 | 1 057,51 | 2 099,40 | 54 | 1 133,68 | 965,72 | 2 320,79 | 65 | 1 501,57 | 819,22 |
| <u>Asie occidentale</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>Approvisionnement</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>en eau</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 27,54 | 95 | 26,16 | 1,38 | 44,42 | 100 | 44,25 | 0,17 | 67,26 | 100 | 67,26 | 0,00 |
| Zones rurales | 21,95 | 51 | 11,19 | 10,76 | 25,60 | 56 | 14,34 | 11,26 | 30,66 | 57 | 17,48 | 13,18 |
| <u>Assainissement</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 27,54 | 79 | 21,76 | 5,78 | 44,42 | 100 | 44,42 | 0,00 | 67,26 | 100 | 67,26 | 0,00 |
| Zones rurales | 21,95 | 34 | 7,46 | 14,49 | 25,60 | 34 | 8,70 | 16,90 | 30,66 | 32 | 9,94 | 20,72 |
| <u>Total général</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>Approvisionnement</u> | | | | | | | | | | | | |
| <u>en eau</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 933,47 | 77 | 720,77 | 212,70 | 1 332,22 | 82 | 1 088,52 | 243,70 | 1 902,10 | 77 | 1 456,27 | 445,83 |
| Zones rurales | 2 302,99 | 30 | 690,25 | 1 612,74 | 2 658,51 | 63 | 1 669,79 | 988,72 | 2 970,88 | 89 | 2 649,33 | 321,55 |
| <u>Assainissement</u> | | | | | | | | | | | | |
| Zones urbanisées | 933,47 | 65 | 641,39 | 292,08 | 1 332,22 | 72 | 955,22 | 377,00 | 1 902,10 | 67 | 1 269,05 | 633,05 |
| Zones rurales | 2 302,99 | 37 | 860,64 | 1 442,35 | 2 658,51 | 49 | 1 294,72 | 1 363,79 | 2 970,88 | 58 | 1 726,80 | 1 242,88 |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

61/90

A/45/327
Français
Page 23

Tableau 3

Augmentation du nombre des personnes desservies et non desservies
au cours de la période 1980-1990

(Pourcentage)

| Région/secteur | Augmentation du taux de couverture (pourcentage) | Augmentation du nombre des personnes non desservies (pourcentage) |
|------------------------------------|--|--|
| <u>Afrique</u> | | |
| <u>Approvisionnement en eau</u> | | |
| Zones urbanisées | 77 | 29 |
| Zones rurales | 57 | 7 |
| <u>Assainissement</u> | | |
| Zones urbanisées | 106 | 2 |
| Zones rurales | 78 | 11 |
| <u>Amérique latine et Caraïbes</u> | | |
| <u>Approvisionnement en eau</u> | | |
| Zones urbanisées | 45 | -1 |
| Zones rurales | 31 | -29 |
| <u>Assainissement</u> | | |
| Zones urbanisées | 39 | 31 |
| Zones rurales | 67 | -20 |
| <u>Asie et Pacifique</u> | | |
| <u>Approvisionnement en eau</u> | | |
| Zones urbanisées | 46 | 18 |
| Zones rurales | 175 | -47 |
| <u>Assainissement</u> | | |
| Zones urbanisées | 39 | 39 |
| Zones rurales | 48 | -9 |
| <u>Asie occidentale</u> | | |
| <u>Approvisionnement en eau</u> | | |
| Zones urbanisées | 69 | -88 |
| Zones rurales | 28 | 5 |
| <u>Assainissement</u> | | |
| Zones urbanisées | 104 | -100 |
| Zones rurales | 17 | 17 |
| <u>Total général</u> | | |
| <u>Approvisionnement en eau</u> | | |
| Zones urbanisées | 51 | 15 |
| Zones rurales | 142 | -39 |
| <u>Assainissement</u> | | |
| Zones urbanisées | 49 | 29 |
| Zones rurales | 51 | -6 |



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

62/90

A/45/327

Français

Page 24

73. L'évaluation des progrès réalisés vers la réalisation des objectifs fixés par les gouvernements, conformément au Plan d'action de Mar del Plata, montre qu'en moyenne, les pays d'Afrique ont pratiquement atteint les objectifs fixés pour la Décennie en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones urbanisées alors qu'ils ne les ont atteints qu'à 85 et 73 %, respectivement, dans les zones rurales. En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, les résultats n'ont pas été totalement satisfaisants mais la région a cependant atteint ses objectifs en matière d'assainissement dans les zones urbanisées et l'objectif fixé dans le domaine de l'approvisionnement en eau des zones rurales a été dépassé. Toutefois, en ce qui concerne l'assainissement des zones rurales où seulement 37 % de la population était desservie, les pays étaient loin des objectifs fixés (6 points). Pour l'Asie et le Pacifique, les progrès vers la réalisation des objectifs de la Décennie dans les zones urbanisées étaient décevants, alors que ceux fixés pour les zones rurales ont été dépassés. En Asie occidentale, les progrès relativement lents signalés pour les zones rurales se sont traduits par un taux de réalisation de 56 % seulement par rapport à l'objectif de 73 %, tandis que le niveau des services d'assainissement est demeuré le même.

74. Dans la région de la Commission économique pour l'Europe (y compris le Canada et les Etats-Unis), comprenant des pays qui, pour la plupart, avaient déjà atteint des niveaux élevés en matière de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, la Décennie a contribué à stimuler l'intérêt porté à ce secteur. Les pays de la CEE se sont efforcés d'accroître la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales où, au début de la Décennie, 15 % de la population ne bénéficiait pas de services convenables d'approvisionnement en eau et 30 % de services d'assainissement adéquats, surtout dans les régions éloignées ou difficiles d'accès. Durant la Décennie, on s'est également rendu compte que de nombreux réseaux d'égouts anciens avaient subi les ravages du temps et que d'importants travaux de remise en état s'imposaient. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, les pays de la région ont concentré leur attention sur la menace que faisait peser sur les ressources en eau à usage domestique, d'une part l'utilisation de nitrates, de phosphates et de pesticides pour la culture intensive, et d'autre part l'évacuation des déchets industriels, et sur les problèmes de santé résultant de la vétusté des réseaux de distribution.

III. PERSPECTIVES ET STRATEGIES POUR LES ANNEES 90

A. Perspectives d'ici la fin du siècle

75. Ainsi que le montre le tableau 2 ci-dessus, le rythme de progression soutenu au cours de la Décennie ne permettrait pas d'atteindre l'objectif final fixé pour la fin du siècle - à savoir que les services aient un taux de couverture de 100 %. Si l'exécution des programmes se poursuivait au rythme actuel, le nombre des personnes non approvisionnées en eau salubre diminuerait d'ici à l'an 2000, passant à environ 767 millions, en raison de l'augmentation sensible du taux de couverture des zones rurales, c'est-à-dire que l'on enregistrerait une réduction de 31 % de la population totale en 1990 à 16 % d'ici à l'an 2000. Le nombre des personnes ne bénéficiant pas de services d'assainissement atteindrait environ 1 880 000, tandis que le pourcentage de la population ne disposant d'aucun service baisserait de 43 à 38 % en raison d'une faible diminution du nombre de ruraux non desservis.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

63/90

A/45/327

Français

Page 25

Les conséquences pour la santé et l'environnement résultant de si grands nombres de personnes privées de services empêcheraient d'instaurer des conditions de vie compatibles avec un développement durable.

76. La situation dans les zones urbanisées, notamment dans les grandes villes, pourrait devenir alarmante. Dans les pays en développement, on prévoit que la population des villes de 5 millions d'habitants et plus augmentera, passant, d'après les estimations, de 228 millions en 1990 à 351 millions d'ici à l'an 2000 18/. Le nombre d'habitants de 31 villes d'Afrique devrait augmenter de près de 22,5 millions au cours des 10 prochaines années. Au total, le nombre de citadins non approvisionnés en eau de manière adéquate augmenterait de 83 %, tandis que le nombre de ceux ne disposant pas de services d'assainissement acceptables devrait augmenter de 68 %. En termes relatifs, l'Afrique, tout comme la région de l'Asie et du Pacifique, serait, à la fin du siècle, dans une situation pire qu'au début des années 80.

77. Etant donné le taux élevé d'accroissement de la population prévu pour les villes des pays en développement, l'augmentation rapide de la demande en eau à usage domestique, municipal et commercial va souvent mettre à rude épreuve les capacités existantes. La fourniture de quantités d'eau supplémentaires exigera souvent l'exploitation de sources plus éloignées et sera plus coûteuse, tant du point de vue de la mise en valeur que du transport, ce qui entraînera nécessairement une augmentation des coûts unitaires, à moins que des mesures ne soient prises pour les modérer par l'adoption de technologies peu onéreuses. En ce qui concerne l'approvisionnement en eau et l'assainissement des zones urbanisées, il serait recommandé d'abandonner les technologies classiques à forte intensité de capital, afin d'éviter d'avoir à effectuer des investissements importants.

78. La baisse de 67 % du nombre des ruraux ne disposant pas de services adéquats d'approvisionnement en eau résulterait des progrès sensibles qu'a continué d'enregistrer la région de l'Asie et du Pacifique et, à un moindre degré, celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré une modeste amélioration du taux de couverture des services d'assainissement en Afrique, le nombre des personnes ne disposant pas d'eau salubre devrait augmenter de 10 %. Dans l'ensemble, la baisse de 8 % du nombre des ruraux ne disposant pas de systèmes d'assainissement adéquats serait également imputable aux baisses enregistrées dans les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine et des Caraïbes.

79. De récentes estimations effectuées par l'UNICEF, en consultation avec la Banque mondiale et le PNUD, permettent de conclure que, pour fournir des services d'assainissement et d'approvisionnement en eau à 90 % des populations urbaine et rurale d'ici la fin du siècle, il faudrait effectuer des investissements pour l'installation de nouveaux services, dont le montant annuel moyen se chiffrerait à environ 28,2 millions de dollars, soit presque le triple des montants moyens investis au cours des années 80. Pour éviter que n'augmente d'ici à l'an 2000 le nombre des personnes non desservies il faudrait, au cours des 10 prochaines années, multiplier par 1,4 le montant total des investissements nécessaires pour créer de nouveaux services. Ces estimations ne tiennent pas compte des dépenses d'exploitation et des frais d'entretien ni des investissements nécessaires à la réfection des installations existantes. La réalisation des objectifs de couverture



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

64/90

A/45/327
Français
Page 26

suppose que l'on s'oriente vers les technologies intermédiaires et peu coûteuses notamment dans les zones urbanisées et périurbaines. Les services ruraux seraient fournis entièrement par le biais de technologies à bon marché, tandis que, dans les zones urbanisées, 50 % des services utiliseraient une technologie coûteuse. Les 50 % restants seraient fournis au moyen de technologies intermédiaires et à bon marché.

80. Il est certain que cette augmentation du volume des investissements exigerait un accroissement important de la part des investissements consacrés à ce secteur par rapport aux dépenses globales d'investissement même dans le contexte de scénarios de croissance économique optimistes pour les pays en développement. Il faudrait en outre améliorer sensiblement les capacités nationales d'absorption par un renforcement des structures institutionnelles et une valorisation des ressources humaines. La production des ressources financières nécessaires demeurera un grave problème comme en témoigne le fait que toutes les régions ont indiqué que le manque de ressources financières et le caractère inadéquat des méthodes de récupération des coûts étaient deux principaux obstacles à l'accélération du progrès. Il faudra donc rechercher des sources de financement supplémentaires et s'efforcer d'attirer des capitaux privés par le biais des marchés financiers nationaux, et par la création de fonds autorenouvelables et de systèmes de garantie du crédit, tout en étudiant les possibilités d'obtenir le concours du secteur privé pour le financement de certaines dépenses d'équipement.

81. Malgré les progrès enregistrés au cours de la Décennie en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien, de nouvelles améliorations devront être apportées. Il faudra mettre à profit dans toute la mesure du possible les enseignements tirés des activités menées pendant cette période en ce qui concerne les améliorations introduites dans les systèmes desservant les zones rurales. De plus, dans les pays en développement, de nombreux réseaux urbains sont affectés par des pertes d'eau très importantes au niveau du stockage et de la distribution, ce qui représente une lourde charge pour les municipalités en termes de dépenses d'exploitation et d'approvisionnement.

82. La demande d'eau dans les zones urbaines et rurales, ainsi que dans l'industrie et l'agriculture, s'accroît à un moment où un nombre grandissant de pays se trouvent confrontés à de graves problèmes concernant les possibilités d'utilisation continue des terres et des ressources en eau. La répartition de ces ressources de plus en plus rares entre des utilisations concurrentes, ainsi que la nécessité de protéger l'environnement contre une pollution de plus en plus forte provenant de déchets urbains, industriels et agricoles, exigeront d'élaborer des méthodes rationnelles de gestion générale des ressources en eau et d'établir une collaboration étroite entre les divers ministères et organismes gouvernementaux s'occupant des ressources en eau, ainsi qu'entre ces organismes et les autres organismes gouvernementaux chargés de l'ensemble de la planification et du développement économiques. On devra davantage se préoccuper d'utiliser l'eau de manière plus rationnelle dans tous les secteurs et notamment de procéder au recyclage des eaux usées.

83. Le manque de personnel qualifié à tous les niveaux et le caractère inadapté des programmes de mise en valeur des ressources humaines figurent toujours parmi les principaux obstacles auxquels se heurtent tous les pays, s'ajoutant aux



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

65/90

A/45/327
Français
Page 27

problèmes de financement et à l'inadéquation des stratégies et méthodes d'exploitation et d'entretien. En ce qui concerne la participation des collectivités et en particulier celle des femmes au processus de planification et d'exploitation, les résultats obtenus jusqu'à présent suffisent à démontrer qu'il est important d'élaborer des politiques visant à encourager ces approches. Cependant, il faudra, après la Décennie, développer les programmes s'appuyant dans toute la mesure du possible sur les expériences qui se sont avérées fructueuses.

B. La stratégie des années 90

84. Les années 90 exigeront d'intensifier les efforts pour créer, d'ici la fin du siècle, des services de distribution d'eau et d'assainissement là où il n'y en a pas encore. Les recommandations figurant dans le Plan d'action de Mar del Plata continuent d'être valables, de même que celles qui découlent des délibérations ultérieures de l'Assemblée générale et d'autres instances internationales, et leur mise en application devient toujours plus urgente, particulièrement en ce qui concerne les services à fournir à des populations urbaines en rapide augmentation. Mais toute stratégie visant à accélérer l'expansion des services au cours des 10 années qui viennent doit être conçue en fonction d'objectifs réalistes que fixeront les gouvernements et de plans économiques et sociaux viables.

85. Les taux élevés d'accroissement démographique que l'on prévoit continueront de mettre fortement à l'épreuve les pays en développement qui devront trouver le moyen de fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement aux populations qui n'en bénéficient pas encore. Il faut espérer qu'à la longue, les politiques d'encouragement à la planification démographique et familiale contribueront à atténuer les difficultés à cet égard.

86. Selon le Plan d'action de Mar del Plata, "les arrangements institutionnels adoptés par les différents pays devraient permettre la mise en valeur et la gestion des ressources en eau dans le contexte de la planification nationale et une véritable coordination entre tous les organismes responsables de l'étude, de la mise en valeur et de la gestion de ces ressources. Le problème de la création d'une infrastructure institutionnelle appropriée devrait être examiné de façon continue et il faudrait envisager la création d'autorités centrales efficaces chargées des problèmes de l'eau afin d'assurer une coordination adéquate". Les programmes visant à l'expansion des services doivent absolument être intégrés dans le cadre de la planification et de la gestion des ressources en eau et de l'environnement, particulièrement dans les pays qui manquent d'eau et sont exposés à la sécheresse, de façon à mieux connaître les ressources disponibles, en fonction des divers usages. Il faudrait se préoccuper davantage d'améliorer l'efficacité de la distribution et de l'utilisation de l'eau ainsi que d'encourager les politiques qui visent à adapter la demande en eau aux quantités disponibles.

87. Les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait sont instamment priés d'évaluer, afin de les renforcer, l'état actuel des moyens structurels sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour planifier et gérer des programmes de mise en valeur des ressources en eau et d'assainissement. Il faudra d'abord analyser cette infrastructure puis mieux répartir les responsabilités, de manière à ce que les tâches de gestion soient mieux définies et moins dispersées entre divers organismes



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

66/90

A/45/327
Français
Page 28

de l'administration nationale lorsque cela apparaît comme un obstacle à l'accélération de la mise en valeur des ressources en eau. L'établissement de liens appropriés avec les organismes qui s'occupent de la formulation et de l'application des politiques de développement économique et social favorisera l'apport de fonds pour la mise en valeur des ressources en eau en général, et plus particulièrement pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et permettre de mieux intégrer ce dernier secteur à d'autres programmes, comme les programmes relatifs aux femmes et à l'environnement, ainsi qu'au développement rural et agricole. Cela permettra également aux gouvernements de coordonner efficacement l'assistance fournie par les organismes extérieurs.

88. Puisque des ressources financières beaucoup plus importantes seront nécessaires pour relever les défis des années 90, il faudra que les gouvernements accordent un rang de priorité plus élevé au financement du secteur approvisionnement en eau et assainissement, en cherchant à mieux intégrer celui-ci dans le processus général de développement. Mais en raison des besoins qui existent également dans d'autres grands secteurs socio-économiques, il faudra que les pouvoirs publics responsables formulent et appliquent des politiques conçues pour créer de nouvelles sources de financement, accroître la rentabilité financière des systèmes mis en place et encourager la participation du secteur privé d'une manière compatible avec les besoins des couches défavorisées des populations urbaines et rurales.

89. Parmi les mesures que les gouvernements devront prendre à tous les niveaux s'ils veulent assurer à long terme la survie des programmes, l'amélioration continue des systèmes d'exploitation et d'entretien demeure capitale. Cette amélioration dépendra largement de ce qui sera fait pour accroître le personnel qualifié, encourager la participation des collectivités, renforcer les moyens structurels et instituer des systèmes appropriés de récupération des coûts. Dans ce dernier domaine, il sera nécessaire de mettre au point des directives pour que les principes soient appliqués efficacement. La mise au point et l'application de politiques en la matière seront normalement un objectif à long terme, qui exigera que les collectivités participent activement au choix des technologies, du type et de la densité des services qu'elles veulent et peuvent payer, et à l'administration des politiques elles-mêmes. De meilleures méthodes de récupération des coûts d'exploitation, et autant que possible du capital investi, sont nécessaires pour que les systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones urbaines et rurales fonctionnent efficacement. Les gouvernements sont invités à mettre en place des mécanismes qui leur permettent d'établir plus facilement des systèmes de récupération des coûts.

90. Il faut que les gouvernements se préoccupent en toute priorité d'obtenir davantage de rendement des ressources financières investies, afin de mettre des services durables à la disposition du plus grand nombre de personnes possible. Un très bon moyen de parvenir à ce résultat consiste à appliquer des techniques qui soient acceptées par la communauté, fiables et peu coûteuses, à mettre en place et à exploiter et faciles à employer. Pendant la Décennie, on a réalisé des progrès décisifs dans la mise au point de telles technologies, notamment dans les zones rurales. Toutefois, leur application a besoin d'être étudiée et de nouvelles méthodes employées pour que l'on puisse desservir les zones périurbaines pauvres.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

67/90

A/45/327
Français
Page 29

91. Dans le Plan d'action de Mar del Plata, il est recommandé aux pays "de mettre au point, dans le cadre des politiques scientifiques nationales, une politique de recherches sur la mise en valeur, la gestion et la conservation des ressources en eau". Il reste encore aux pays à analyser les besoins en matière de recherche-développement, particulièrement dans les domaines de la recherche appliquée et de l'adaptation des résultats, et de mettre au point des programmes qui assurent que les systèmes introduits seront appropriés du point de vue technique comme du point de vue opérationnel, et acceptés par la population. L'intensification des échanges d'information permettra de diffuser largement les résultats de manière à maximiser les avantages et à éviter que les efforts ne se recouvrent inutilement.

92. Le Plan d'action de Mar del Plata déclare également que "les pays devraient accorder la priorité à la réalisation d'études en vue de déterminer les besoins nationaux en personnel administratif, scientifique et technique dans le domaine des ressources en eau". Puisque le manque de personnel qualifié demeure un sérieux problème à tous les niveaux, les pays sont invités à réaliser des études pour définir quels sont leurs besoins dans ce domaine, ou à mettre à jour celles qui ont déjà été faites de manière qu'elles restent valables dans les années à venir. Ces études devraient s'effectuer dans la perspective de l'expansion des services et il pourra éventuellement être nécessaire de modifier ou de renforcer les programmes scolaires. Il faudrait augmenter le nombre des spécialistes et des ingénieurs chargés de la gestion des eaux, et établir des programmes nationaux, régionaux et internationaux (ou les renforcer là où il y en a) pour former des techniciens et agents et notamment pour apprendre aux villageois à gérer, faire fonctionner et entretenir les installations locales. Il conviendra de formuler des politiques de l'emploi - consistant notamment à améliorer les conditions de travail, du statut et des possibilités de carrière - afin de retenir le personnel qualifié. La formation devrait être dirigée tout particulièrement vers les femmes, qui dans ce secteur sont généralement sous-représentées parmi les cadres et dans les tâches techniques. On doit s'attacher à apprendre aux collectivités à faire fonctionner et à entretenir les installations car, dans les régions rurales, cela est essentiel pour la durabilité de celles-ci.

93. Les liens entre les pays en développement et les organismes ou les associations professionnelles qui, dans les pays industrialisés, s'occupent du secteur des eaux, offrent des moyens de remédier aux pénuries de personnel à un coût raisonnable, et contribuent aussi à des échanges d'informations qui seront à l'avantage mutuel des parties, les pays en développement profitant de l'expérience des pays industrialisés, et ceux-ci étant mieux au courant des besoins des premiers et donc mieux à même d'apporter leur appui.

94. L'expérience acquise au cours de la Décennie montre combien il est nécessaire que les gouvernements mettent au point des programmes pour promouvoir la participation de la collectivité sur une grande échelle et pour que les femmes continuent d'être de plus en plus associées aux travaux techniques et aux décisions. Une approche intégrée, conjuguant la participation de la collectivité, et notamment des femmes et l'emploi de technologies appropriées, jouera un rôle important dans les zones rurales et péri-urbaines, où la durabilité des projets dépend dans une large mesure de la participation de la population. Les



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

68/90

A/45/327
Français
Page 30

gouvernements devraient tenir compte de la nécessité d'instituer les programmes d'appui techniques et financiers nécessaires, par exemple des services de vulgarisation et des systèmes spéciaux de crédit et de commercialisation, afin d'assurer la viabilité des entreprises communautaires et d'assurer la participation des femmes.




95. Il faudra davantage s'attacher à suivre l'extension des services en ce qui concerne tant l'approvisionnement en eau que l'assainissement. Des données sûres indiquant la situation dans les zones urbaines et les régions rurales sont indispensables pour pouvoir formuler des politiques efficaces et pour allouer les ressources de manière à maximiser les avantages économiques et sociaux d'une expansion des services. Ce contrôle s'est certes amélioré pendant la Décennie, mais en général les pays en développement n'ont toujours pas suffisamment d'informations sûres. En outre, les normes nationales en matière de qualité de l'eau, d'accessibilité et de densité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont généralement mal définies et leur application mal contrôlée. Il est instamment demandé aux pays de revoir ces normes afin de rehausser le niveau minimum des services au cours des années 90, d'établir les processus nécessaires pour créer une base de référence adéquate qui permette d'évaluer l'extension des services et de suivre les progrès.

96. Pour aider les pays à réaliser leurs programmes en ce sens, il faudra que les organismes d'assistance extérieure, notamment les organisations non gouvernementales, renforcent leurs activités et que les programmes de coopération deviennent plus efficaces.

97. Le système des Nations Unies doit continuer d'être le catalyseur qui accélère l'exécution des programmes dans les pays, et une "plaque tournante" qui favorise les initiatives de portée générale visant à mobiliser le public et à susciter des stratégies coordonnées pour le développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. La coordination et la coopération entre les organismes des Nations Unies se trouvent renforcées si l'on intègre plus étroitement ce secteur et la mise en valeur des ressources en eau en général, tout particulièrement au niveau de la planification et de la gestion.

98. La coordination générale entre les organismes des Nations Unies et les autres organismes d'assistance extérieure pour la mise au point d'approches et de politiques communes a été renforcée par la création d'un cadre de coopération 20/ conçu pour maintenir pendant les années 90 l'élan de la Décennie et accélérer la généralisation de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en particulier dans les zones rurales et péri-urbaines pauvres.

99. Les bureaux des représentants résidents du PNUD continueront d'aider à coordonner les efforts au niveau des pays. Il convient de se préoccuper tout particulièrement d'aider les gouvernements qui le demandent à renforcer les moyens dont ils disposent pour formuler des programmes et projets nécessitant l'appui d'organismes multilatéraux et bilatéraux.

| | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DCTD | <i>2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 69/90 |

A/45/327
Français
Page 31

100. En même temps qu'ils améliorent au niveau national la coordination de l'assistance et la collaboration, et pour compléter l'action des pays - qui maintenant se préoccupent davantage du secteur approvisionnement en eau et assainissement et le financent mieux -, les organismes extérieurs doivent continuer à chercher des moyens d'accroître leur appui financier et technique. Les institutions de financement internationales et bilatérales devraient étudier s'il leur est possible d'accorder davantage de dons et de prêts à faible intérêt et de supporter une part plus élevée des coûts locaux, particulièrement le coût des plans d'aménagement de services aux populations urbaines et rurales pauvres.

101. Le manque de personnel qualifié à tous les niveaux et l'insuffisance des structures demeurant deux des problèmes les plus critiques, les organismes d'assistance extérieure pourraient se demander s'il n'y aurait pas lieu de mettre au point un grand programme coordonné pour aider les pays en développement à évaluer leurs besoins en ressources humaines et à formuler et exécuter des programmes permettant de répondre à ces besoins. Il est également nécessaire d'appuyer activement les activités de recherche dans ces pays et de promouvoir la coopération technique dans le secteur considéré ici.

102. Les organismes d'assistance extérieure ont joué un rôle important dans la promotion de techniques adaptées et peu coûteuses et de méthodes d'exploitation et d'entretien adéquates. Cette action, si elle se poursuit et s'étend, constituera un élément moteur dans la dynamique du secteur pendant les années 90.

Notes

1/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, Mar del Plata, 14-25 mars 1977 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.A.12), chap. I.

2/ Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.7), chap. II.

3/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, Mar del Plata, 14-25 mars 1977 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.A.12), résolution II.

4/ Etude sur l'économie mondiale 1989. Tendances et politiques économiques actuelles dans le monde, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89/II.C.1).

5/ Département des affaires économiques et sociales internationales.

6/ Etude sur l'économie mondiale 1989.

7/ Prospects of World Urbanization 1988 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.XIII.8), p. 7.

8/ Ibid., p. 7.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

70/90

A/45/327
Français
Page 32

9/ Département des affaires économiques et sociales internationales, Population Growth and Policies in Mega-cities, Population Policy Papers Nos. 5, 6, 7, 8, 10, 12 et 13.

10/ Esrey, S. A., Feachem, R. G. et Hugues, J. M., (1985). "La lutte contre les maladies diarrhéiques du jeune enfant : intervention visant à améliorer l'approvisionnement en eau et l'élimination des excréta", résumé dans Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, 63 (4), p. 769.

11/ United States Department of Health and Human Services, Public Health Service, Center for Disease Control, International Activities, Guinea-Worm Wrap-up No. 24, 1989.

12/ Commission économique pour l'Afrique "Combatting Guinea-Worm Disease, dans Information Bulletin on Water Resources Development in Africa, Maji, No. 1, avril 1989.

13/ West, S., ... "Approvisionnement en eau et trachome", résumé dans Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, 1989, 67 (1), p. 74.

14/ DeWolfe Miller, F. Water Supply Improvements Reduce Schistosomiasis Prevalence and Incidence.

15/ Organisation mondiale de la santé, Human Resources Development handbook. Guidelines for Ministries and Agencies Responsible for Water Supply and Sanitation, publié sous la direction de Neil Carefoot et Howard Gibson, Genève, 1984, document No WHO/CWS/ETS/84.3

16/ Chiffres extraits de World Population Prospects 1988 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.XIII.7).

17/ Prospects of World Urbanization 1988, p. 76.

18/ Ibid.

19/ Cette question est analysée dans le document du Comité de la planification du développement intitulé Water the Fundamental Resource (Occasional Paper No. 1, février 1990).

20/ Voir International Drinking Water Supply and Sanitation Consultation, Interlaken, Switzerland, 13-16 octobre 1987, CWS/WHO.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

71/90

DECLARATION DE NEW DELHI

**UN MINIMUM POUR TOUS
PLUTOT QU'UN MAXIMUM POUR QUELQUES-UNS**

L'approvisionnement en eau potable et l'assainissement sont indispensables pour protéger l'environnement, améliorer la situation sanitaire et remédier à la pauvreté. L'absence de ces services essentiels se traduit chaque année par des maladies, des corvées fastidieuses et des millions de morts. Les pauvres, en particulier les femmes et les enfants, en sont les principales victimes.

Les efforts concertés déployés dans les années 80 ont permis à des centaines de millions de personnes parmi les plus pauvres du monde de bénéficier de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Mais ce progrès sans précédent, si important soit-il, n'est pas suffisant. Une personne sur trois dans les pays en développement est encore privée de ces deux conditions essentielles à la santé et à la dignité.

Chaque pays en développement a tiré les leçons de sa propre expérience au cours de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990). La communauté mondiale doit maintenant mettre en commun de manière plus efficace l'expérience ainsi acquise en réaffirmant sa volonté de mettre à la disposition de tous des systèmes durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'accès à l'eau et à l'assainissement n'est pas une simple question technique; c'est un élément essentiel du développement social et économique. Il est possible de fournir des services durables et socialement acceptables en utilisant des techniques appropriées, en encourageant les collectivités locales à participer à la gestion de ces services et en mettant en valeur les ressources humaines.

Cette volonté politique est indispensable et doit s'accompagner d'efforts intensifs pour sensibiliser et mobiliser tous les secteurs de la société.

Un défi à relever

Au seuil des années 90, les gouvernements se trouvent confrontés à d'énormes problèmes. La population continue à augmenter rapidement. Dans de nombreuses villes, l'infrastructure ne peut plus faire face aux besoins. La pollution incontrôlée aggrave la détérioration du milieu de vie. L'épuisement et la dégradation des ressources en eau font augmenter le coût des services d'alimentation en eau. Sans l'adoption de méthodes radicalement nouvelles, cette pénurie généralisée deviendra une crise insurmontable.

La création des conditions voulues pour accélérer le progrès dans ce domaine exigera souvent de profondes transformations institutionnelles, économiques et sociales ainsi qu'une nouvelle répartition des ressources et des responsabilités à tous les niveaux.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

72/90

Pour étendre à tous les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'ici à l'an 2000 en utilisant des techniques et des méthodes conventionnelles, il faudrait des investissements cinq fois supérieurs aux investissements actuels. Il y a toutefois une solution plus réaliste qui consiste à :

- a) réduire considérablement les coûts de ces services en augmentant leur efficacité et en utilisant des technologies appropriées et peu coûteuses;
- b) mobiliser des fonds supplémentaires en s'adressant aux sources actuelles et à des sources nouvelles, y compris les gouvernements, les donateurs et les consommateurs.

Si les coûts étaient réduits de moitié et que les ressources financières étaient au moins doublées, la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pourrait être universelle d'ici à la fin du siècle.

Principes directeurs

Pour les pays qui cherchent à atteindre l'objectif défini par la formule "Un minimum pour tous plutôt qu'un maximum pour quelques-uns", la Consultation mondiale de New Delhi recommande quatre principes directeurs :

1. protéger l'environnement et la santé grâce à la gestion intégrée des ressources en eau et des déchets liquides et solides;
2. reformer les institutions de manière à favoriser une approche intégrée, en modifiant les procédures, les attitudes et les comportements et en assurant la pleine participation des femmes à tous les niveaux des institutions sectorielles;
3. encourager la gestion des services par les collectivités locales grâce à des mesures destinées à aider les institutions locales à appliquer des programmes durables d'alimentation en eau et d'assainissement;
4. adopter des pratiques financières judicieuses grâce à une meilleure gestion des avoirs existants et à l'utilisation généralisée de techniques appropriées.

Principe No 1 : Environnement et santé

L'approvisionnement en eau potable et l'existence de moyens efficaces d'évacuer les eaux usées sont des facteurs de la préservation de l'environnement et de l'amélioration de la santé humaine et doivent jouer un rôle central dans la gestion intégrée des ressources en eau.

L'augmentation rapide de la population et une urbanisation qui va en s'accroissant menacent la santé et l'environnement et posent aux gouvernements des problèmes redoutables pour les années 90. Les pauvres, en particulier les femmes et les enfants, continueront à être les plus touchés.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

73/90

Tous les jours, des maladies d'origine hydrique causent la mort de milliers d'enfants et, pour des millions, elles signifient d'indicibles souffrances et des pertes de temps de travail. Combinée avec une meilleure hygiène et une meilleure nutrition, la fourniture en eau potable peut réduire et parfois éliminer ces maladies.

La diminution spectaculaire de la dracunculose (ver de Guinée) tient à ce que l'approvisionnement en eau s'est amélioré et à ce que l'enseignement de l'hygiène a fait des progrès dans les zones endémiques. Il convient d'appuyer pleinement l'objectif de l'éradication totale pour 1995. Les pays touchés devraient lui accorder une priorité élevée dans leurs programmes d'investissement.

Les déchets toxiques et industriels créent des dangers de plus en plus graves pour l'environnement dans les pays en développement. Ils constituent une sérieuse menace pour la santé humaine du fait des contacts directs et de la pollution de l'eau et du sol. Les gouvernements et les institutions compétentes doivent prendre des mesures pour faire face aux risques qu'ils font peser sur la santé.

Le meilleur moyen d'améliorer le milieu où vivent les familles est de faire participer la collectivité en la plaçant sur le même plan que les organismes gouvernementaux et locaux. Cela veut dire qu'il faut faire appel aux acquis des populations locales de façon que les politiques et les programmes soient crédibles et intéressent les bénéficiaires. Il convient d'insister sur l'éducation, la mobilisation sociale et la participation de la collectivité.

Un facteur qui exerce une influence majeure sur l'environnement au niveau du voisinage est l'évacuation convenable des eaux usées et des déchets solides. Il faut trouver des solutions nouvelles qui soient appropriées du point de vue de l'environnement et abordables pour les collectivités desservies et qui en même temps ménagent les ressources en eau et réduisent la pollution à un minimum.

La gestion intégrée des ressources en eau est nécessaire si l'on veut lutter contre la rareté croissante de l'eau et l'extension de la pollution. Cela veut dire qu'il faut notamment ménager et réutiliser l'eau, la collecter et traiter les eaux usées. Une combinaison appropriée de dispositions législatives, de politiques des prix et de mesures d'exécution est indispensable à la conservation et à la protection optimales de l'eau.

Principe No 2 : Population et institutions

Sans institutions fortes, il n'est pas de développement durable.

Les institutions exigent une gestion saine et des gens motivés et elles doivent s'inscrire dans un cadre de politiques, de dispositions législatives et de mesures d'incitation propices à leur fonctionnement. La mise au point des institutions prend du temps. Parvenir à court terme aux objectifs de production ne doit pas prendre le pas sur la nécessité de forger les compétences. L'objectif d'ensemble est de mettre sur pied des dispositifs viables que les bénéficiaires puissent utiliser efficacement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

74/90

On envisage de changer le rôle du Gouvernement qui, de pourvoyeur qu'il était, se chargera maintenant de stimuler et d'aider. Cela permettra aux institutions locales, à caractère public, privé et collectif, de fournir de meilleurs services. La décentralisation exige de la part des gouvernements centraux une politique ferme et un soutien, l'entreprise privée locale pouvant contribuer à rendre plus efficaces et à multiplier les services fournis.

Il faut reconnaître et renforcer le rôle spécial que jouent, dans le développement, les organisations non gouvernementales et les bénévoles. Ces organisations sont souples, crédibles, disposées et aptes à faire des expériences dans un esprit d'innovation. Les gouvernements devraient les soutenir dans leur action et recourir à elles comme partenaires dans leurs projets chaque fois que cela est possible.

Il est indispensable, pour la mise en place des institutions, de bien utiliser les ressources humaines à tous les niveaux, depuis les membres des collectivités jusqu'aux hommes politiques. La formation de cadres, d'administrateurs, de techniciens et d'agents de vulgarisation crée la compétence et la confiance. Il faut intégrer aux mesures visant à la mise en valeur des ressources humaines les stratégies définies en ce qui concerne l'information, l'éducation et la communication. On doit former les femmes et leur garantir des possibilités égales d'emploi à tous les niveaux, employées ou cadres. Les associations professionnelles nationales peuvent jouer un rôle important en ce qu'elles peuvent favoriser une meilleure utilisation des ressources humaines.

L'éducation est un élément clef de la nouvelle conception. Les écoles offrent pour l'enseignement de l'hygiène de vastes auditoires très réceptifs. Les écoles techniques et les universités font déjà figurer à leurs programmes des sujets ayant trait à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement mais doivent être encouragées à répondre aux besoins de ce secteur en techniques multidisciplinaires. Une partie substantielle des programmes relatifs aux techniques de la santé et de l'environnement devrait porter sur le développement communautaire, les communications, la technologie et l'administration des projets.

Principe No 3 : Gestion des collectivités

La gestion des collectivités va au-delà de la simple participation. L'objet est de mettre les collectivités à même de posséder et de contrôler leurs propres systèmes et de les équiper en conséquence.

La gestion des collectivités est une clef permettant de fournir des services durables aux pauvres des zones rurales et c'est une option viable pour les pauvres des agglomérations urbaines. Les gouvernements devraient soutenir la gestion des collectivités au moyen d'une législation et de services de vulgarisation appropriés et lui donner priorité dans les stratégies prévues pour les secteurs nationaux dans les années 90.

Les collectivités devraient jouer un rôle prédominant en ce qui concerne la planification, la mobilisation des ressources et tous les aspects du développement qui



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

75/90

en découlent. Dans le cadre de ces stratégies, les problèmes liés à la situation des femmes seront essentiels. Il faut encourager celles-ci à exercer une influence aussi bien quant à la gestion des ressources en eau qu'en ce qui concerne l'enseignement de l'hygiène. Il faut forger les compétences si l'on veut rendre efficace la gestion des collectivités et permettre aux femmes de jouer un rôle déterminant.

Une coordination s'impose pour que les plans et programmes nationaux répondent aux besoins et aux désirs des collectivités. Des méthodes visant à évaluer la gestion des collectivités ont été élaborées pour les zones rurales. Elles devraient maintenant être adoptées au niveau national et mises en oeuvre grâce à un contrôle faisant appel à la participation des intéressés et à des techniciens d'évaluation.

Principe No 4 : Financement et technologie

En raison du nombre de personnes qui ne sont pas desservies et de la demande croissante, il faut que des stratégies financières plus efficaces soient adoptées au cours des années 90 pour assurer le fonctionnement à long terme dans ce secteur.

Les niveaux actuels de l'investissement dans ce secteur sont de l'ordre de 10 milliards de dollars des Etats-Unis par an. On estime qu'il faudrait environ 50 milliards de dollars par an pour assurer la couverture totale d'ici à l'an 2000, en recourant aux méthodes traditionnelles. Quintupler l'approvisionnement n'est pas une chose immédiatement faisable.

Les stratégies nouvelles devraient viser deux objectifs clefs :

- a) une efficacité croissante dans l'utilisation des fonds disponibles;
- b) la mobilisation de fonds additionnels en provenance de sources existantes et nouvelles, notamment l'Etat, les donateurs et les consommateurs.

Grâce à une efficacité accrue dans l'utilisation des ressources financières, il est possible de réaliser des progrès considérables dans la distribution. A cet effet, il faudra modifier les méthodes selon lesquelles fonctionnent les organismes chargés de l'approvisionnement afin qu'ils deviennent plus rentables et répondent mieux aux besoins et aux exigences des consommateurs. Les mesures prises pour faire participer les consommateurs aux choix des techniques et à la détermination des niveaux de service se sont révélées positives quant à leur incidence sur la rentabilité et la continuité.

On peut soutenir à juste titre qu'il importe d'obtenir un soutien plus important de l'Etat et des organismes extérieurs. Toutefois, les avantages économiques et sociaux doivent être mieux quantifiés. Des stratégies sectorielles et des plans d'action bien établis accroissent la probabilité de priorités plus élevées accordées aux programmes relatifs à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans les processus nationaux de planification et peuvent aussi avoir pour effet de rendre ce secteur plus attrayant pour ce qui est du soutien par des organismes extérieurs.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

76/90

La charge élevée de la dette que supportent de nombreux pays en développement fait qu'il leur est particulièrement difficile d'envisager des emprunts aux taux du marché pour tous les investissements nécessaires dans ce secteur. C'est pourquoi il est instamment demandé aux organismes prêteurs et aux donateurs d'accueillir favorablement les demandes de dons ou de prêts à des conditions de faveur destinés au financement de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les organismes extérieurs de soutien peuvent aussi apporter leur contribution en mettant au point des procédures ou des directives qui permettront de réduire le temps qu'exige la préparation des projets et leur approbation. Il convient de soutenir aussi la création d'intermédiaires financiers pour que les crédits soient plus aisément disponibles.

La restructuration de l'emploi des fonds pour les investissements sectoriels et la détermination des tarifs sont des questions fondamentales pour le financement du secteur. Le maximum d'avantages est celui qu'assure l'attribution d'une fraction plus élevée de fonds disponibles à des projets de coût raisonnable et appropriés à leur objet dans les régions rurales et les régions urbaines dont la population appartient à la catégorie des revenus faibles, où les besoins sont les plus grands.

La réparation des réseaux défectueux, la réduction du gaspillage et de la disparition inexplicquée de certaines quantités d'eau, le recyclage et la réutilisation des eaux usées, de même que l'amélioration du fonctionnement et de l'entretien des réseaux peuvent souvent être plus efficaces que l'investissement dans de nouveaux services. Le choix de la technologie et des niveaux de service sont des facteurs essentiels dans la détermination des frais de construction, d'exploitation et d'entretien de nouveaux projets. Avant de procéder à des investissements, il convient d'accorder l'attention requise aux arrangements relatifs au fonctionnement et à l'entretien qui assureront la rentabilité.

Des allocations budgétaires plus importantes et la récupération des frais renouvelables de fonctionnement et d'entretien pour assurer la rentabilité du système constituent les objectifs primordiaux à atteindre. La récupération effective des coûts exige que les institutions sectorielles soient dotées d'autonomie et de pouvoir. De plus, il faut faire une large publicité au fait que l'eau salubre n'est pas une marchandise gratuite. Il convient d'adopter des mécanismes appropriés de facturation tenant compte des conditions socioculturelles et économiques locales. Le recouvrement doit être décentralisé afin que les recettes soient disponibles pour la gestion et le fonctionnement des services.

Les institutions relevant du secteur public sont souvent défailtantes en ce qui concerne le paiement des sommes dues pour l'approvisionnement en eau et l'évacuation des déchets. Pour des raisons de viabilité financière et d'équité, cette pratique est inacceptable. L'amélioration de la gestion financière doit comporter l'amélioration du recouvrement des sommes dues.

La recherche et le développement dans les pays en développement ont entraîné une généralisation de l'emploi de pompes à main perfectionnées et le recours à des techniques d'assainissement sur les lieux. L'élan créé au cours des années 80 doit être



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

77/90

maintenu et accru au cours des 10 prochaines années. Parmi les besoins prioritaires pour les années 90, on peut citer le perfectionnement des techniques domestiques pour la protection de la qualité de l'eau, de la source au consommateur, et les systèmes d'évacuation des eaux usées à faible coût pour les zones urbaines dont la population appartient à la catégorie des revenus faibles. Il convient de développer davantage les échanges d'informations et de données d'expérience entre pays en développement (coopération Sud-Sud).

Suite à donner

La mise en oeuvre des approches esquissées dans cet exposé devra être intégrée dans les stratégies des divers pays.

Il est instamment demandé aux pays et aux organismes d'aide de formuler et d'exécuter des plans d'action pour l'eau et l'assainissement dans lesquels sont intégrés les principes directeurs de la Déclaration de New Delhi. Le Programme des Nations Unies pour le développement est invité à assumer un rôle dirigeant dans ce processus, en collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies.

Le Conseil de coordination pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, créé immédiatement avant la Consultation mondiale de New Delhi, offre une nouvelle tribune mondiale pour l'échange de renseignements et la promotion de ce secteur.

Cette Déclaration de New Delhi fera l'objet d'un document qui sera présenté au Sommet mondial pour les enfants à la fin du mois de septembre 1990, en même temps qu'une déclaration dont l'initiative revient au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et qui a été adoptée à la Consultation mondiale.

La Déclaration de New Delhi sera présentée par le Gouvernement de l'Inde à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en octobre 1990.

En outre, il est recommandé que cette déclaration soit portée à l'attention des organisateurs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui aura lieu au Brésil en 1992, et il est demandé de la présenter pour souligner l'importance particulière qui revient à l'eau et à l'assainissement dans la gestion de l'environnement.

| | | | | | |
|------------------------------------|------------------------|---------------------|--|-------------------------------------|--------------|
| <p>OIT CENTRE DE TURIN</p> | <p>ONU INSTRAW</p> | <p>ONU DCTD</p> | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | 2.4 BIBLIOGRAPHIE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 78/90 |

1. Cessti, Rita (1989) Water resources: problems and issues for the water sector. Washington, D.C., Banque Mondiale.
2. Elmendorf, Mary L and Iseley, Raymond B. (1983). Public and Private Role of Women in Water Supply and Sanitation Programmes. *Human organization*, 42,3.
3. ESA Collaborative Council, Temporary Working Group on Applied Research (1989). Report to the 1990 Committee.
4. Falkenmark, Malin (1989). Water Scarcity much more than droughts. A study of Water Resources constraints in African Development. Standford University, VSP, 1-3 février.
5. IRC (1988) Community participation and women's involvement in water supply and sanitation projects. A Compendium Paper, La Haye, CIR.
6. Kalbermatten, J. and McGarry, M. (1987). Beyond the Decade. International Drinking Water Supply and Sanitation Consultation, Interlaken, Suisse, octobre 13-14.
7. Narayan-Parker, Deepa (1989). Goals and indicators for integrated water supply and sanitation projects in partnership with people. New York, PROWESS/PNUD.
8. Popkin, B. (1980). "Time allocation of the mother and child nutrition". *Ecology of food and nutrition*, 9, p.1-14.
9. Romeo-Alvares, H. (1989). Water resources management issues for water supply and sanitation. Paper presented at the collaborative Council Meeting, Sophia Antipolis, France, 28 novembre-1er décembre.
10. Shaeffer, J.R. (1983) Future water.
11. Singh, Andrea (1983). Employment opportunities for rural women through organization. New Delhi, Inde, BIT.
12. United Nations General Assembly, Resolution 3520 (XXX) of 15 décembre 1975.
13. United Nations General Assembly, Resolution 1988-LX of 12 mai 1976.
14. United Nations General Assembly. Report of the United Nations, Water Conference, Mar del Plata, 14-25 March 1977. (United Nations publication, Sales No. E, 77.II.A.12), Resolution II, 1977.
15. United Nations General Assembly. Report of the Secretary General to the General Assembly, forty-fifth session, Report of the Economic and Social Council, Assessment of the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade – A/45/327, 13 juillet 1990.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**




**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

2.4 BIBLIOGRAPHIE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

79/90

16. Van Wijk-Sijbesma, C. (1985). Participation of women in Water Supply and Sanitation: Roles and Realities, La Haye, CIR et PROWWESS/PNUD, p.18.
17. Van Wijk, C. (1989) Sustainability and Community Management. Paper presented at the Sector Day on sustainability of the Water Supply and Sanitation Sector, La Haye, DGIS, 8 décembre.
18. Watters, G. (1989). Decade Assessment Report 8. septembre 1989.
19. WHO and DGIS 1989. International Drinking Water Supply and Sanitation Consultation. La Haye, Pays-Bas, 2-4 novembre 1988.
20. World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace, Copenhagen, 1980.

| | | | | | |
|---|--|---|--|-----------------------------|-------|
|  CENTRE DE TURIN |  ONU INSTRAW |  ONU DCTD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | | <i>3.1 QUESTIONS POUR LES GROUPES DE TRAVAIL</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 80/90 |

Comment peut-on développer les activités des Nations Unies et du Conseil de collaboration en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans votre pays?

A quels problèmes se heurte-t-on dans votre pays lorsqu'il s'agit d'encourager la participation des femmes dans les programmes et les projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement?

Comment pourrait-on à votre avis surmonter ces problèmes et renforcer la participation des femmes aux projets et programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement?



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DCTD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

3.2 QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION

Ed. 01/1992
Octobre 1992

81/90

NOM DU PARTICIPANT

.....

INSTITUTION

.....

PROFESSION

.....

PAYS

.....

DATE

.....

Répondre à chaque question en cochant la case correspondante.

1. Le thème traité dans ce module présentait pour vous, d'un point de vue professionnel, un intérêt:

élevé

faible

2. Les objectifs du module étaient:

clairs

obscur

3. Le contenu de ce module répondait-il à tous, quelques uns ou aucun de vos objectifs?

3.a. A quels objectifs n'a-t-il pas répondu?

3.b. Expliquez brièvement pourquoi:

4. Le contenu de ce module était:

bien structuré mal structuré

4.a. S'il était mal structuré, expliquez pourquoi:

5. La terminologie du module était:

facile à comprendre difficile à comprendre

6. Le matériel visuel (diapositives, dessins, diagrammes, etc) utilisé dans ce module était:

clair confus
 utile inutile

7. Les questions pour les groupes de travail couvraient le sujet:

complètement pas du tout

8. Ces questions étaient:

- | | | | | | |
|--------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | inutiles |
| trop simples | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | trop complexes |
| suffisantes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | insuffisantes |

9. L'étude de ce module vous a permis d'apprendre:

- | | | | | | |
|----------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------|
| beaucoup | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | rien |
|----------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------|

10. Les connaissances acquises par l'étude de ce module vous seront, dans votre vie professionnelle actuelle:

- | | | | | | |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | inutiles |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------|

11. Les connaissances acquises par l'étude de ce module vous seront, dans un avenir proche (ne répondre à cette question que si la réponse à la question 10 est négative):

- | | | | | | |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | inutiles |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------|

12. Indiquez les thèmes qui, selon vous, auraient dû être traités plus en détail:

- 1)
- 2)
- 3)

13. Indiquez les thèmes qui, à votre avis, devraient être moins approfondis:

- 1)
- 2)
- 3)

14. Indiquez les sujets qui ne figurent pas dans ce module et qui, à votre avis, sont particulièrement intéressants pour votre profession:

1)

2)

3)

15. Indiquez vos suggestions pour l'amélioration de ce module:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Veuillez envoyer ce questionnaire dûment rempli à l'adresse suivante:

| |
|---|
| <p>UN/INSTRAW P.O.BOX 21747 Santo Domingo République dominicaine</p> |
|---|



GUIDE DU FORMATEUR



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

4.1 LISTE DU MATERIEL DIDACTIQUE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

85/90

EQUIPEMENT

1. Rétroprojecteur
2. Ecran
3. Projecteur de diapositives 24 x 36, avec synchronisateur
4. Tableau noir
5. Bloc-notes géant (facultatif)
6. Magnétophone

DOCUMENTS A UTILISER PAR LE FORMATEUR

Voir Structure du module, page 3

DOCUMENTS A DISTRIBUER AUX ELEVES

- WI-1.1: Groupes cibles
- WI-1.2: Objectifs
- WI-2.1: Table des matières
- WI-2.2: Texte
- WI-2.3: Lectures supplémentaires
- WI-2.4: Bibliographie
- WI-3.1: Questions pour les groupes
- WI-3.2: Questionnaire d'évaluation



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCB

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

4.2 PLAN DE LEÇON

Ed. 01/1992
Octobre 1992

86/90

| POINTS PRINCIPAUX | METHODES ET ACTIVITES DIDACTIQUES | DOCUMENTS A DISTRIBUER | MATERIEL AUDIOVISUEL |
|--|---|---------------------------|--|
| INTRODUCTION | | | |
| 1. Objectifs | Présentation | | Trousse audiovisuelle: Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement |
| 2. Conséquences du manque d'eau et d'un assainissement insuffisant | Présentation - discussion | | WI-1 WI-2 |
| PRESENTATION | | | |
| 3. Introduction à la Décennie | Présentation | | WI-3 |
| 4. Mécanismes des Nations Unies pour impliquer les femmes | Présentation | | WI-4 |
| 5. Importance de la participation des femmes | Présentation - discussion | | WI-5 WI-6 WI-6A WI-7 |
| 6. Résultats de la Décennie | Présentation | | WI-8 |
| 7. Plans d'action pour les années 90 | Présentation - discussion | | WI-9 |
| 8. Cadre de coopération globale | Présentation | | WI-10 |
| 9. Renforcement de la participation des femmes | Présentation - discussion | | WI-11 |
| RESUME | | | |
| 10. Liste des points principaux | Discussion en groupe | Liste WI-3.1 | |
| 11. Présentation des points principaux | Discussion en réunion plénière | | |
| CONTROLE | | | |
| 12. Questionnaire d'évaluation des modules | Activité individuelle | Questionnaire WI-3.2 | |



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

4.3 FORMULAIRE D'EVALUATION DU MODULE DU FORMATEUR

Ed. 01/1992
Octobre 1992

87/90

NOM DU FORMATEUR

PAYS DATE

NIVEAU MOYEN D'INSTRUCTION DES PARTICIPANTS

.....

.....

..... NOMBRE DE PARTICIPANTS

Cocher la case correspondant à votre opinion:

1. Dans quelle mesure le module a-t-il atteint les objectifs fixés?:

plus de 80%

70 - 80%

60 - 70%

50 - 60%

moins de 50%

2. Les objectifs correspondaient-ils aux besoins du groupe?:

totalemnt

pas du tout

3. Compte tenu des objectifs, le contenu était:

adéquat

inadéquat

4. Le développement du sujet était:
(expliquez votre réponse)

trop rapide

trop lent



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

*4.3 FORMULAIRE D'EVALUATION DU
MODULE DU FORMATEUR*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

88/90

5. Indiquez les thèmes qui, selon vous, devraient être traités plus en détail:
- a)
- b)
- c)
6. Indiquez les thèmes qui, à votre avis, devraient être moins approfondis:
- a)
- b)
- c)
7. Indiquez les thèmes que vous auriez aimé voir figurer dans ce module:
- a)
- b)
- c)
8. La qualité technique du matériel audiovisuel était:
- excellente mauvaise
9. Le matériel audiovisuel était adapté au sujet:
- tout à fait pas du tout
10. La quantité de matériel audiovisuel présenté était:
- abondante insuffisante
11. La durée du programme audiovisuel était:
- trop longue trop courte

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-------------------------------------|--------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA | | |
| | | | 4.3 FORMULAIRE D'EVALUATION DU MODULE DU FORMATEUR | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 89/90 |

12. Compte tenu des objectifs et des ressources didactiques du module, comment évaluez-vous celui-ci dans son ensemble?:
(expliquez votre réponse)

excellent

médiocre

Veillez envoyer ce formulaire dûment rempli à l'adresse suivante:

**UN/INSTRAW,
P.O. BOX 21747
SANTO DOMINGO
République dominicaine**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.1 LISTE DES TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

90/90

- WI-1: Besoins en eau et en assainissement
- WI-2: Conséquences de l'insuffisance en eau et en assainissement
- WI-3: Buts de la Décennie
- WI-4: Mécanismes mis en place par l'ONU pour la participation des femmes
- WI-5: Importance de la participation des femmes
- WI-6: Problèmes actuels
- WI-6A: Problèmes actuels (suite)
- WI-7: Solutions possibles
- WI-8: Résultats de la Décennie
- WI-9: Principaux problèmes des années 90
- WI-9a-e: Approvisionnement en eau et assainissement par région, 1980-1990
- WI-10: Cadre de coopération globale
- WI-11: Renforcer la participation des femmes

TRANSPARENTS

BESOINS EN EAU ET ASSAINISSEMENT

| | <u>1980</u> (en milliards) | <u>1990</u> |
|-----------------------------|-------------------------------|--------------|
| PAS D'EAU SALUBRE | 1,800 | 1,200 |
| PAS D'ASSAINISSEMENT | 1,700 | 1,700 |

Source: Nations Unies (1990), Tableau 2



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 *TRANSPARENTS*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-2

CONSEQUENCES DE L'INSUFFISANCE EN EAU ET EN ASSAINISSEMENT

**MALADIES: 80% IMPUTABLES A L'EAU ET
A L'ASSAINISSEMENT**

**MORTALITE INFANTILE (MALADIES
DIARRHEIQUES)**

**COUTS DE SANTE ELEVES POUR LES
GOUVERNEMENTS ET LES FAMILLES**

**PERTES AU NIVEAU DE LA SCOLARITE ET DE
LA PRODUCTION ECONOMIQUE**

**MOINS DE TEMPS, D'EAU ET D'ENERGIE POUR
LES FEMMES, DONC MOINS DE:**

- **● PARTICIPATION AUX TRAVAUX AGRICOLES**
- **● PRODUCTION VIVRIERE**
- **● HYGIENE DOMESTIQUE**
- **● SOINS AUX ENFANTS**
- **● ACTIVITES REMUNERATRICES**
- **● ACTIVITES SOCIALES ET DE DEVELOPPEMENT**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-3

BUTS DE LA DECENNIE

**AMELIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS**

CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS FIABLES

PRATIQUES SANITAIRES GENERALISEES

**POURSUITE DES EFFORTS POUR FAIRE FACE A
LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE**

**DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DES
RESSOURCES HUMAINES A TOUS LES NIVEAUX**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-4

**MECANISMES MIS EN PLACE PAR L'ONU POUR
LA PARTICIPATION DES FEMMES**

- 1976** **CREATION DE L'INSTRAW**
- 1980** **DECLARATION DE COPENHAGUE
SUR LES FEMMES ET L'EAU**
- 1980** **CREATION DE GROUPES D'ETUDE
SUR LA FORMULATION DE PROJETS,
L'INFORMATION DU PUBLIC ET
L'ECHANGE D'INFORMATIONS**
- 1982** **GROUPE DE TRAVAIL SUR
LES FEMMES**
- 1983** **PROWESS - PNUD**
- 1986-1989** **COURS DE FORMATION DE L'INSTRAW:
"ROLE DES FEMMES DANS L'APPRO-
VISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAI-
NISSEMENT"**
- 1989** **DOCUMENT DU GROUPE DE TRAVAIL**
- 1990** **FIN DE LA DECENNIE**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-5

**IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION
DES FEMMES**

SOUTIEN AU PROJET

CONTRIBUTION PHYSIQUE

CONNAISSANCES PRATIQUES

**COÛTS DE CONSTRUCTION ET D'ENTRETIEN
MOINDRES**

MEILLEUR FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES

UTILISATION PLUS GENERALISEE ET CONSTANTE



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE 1 – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-6

PROBLEMES ACTUELS

- a. Quantité d'eau insuffisante pour besoins quotidiens; généralement polluée**
- b. Attention insuffisante portée aux femmes qui sont les principales utilisatrices de l'eau**
- c. Femmes exclues de la planification et de la mise en oeuvre**
- d. Informations insuffisantes sur le rôle des femmes en matière d'utilisation de l'eau, d'assainissement et de santé**
- e. Technologies ne prenant pas toujours en considération le contexte socio-culturel et le niveau de savoir-faire**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-6a

PROBLEMES ACTUELS (suite)

- f. Manque de consultation des femmes sur les aspects techniques conduisant à des solutions impraticables**
- g. Ignorance des traditions locales des femmes lors de la conception et du choix de l'emplacement des installations**
- h. Mesures insuffisantes prévues pour l'entretien des installations**
- i. Peu ou aucune intégration des services dans les projets sanitaires et d'assainissement**
- j. Rôle des femmes souvent ignoré dans les activités de la communauté**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-7

SOLUTIONS POSSIBLES

**CAPTER LES RESSOURCES HYDRIQUES
DISPONIBLES**

**ENCOURAGER LA PARTICIPATION DE LA
COMMUNAUTE**

FAIRE PRENDRE CONSCIENCE

FORMER

EDUQUER

CHOISIR LES TECHNIQUES APPROPRIEES

PLANIFIER

METTRE EN OEUVRE, EVALUER, ET SURVEILLER



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-8

RESULTATS DE LA DECENNIE

**AMELIORATION DE LA PLANIFICATION
SECTORIELLE**

**EXPANSION DES SERVICES, EN PARTICULIER
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU, DANS TOUTES
LES ZONES MAIS PRINCIPALEMENT DANS LES
ZONES URBAINES**

MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

UTILISATION DE TECHNIQUES APPROPRIEES

**COLLABORATION DE LA COMMUNAUTE LOCALE
A LA PLANIFICATION ET LA GESTION DES PROJETS**

**RECONNAISSANCE DU ROLE DES FEMMES DANS
LA PLANIFICATION, L'ENTRETIEN ET LA GESTION**

**APPROCHES INNOVATRICES DANS LE RECOUVRE-
MENT DES INVESTISSEMENTS**

**COMPLEMENTARITE DE L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU, DE L'EDUCATION SANITAIRE ET DE
L'HYGIENE**

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVE



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9

PRINCIPAUX PROBLEMES DES ANNEES 90

**AMELIORER L'ENTRETIEN ET EN ABAISSER
LES COUTS**

**FAIRE PREUVE DE PLUS DE SOUPLESSE
AU NIVEAU DES TECHNIQUES ET DES SERVICES**

DECENTRALISER LA PRISE DE DECISION

**UTILISER DES METHODES PARTICIPATIVES EN
TRAVAILLANT AVEC LES POPULATIONS**

ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES FEMMES

**UTILISER LES SYSTEMES LOCAUX DE
FINANCEMENT**

**REDUIRE LES ECARTS EN MATIERE
D'ASSAINISSEMENT**

**APPLIQUER DES METHODES PLUS EFFICACES
D'EDUCATION SANITAIRE**



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

5.2 TRANSPARENTS

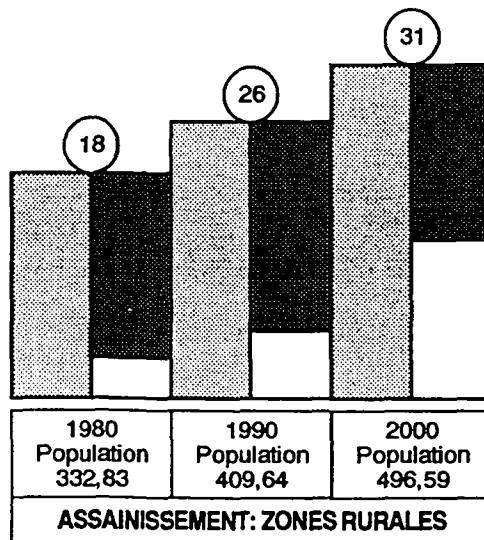
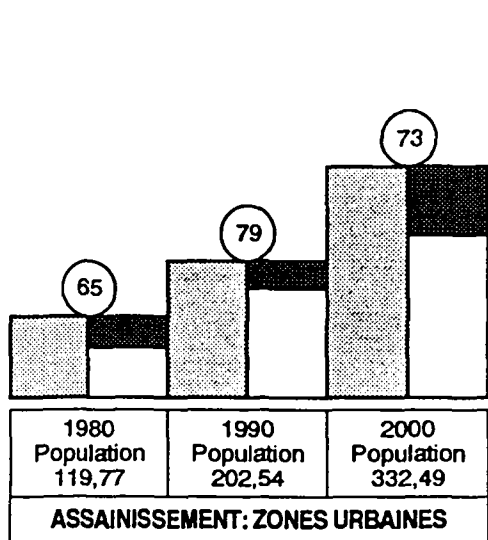
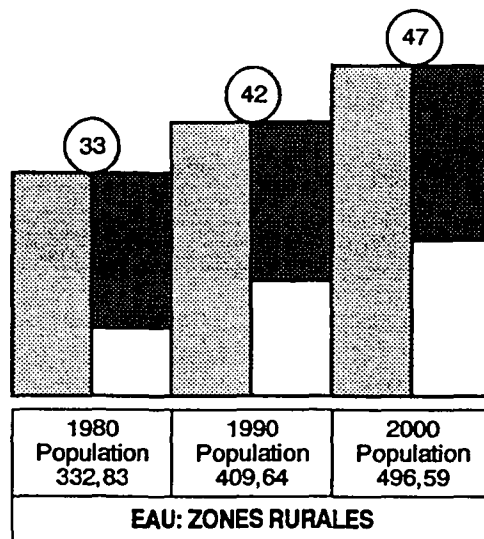
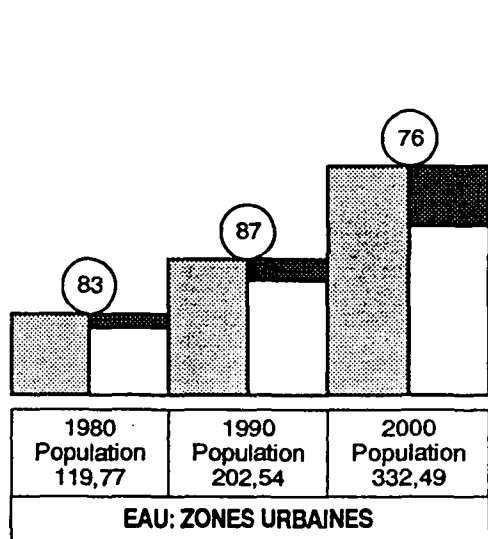
Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9a

APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT PAR REGION, 1980-1990, PREVISIONS POUR L'AN 2000 AU RYTHME ACTUEL DES TRAVAUX

AFRIQUE

(Population en millions)



Population

Couverture

Population desservie

Population non desservie



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

5.2 TRANSPARENTS

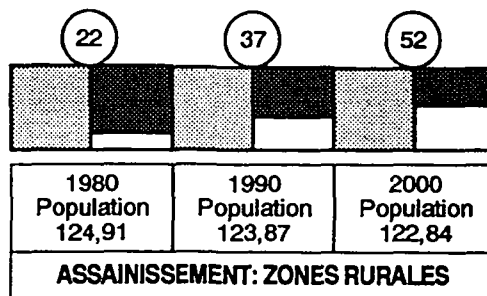
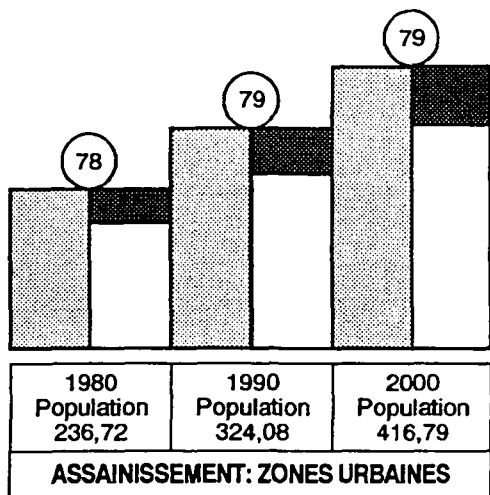
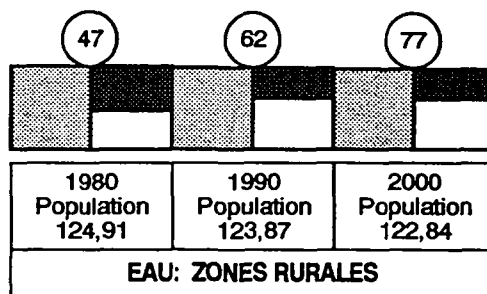
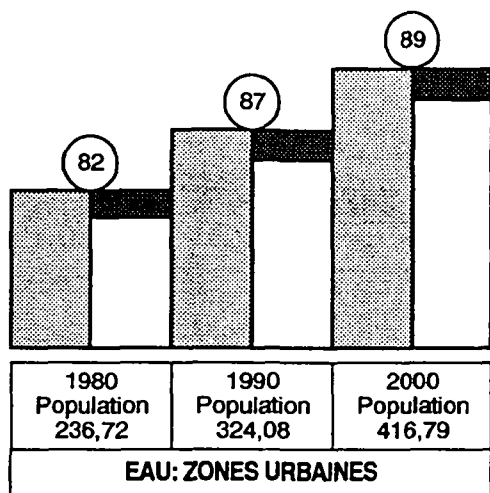
Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9b

APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT PAR REGION, 1980-1990, PREVISIONS POUR L'AN 2000 AU RYTHME ACTUEL DES TRAVAUX

AMERIQUE LATINE et CARAIBES

(Population en millions)



Population

Couverture

Population desservie

Population non desservie



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCB

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

5.2 TRANSPARENTS

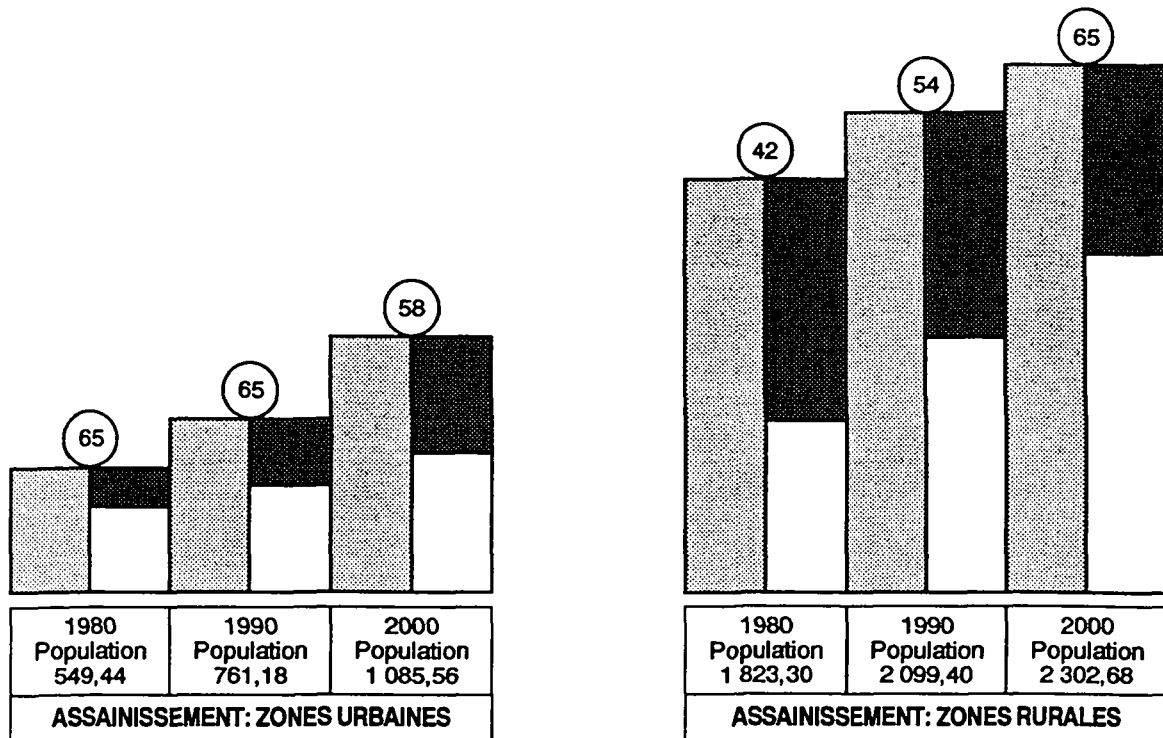
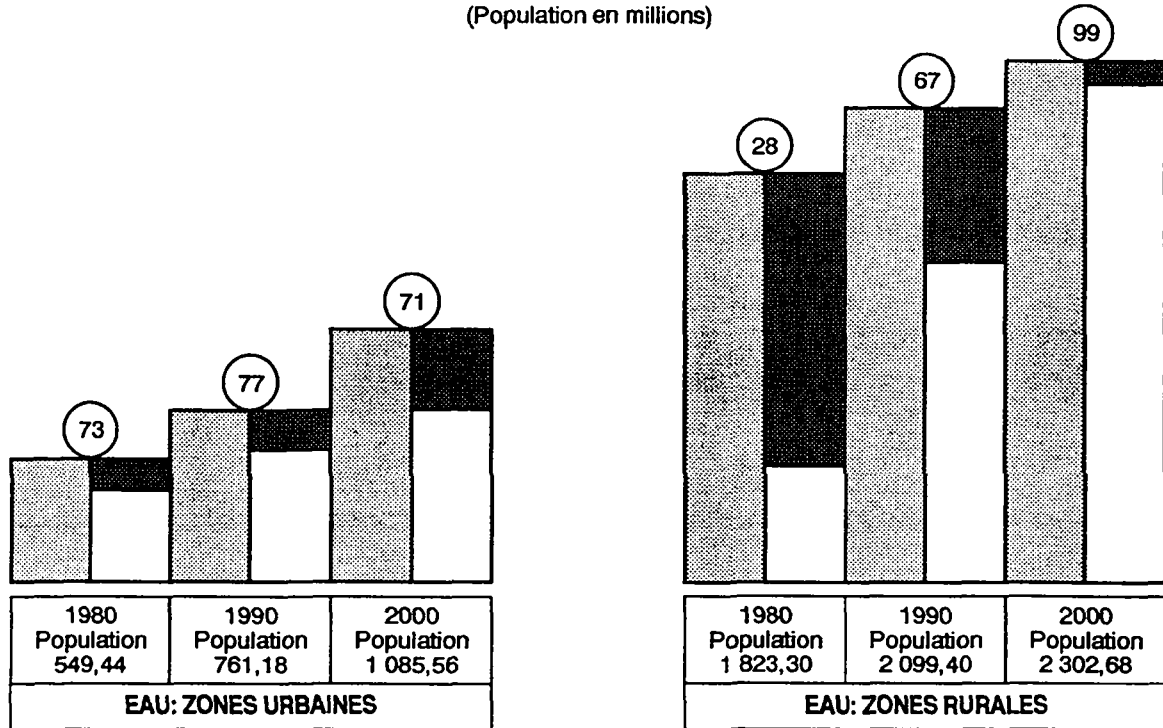
Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9c

APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT PAR REGION, 1980-1990, PREVISIONS POUR L'AN 2000 AU RYTHME ACTUEL DES TRAVAUX

ASIE et le PACIFIQUE

(Population en millions)



Population Couverture
 Population desservie Population non desservie



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCDC

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

5.2 TRANSPARENTS

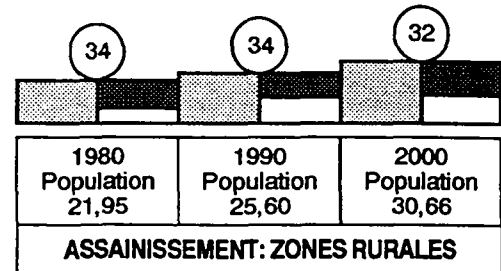
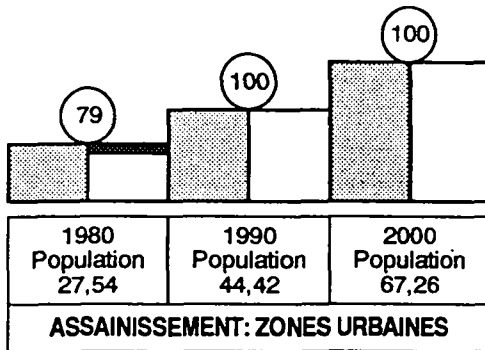
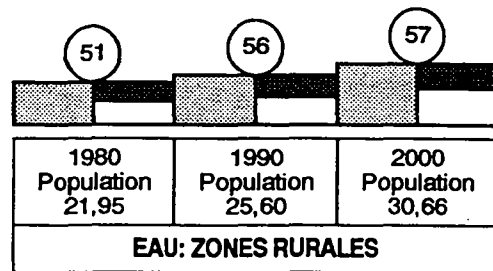
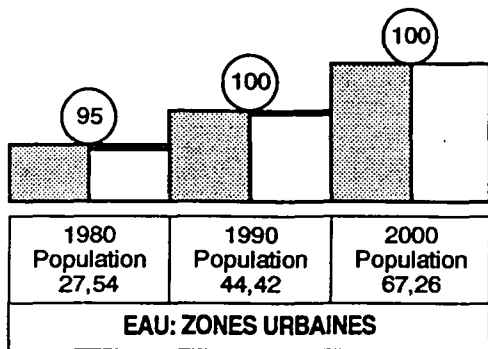
Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9d

APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT PAR REGION, 1980-1990, PREVISIONS POUR L'AN 2000 AU RYTHME ACTUEL DES TRAVAUX

ASIE OCCIDENTALE

(Population en millions)



Population Couverture
 Population desservie Population non desservie

Source: Conseil économique et social des Nations Unies 1989. Résultats de la Décennie 1981-1990. Rapport du Secrétaire général, 13 juillet.



CENTRE DE TURIN



ONU INSTRAW



ONU DTCB

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA

5.2 TRANSPARENTS

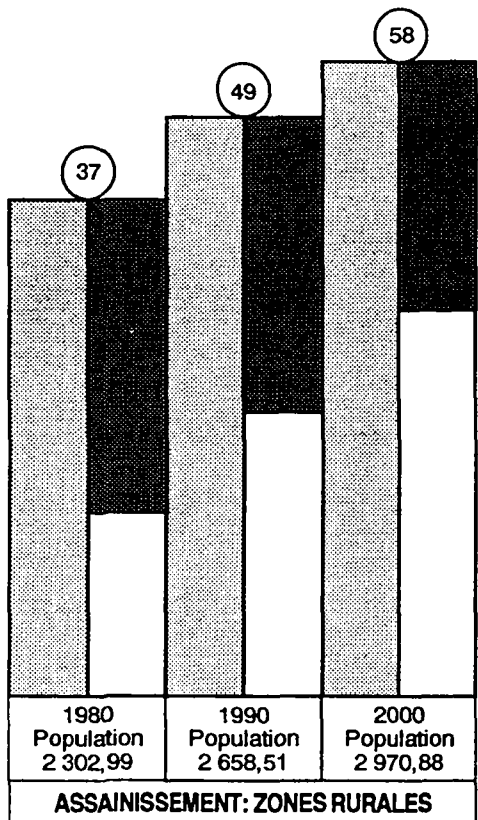
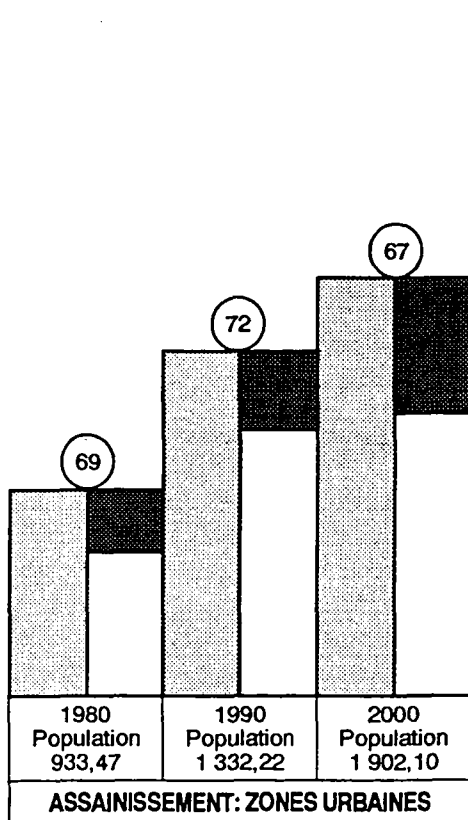
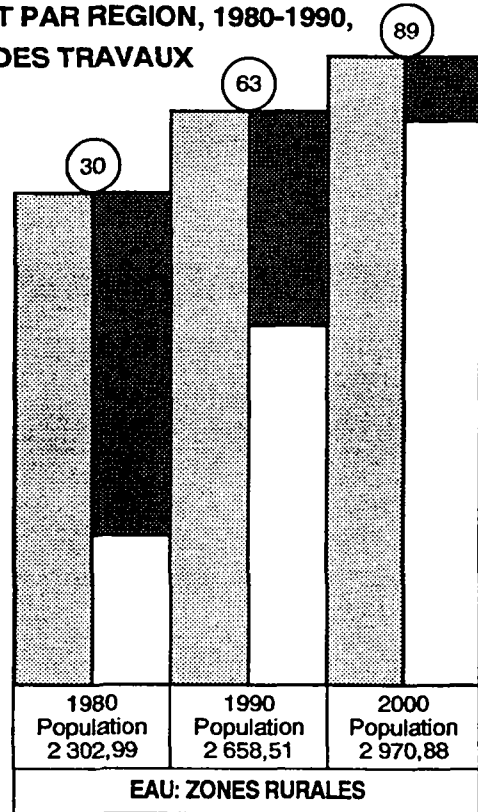
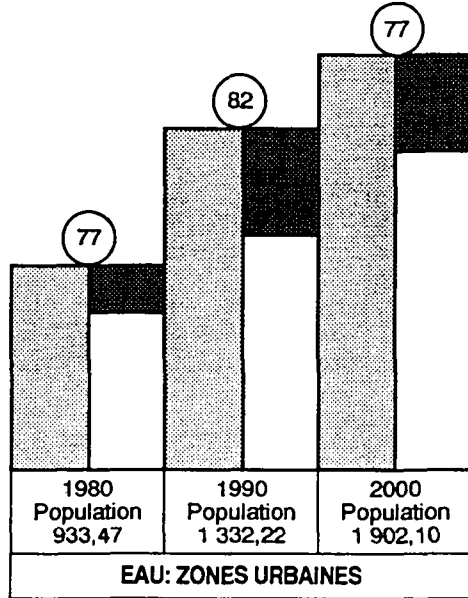
Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-9e

APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT PAR REGION, 1980-1990, PREVISIONS POUR L'AN 2000 AU RYTHME ACTUEL DES TRAVAUX

TOTAL GENERAL

(Population en millions)



Population
 Couverture
 Population desservie
 Population non desservie

Source: Conseil économique et social des Nations Unies 1989. Résultats de la Décennie 1981-1990.

Rapport du Secrétaire général, 13 juillet.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I – DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-10

CADRE DE COOPERATION GLOBALE

A. AU NIVEAU NATIONAL

- **• ROLE DE COORDINATION DU
REPRESENTANT RESIDENT DU PNUD**
- **• REUNIONS PERIODIQUES AU NIVEAU
NATIONAL**

B. AU NIVEAU REGIONAL

- **• GROUPES DE TRAVAIL PNUD-BANQUE
MONDIALE SUR L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**
- **• CONSULTATIONS SUR DES SUJETS
SPECIFIQUES**

C. AU NIVEAU GLOBAL

- **• CONSEIL DE COLLABORATION POUR
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET
L'ASSAINISSEMENT**
- **• REUNIONS DE CONSULTATION TOUS LES
CINQ ANS**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE I - DECENNIE INTERNATIONALE DE
L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET AU-DELA**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WI-11

RENFORCER LA PARTICIPATION DES FEMMES

TROIS MESURES PRINCIPALES SONT RECOMMANDÉES:

- **PARTICIPATION DES FEMMES DANS TOUTES LES ÉQUIPES CHARGÉES DE LA PRÉPARATION DES PROJETS**
- **IDENTIFICATION PRÉCOCE DES ORGANISATIONS ENCOURAGEANT LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS ET DES FEMMES**
- **PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR TOUTES LES QUESTIONS NON TECHNIQUES, COMME LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS ET DES FEMMES**

MODULE II

**PARTICIPATION DES FEMMES A LA
PLANIFICATION, AU CHOIX DES
TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES
PROJETS DURABLES
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET
D'ASSAINISSEMENT**

| | | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | <i>AVANT-PROPOS</i> | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | | 1/62 |

Les présents modules de formation, qui composent la trousse de formation sur le **"Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement"**, sont le résultat d'une mise à jour des modules préparés en 1986 par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie.

Cette version est le fruit d'une collaboration étroite entre l'INSTRAW, le Centre international de formation de l'OIT à Turin et le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies (DCTD/ONU), par l'intermédiaire de son Groupe d'étude sur le Développement des femmes. La production de la trousse de formation a été financée par le DCTD/ONU.

Le groupe d'étude du DCTD/ONU a été créé en 1982 et est le plus ancien organisme de ce genre existant au sein du système des Nations Unies. Il fait fond sur l'expérience et les compétences des principaux secteurs du Département: ressources naturelles et énergie; planification du développement; statistiques; administration publique; démographie; développement social. Il a pour principal objectif de promouvoir l'intégration des femmes dans tous les aspects du développement. La publication de ces modules tend à contribuer à la réalisation de cet objectif.

La trousse de formation a été mise à jour par le Centre international d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Centre international de références, qui a son siège aux Pays-Bas, à la Haye. Elle a été révisée au sein du DCTD/ONU par Mme Dunja PASTIZZI-FERENCIC, directeur de la Division des ressources naturelles et de l'énergie, M. Kenneth EDWARDS, Mme Margaret HOWARD et Mme Marcia BREWSTER, respectivement chef du service et responsables des programmes du Service des ressources en eau. Elle a été complétée et la touche finale a été apportée par Mme Borjana BULAJICH, responsable des affaires sociales à l'INSTRAW.

Le matériel audiovisuel d'appui a été réalisé au Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, par Mme Adelina GUASTAVI, chef de programme, avec la collaboration du Secteur de production de moyens audiovisuels. Les travaux étaient dirigés par M. Giulio PIVA, chef des Opérations de formation.

L'équipe témoigne sa gratitude à Mme Lilian MORO qui a mis l'ensemble du texte sur ordinateur et à Mme Denise ZOCCOLA, pour la qualité de la présentation finale de la publication.

| | | | | | |
|------------------------|----------------|-------------|--|-----------------------------|------|
| OIT CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>STRUCTURE DES MODULES</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 2/62 |

Les modules contiennent toutes les informations, les exemples, les exercices, le matériel audiovisuel et les contrôles nécessaires pour que:

- le **formateur** puisse donner une leçon ou diriger des activités de formation;
- l'**élève** puisse analyser, renforcer et appliquer les concepts théoriques appris pendant les sessions de formation;
- le **professionnel** puisse l'utiliser comme matériel de référence afin d'améliorer ses connaissances et ses qualifications en matière d'intégration efficace des femmes dans les programmes et projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Afin d'accélérer l'apprentissage et d'en améliorer l'efficacité, ce qui contribue à fortement motiver l'utilisateur, les modules ne contiennent que les informations et les activités considérées comme essentielles pour atteindre les objectifs de la formation. Des textes de lecture complémentaire ont été insérés pour les utilisateurs qui souhaitent approfondir certains aspects présentés dans le module.

Du point de vue pédagogique, le module est composé de cinq éléments, indiqués à la page suivante, qui peuvent être facilement adaptés aux besoins du formateur et de l'élève.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

STRUCTURE DU MODULE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

3/62

1. DOCUMENTS D'ENTREE

- 1.1 Groupes cibles
- 1.2 Objectifs

2. CORPS DU MODULE

- 2.1 Table des matières
- 2.2 Texte
- 2.3 Lecture complémentaire
- 2.4 Bibliographie

3. DOCUMENTS DE SORTIE

- 3.1 Listes des questions pour le travail en groupe
- 3.2 Questionnaire d'évaluation




4. GUIDE DU FORMATEUR

- 4.1 Liste du matériel didactique
- 4.2 Plan de leçon
- 4.3 Formulaire d'évaluation du module du formateur

5. MATERIEL AUDIO ET VISUEL

- 5.1 Liste du matériel audiovisuel d'appui
- 5.2 Transparents

Le formateur utilisera les cinq parties indiquées ci-dessus, tandis que l'élève ne disposera que du matériel inclus dans les trois premières parties.

| | | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------------|------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN ONU INSTRAW ONU DTCD | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>1.1 GROUPES CIBLES</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 4/62 |

- Les hauts fonctionnaires des ministères de l'Education, de la Santé, de la Planification, des Questions sociales, ou des Affaires intérieures;
- les planificateurs du développement et les autorités provinciales et locales responsables des projets et des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- les ingénieurs chargés de la conception et de l'exécution de ces projets;
- les représentants des organisations non gouvernementales, en particulier les organisations féminines, qui jouent un rôle actif dans ces programmes et projets;
- les enseignants et les cadres d'instituts nationaux de formation chargés de préparer le personnel participant à ces projets et programmes dans des domaines tels que les techniques d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'éducation sanitaire, le développement des communautés, les programmes destinés aux femmes.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

1.2 OBJECTIFS DU MODULE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

5/62

OBJECTIF GENERAL

Connaître et sélectionner les mécanismes destinés à faire participer les femmes à la planification, au choix des techniques et à la mise en oeuvre de projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Mettre les personnes qui utilisent ces modules en mesure de:

- choisir, en fonction des cultures locales, les méthodes à appliquer pour faire participer les femmes à la planification et à l'exécution de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- choisir, en fonction du type de projet et de ses objectifs, les méthodes à appliquer pour obtenir la participation des femmes;
- rechercher le moyen d'intensifier la participation des femmes aux activités des projets et des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

2.1 TABLE DES MATIERES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

6/62

Page

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | <i>PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT - ACTION AU NIVEAU NATIONAL</i> | 7 |
| 1.1 | <i>Introduction</i> | 7 |
| 1.2 | <i>Rôle des femmes dans l'effort de développement</i> | 8 |
| 1.3 | <i>Rôle des ingénieurs et des planificateurs du développement</i> | 9 |
| 1.4 | <i>Rôle des organisations féminines</i> | 10 |
| 1.5 | <i>Activités visant à étendre la couverture des services</i> | 12 |
| 2. | <i>POSSIBILITES DE PARTICIPATION DES FEMMES</i> | 13 |
| 2.1 | <i>Position des femmes</i> | 13 |
| 2.2 | <i>Types de projets</i> | 16 |
| 3. | <i>PREPARATION DU PROJET</i> | 20 |
| 3.1 | <i>Participation des femmes aux études de faisabilité</i> | 22 |
| 3.2 | <i>Planification préliminaire du sujet</i> | 27 |
| 3.3 | <i>Projets pilotes et de démonstration; l'approche programmée</i> | 28 |
| 4. | <i>EXECUTION DU PROJET</i> | 31 |
| 4.1 | <i>Participation des femmes au choix des techniques et du niveau des services</i> | 32 |
| 4.2 | <i>Conception et emplacement des installations</i> | 34 |
| 4.3 | <i>Choix des systèmes locaux d'entretien, de gestion et de financement</i> | 36 |
| 4.4 | <i>Rôle des femmes dans les travaux de construction</i> | 41 |

| | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 <i>TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 7/62 |

1. *PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT - ACTION AU NIVEAU NATIONAL*

1.1 *Introduction*

Etant donné la nature plurisectorielle des activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement faisant appel à la participation des femmes, il est indispensable d'établir une **coordination rigoureuse** entre les **organismes nationaux** et les **pouvoirs publics** concernés par les programmes d'approvisionnement en eau, d'hygiène, d'assainissement, d'agriculture et de développement rural, les établissements de formation et d'enseignement, et les organisations internationales. Par ailleurs, il convient d'établir au niveau national des organismes spéciaux chargés de coordonner les activités des ministères responsables et celles des organisations féminines.

S'il est maintenant reconnu que les femmes jouent un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, **on sait moins comment s'y prendre pour obtenir leur concours**. La nature et la portée de leur participation ainsi que ses avantages doivent être clairement compris avant de décider des mesures à prendre.

C'est parce qu'elles jouent un grand rôle dans l'utilisation de l'eau et que leur influence est primordiale sur les habitudes d'hygiène de leur famille que les femmes peuvent **contribuer** dans une grande mesure à **améliorer la planification, le fonctionnement et l'utilisation** des nouvelles installations, surtout si on leur donne la formation et le soutien nécessaires.

Les questions qui se présentent immédiatement à l'esprit sont les suivantes:

- 1) **Comment entrer en rapport avec elles, quelle formation et quel soutien leur apporter?** Il convient de se reporter dans toute la mesure du possible à l'expérience acquise dans les pays dans ces domaines.
- 2) **Comment obtenir leur participation?** Quelles sont les raisons de leur motivation? Comment procéder et dans quelles circonstances?
- 3) **Quels changements observe-t-on** lorsque les femmes ne sont pas considérées simplement comme des ouvrières et des bénéficiaires mais **sont invitées à participer à la prise de décision?**
- 4) **Quelles méthodes de formation s'avèrent utiles** pour les préparer à leur nouveau rôle?

| | | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 8/62 |

1.2 Rôle des femmes dans l'effort de développement

Les stratégies à appliquer concernant la participation des femmes doivent être fondées sur le principe que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, comme d'autres secteurs socio-économiques, forment **partie intégrante de l'ensemble du processus de développement**. De meilleures installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement apportent de multiples avantages directs: elles contribuent à alléger la corvée de la collecte de l'eau, à améliorer la santé, l'alimentation et les réserves alimentaires, et à protéger l'environnement. A cela s'ajoutent des bénéfices économiques et sociaux indirects comme l'accroissement de la production, des revenus et un meilleur niveau de vie.

Les femmes sont plus qu'un groupe cible. Elles sont **des partenaires actives** qui peuvent susciter de nouvelles idées en matière de politique, mobiliser la main-d'oeuvre, fournir des ressources et faire connaître et utiliser les innovations. Leur participation, en particulier **aux stades de la planification, de la conception, du fonctionnement et de l'entretien et dans les programmes complémentaires d'éducation sanitaire, accroît l'efficacité des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement** et contribue à la réalisation de leurs objectifs qui sont un meilleur approvisionnement quantitatif et qualitatif en eau et une meilleure situation sanitaire. En outre, leur collaboration relève leur statut et leur rôle dans le développement.

La réussite des activités menées par les pays dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement **dépend essentiellement des efforts concertés et coordonnés au niveau national** des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que des organisations féminines. Bien que la Décennie soit une initiative de la communauté internationale, on n'insistera jamais assez sur le fait que ses objectifs ne peuvent être atteints sans l'engagement des pays. Il en est de même du rôle et de la participation des femmes dans ces activités, qui dépendent d'une prise de position ferme des gouvernements à cet égard.

Au niveau national et international, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les groupements féminins et les institutions internationales ont un rôle primordial à jouer. Trois points doivent être précisés à propos de leur approche à la participation des femmes:

1. Les stratégies visant à encourager la participation des femmes n'exigent pas la création de structures particulières au sein des institutions des Nations Unies ni au niveau national, car la participation des femmes doit former **partie intégrante de l'approche appliquée dans la gestion d'activités durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.**
2. Le rôle des femmes ne doit pas être traité dans les activités et les politiques des organismes gouvernementaux ou des institutions internationales comme une question à part, mais **doit être intégré dans les questions générales de développement des communautés et des pays.**

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 9/62 |

3. **Parler de participation** n'implique pas que les activités doivent être réalisées uniquement par les femmes, mais bien que **les hommes et les femmes doivent travailler de concert.**

1.3 *Rôle des ingénieurs et des planificateurs du développement*

Jusqu'à présent, bon nombre de **pays ont adopté des politiques** visant à encourager la participation des communautés et des femmes et divers exemples concrets illustrent les bénéfices qu'apporte cette collaboration dans le domaine de l'utilisation et de l'entretien des installations locales. **C'est des ingénieurs et des planificateurs du développement, dont l'action est cruciale dans la mise en oeuvre des politiques,** que dépend maintenant dans une grande mesure que celles-ci soient appliquées à grande échelle dans tous les projets, programmes et activités menés sur le terrain. Les organisations féminines peuvent contribuer en apportant leur soutien aux programmes techniques et en préparant leurs cadres à y jouer un rôle de premier plan.

L'INSTRAW et le Groupe d'étude interorganisations sur la femme dans la Décennie soulignent les points suivants:

- **Les gouvernements et les organismes extérieurs d'assistance doivent s'engager sans ambiguïté à adopter des politiques visant à encourager la participation des femmes dans les activités de développement au niveau des communautés,** en particulier dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et à allouer les fonds nécessaires à la réalisation de ces politiques. Lors de l'évaluation des projets, il convient d'examiner dans quelle mesure ces politiques sont réellement appliquées: objectifs atteints, personnel mis à disposition, activités entreprises, fonds alloués et résultats obtenus.
- **Pour préparer la participation des femmes à la planification, l'exécution et la gestion des projets, tous les membres de l'équipe doivent en comprendre l'importance et la soutenir et l'un d'eux au moins doit avoir une bonne expérience et la formation nécessaire en matière de participation des femmes aux activités d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.** La question de la participation des femmes doit être intégrée dans tous les chapitres du document du projet et ne pas être reléguée dans un chapitre ou une section séparée.
- Il convient de sélectionner, en même temps que **les organismes techniques, les organisations pouvant contribuer à faire participer les femmes aux projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'enseignement de l'hygiène; ces deux types d'organismes doivent prendre une part active à la préparation de ces projets, dont les budgets doivent préciser la durée, les coûts et le personnel requis pour obtenir la pleine participation des femmes et des hommes des communautés locales.**
- Les leçons que l'on peut tirer des projets sur le terrain montrent qu'il convient de **ne pas se limiter uniquement à des objectifs à court terme,** normalement formulés en termes quantitatifs (nombre de bénéficiaires, nombre de latrines, etc), et à **long terme, formulés en termes qualitatifs** (amélioration du bien-être, de la qualité de la

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|-------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 10/62 |

vie et de l'état sanitaire), mais qu'il est préférable de transformer ces derniers en objectifs à moyen terme mesurables, portant principalement sur les points suivants:

- créer des **installations** d'approvisionnement en eau et d'assainissement appropriées et qui fonctionnent bien: **quantité** et **qualité** de l'eau et des latrines, et **accessibilité** des points d'eau;
- obtenir que **les installations améliorées soient employées** régulièrement et proprement par tous les habitants, **sans conséquence négative sur les ressources hydriques** et sur **l'environnement**;
- **renforcer les capacités des personnes et des institutions** concernées pour les mettre en mesure de **préserver les améliorations apportées par le projet**;
- renforcer les capacités des institutions et des personnes afin que les organismes d'assistance et d'autres communautés puissent appliquer le même projet avec leurs propres ressources et leur propre savoir-faire;
- **Lors de l'exécution du projet, inclure parmi les tâches de tout le personnel, aussi bien technique que social et sanitaire, celle de faire participer les femmes et les hommes à la planification, à la conception et à la gestion des points d'eau, et le cas échéant, des réseaux, ainsi qu'aux programmes d'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène dans les communautés. Tous devraient avoir reçu une formation dans les méthodes de travail participatives, en particulier dans les techniques adaptées à la culture locale, servant à encourager la participation des femmes à la planification, la prise de décision et la gestion locales. Un suivi régulier et une évaluation interne de l'expérience acquise et des résultats obtenus devraient faire normalement partie de la gestion des projets.**

1.4 *Rôle des organisations féminines*

Au niveau national, les organisations féminines pourraient réaliser, dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les activités suivantes:

a) Exécution des projets:

- Lancer des **campagnes** afin de demander une plus grande **intervention du gouvernement** dans les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- **participer avec le gouvernement à la planification de ces programmes**, à leur exécution et à leur évaluation, et veiller à ce que les besoins des femmes et leur participation soient dûment pris en considération;
- faire connaître les buts et les activités du programme national. Collaborer avec **les organismes gouvernementaux et les autres institutions concernées**, comme les organisations non gouvernementales, pour les études sur le terrain, les études de faisabilité et les opérations pilotes;
- **établir une communication avec les groupements féminins** qui leur sont affiliés, tant au niveau du village qu'au niveau national, pour encourager la participation des femmes au plus grand nombre possible de stades du projet, depuis la planifi-

| | | | | |
|--------------------|----------------|-------------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | <i>2.2 TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 11/62 |

ation, la détermination des problèmes, le choix des priorités, l'allocation des ressources, la mise en oeuvre, jusqu'au suivi et à l'évaluation.

b) Recherche et divulgation

- **Ecrire** des notes et des articles sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, dans les bulletins et les publications **des organisations féminines**; préparer **de courts interviews** de politiciens, de personnalités du monde du cinéma, d'enseignants et d'enfants;
- préparer **des études de cas** sur la participation des femmes dans les projets durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- **rassembler les données** qui permettront de donner **une image correcte des besoins** et des capacités des femmes en vue d'une planification correcte d'activités telles que la culture vivrière, l'élevage, le transport et le stockage de l'eau, les techniques ménagères et les soins de santé primaires;
- organiser ou soutenir les recherches menées sur les problèmes des femmes dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, par exemple:
 - quel est l'impact des programmes sur l'emploi du temps, l'énergie et la santé des femmes?
 - quelles sont les habitudes et les coutumes des femmes en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement?
 - à quels obstacles les femmes se heurtent-elles lorsqu'elles veulent introduire des changements?

c) Appui aux améliorations internes

- **Encourager et aider, dans les communautés, les groupements féminins** traditionnels de coopération ou d'assistance mutuelle à développer leurs activités, par exemple en protégeant les points d'eau de la contamination, en contribuant à l'entretien et à la réparation des puits et des pompes, en organisant des campagnes destinées à récolter des fonds.

En ce qui concerne l'exécution des projets et le choix des techniques, les **organisations féminines locales** pourraient se charger des tâches suivantes (INSTRAW/BIT, 1988):

- **Organiser des rencontres avant la mise en application des techniques**, afin de veiller à ce que leur choix soit correct et convienne aux femmes, compte tenu du contexte économique et socio-culturel et de l'environnement local.
- **Consulter les organismes techniques et les femmes** de la communauté pour assurer que:
 - la **conception technique** soit **appropriée** aux femmes;
 - les **installations respectent le besoin d'intimité** et les coutumes;
 - les **femmes puissent réparer les installations**;
 - les femmes aient les **moyens pécuniaires nécessaires pour assurer l'entretien**.
- Contribuer à la prise de décision **en fournissant des informations sur**:
 - les **emplacements** qui sont commodes pour les femmes;

| | | | | | |
|--|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|-------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCB | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 12/62 |

- les moments d'utilisation des installations en fonction des horaires de travail des femmes;
- les techniques les plus appropriées, qui soient faciles à utiliser.
- Encourager les femmes à prendre part à la mise en oeuvre du projet en:
 - aidant à recruter des cadres, des techniciens, des professeurs d'hygiène, des formateurs et des divulgateurs qui soient des femmes;
 - préparant une liste des groupements féminins locaux dont les activités se déroulent près de l'emplacement du projet;
 - établissant une liste des femmes désireuses de suivre des cours de formation;
 - encourageant les activités des organisations féminines locales qui contribuent à améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement, en leur fournissant des fonds, des équipements, un appui technique et des informations;
 - organisant des campagnes de récolte de fonds.

1.5 Activités visant à étendre la couverture des services

Etant donné le nombre élevé de communautés non desservies, beaucoup de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont mis l'accent sur la construction d'installations nouvelles. Le but politique poursuivi était de desservir autant d'habitants que possible dans le cadre du budget et des critères de développement nationaux. Dans bien des régions, afin de réduire les frais de construction de l'organisme d'assistance, la participation des collectivités a été limitée au travail volontaire requis pour le creusement de tranchées. Cependant, malgré la priorité donnée à la construction, nombre de collectivités ne sont toujours pas desservies.

Leur nombre est probablement plus élevé que prévu à l'origine car il a fallu entre-temps améliorer l'entretien des systèmes existants. Pour atteindre une couverture totale, les gouvernements et les organismes d'assistance devront envisager des programmes destinés à aider les communautés et les familles non desservies à améliorer par des solutions simples leurs conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Une étude réalisée dans un village du nord de la Tanzanie montre que ces solutions peuvent être tout à fait rentables.

Les femmes et les enfants de ce village transportaient au total chaque année plus de 150 000 litres d'eau sur une distance de près d'un kilomètre et demi; on pouvait estimer le prix du litre à 5 cents le litre. Des calculs ont montré que l'achat d'une charrette tirée par des boeufs et capable de transporter un tonneau de 200 litres abaisserait ce coût de plus de la moitié. Cette économie a permis de couvrir tant le prix d'achat de la charrette que le coût de son utilisation, avec l'avantage supplémentaire que la communauté disposait de plus grandes quantités d'eau (McPherson, George et Jackson, Dudley, 1975. Techniques villageoises pour le développement rural. Revue internationale du travail, 3, 2, 97-114).

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|-------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 2.2 <i>TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 13/62 |

L'étude des résultats de la Décennie effectuée par l'OMS révèle que divers pays ont modifié leurs objectifs en fonction de ceux de la Décennie. Leurs planificateurs devraient étudier la possibilité de faire appel aux organisations féminines pour les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Avec un soutien pratique approprié, ces organisations, comme celles du Kenya qui réunissent au bas mot cinq mille groupements volontaires de femmes, seraient à même de mobiliser l'intérêt des communautés. En apportant une aide extérieure aux actions locales d'auto-amélioration des communautés, on réussirait, avec les ressources disponibles, à étendre de façon substantielle la couverture des services dans les zones non encore desservies.

L'intérêt de faire participer les femmes et les organisations féminines est particulièrement évident dans les zones urbaines pauvres. La population des villes s'accroît beaucoup plus rapidement que celle des campagnes, laquelle, dans certaines régions, pourrait atteindre le taux de croissance zéro d'ici vingt-cinq ans. Par contre, l'expansion démographique se poursuivra dans les villes et on prévoit que 45 villes au lieu de 16 actuellement dépasseront les 5 millions d'habitants, dont la moitié vivront dans des bidonvilles. On peut donc s'attendre à ce que la participation des femmes et des organisations féminines dans les zones urbaines densément peuplées soit de plus en plus nécessaire et recherchée.

2. POSSIBILITES DE PARTICIPATION DES FEMMES

Dans le premier module, on expliquait combien le travail des femmes et leur participation aux décisions et aux responsabilités étaient importantes pour assurer la réussite durable des projets d'approvisionnement en eau et de l'assainissement. C'est aux stades de la préparation et de la planification que se joue l'avenir des projets et c'est à ces stades que la participation des femmes est de première importance.

2.1 Position des femmes

Si on le souhaite réellement, il est toujours possible de faire participer les femmes aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Cependant, la situation variant d'une communauté à l'autre, **il n'existe pas de méthode unique et universelle pour obtenir leur participation**. Il faut commencer par découvrir quel est le statut des femmes dans les communautés d'une région donnée. Les approches à appliquer varient en fait en fonction des conditions dans lesquelles elles vivent. **A cet égard, on peut dégager quatre grandes catégories de sociétés** (Elmendorf, Mary et Ma Yangshent, 1984. Aperçu des pratiques de terrain. Groupe d'étude interorganisations sur les femmes. New York, UNICEF):

- a) **Une société où les femmes sont activement engagées dans la production économique.** Les femmes y sont libres de participer à la vie communautaire. Elles sont organisées en groupements ou en associations, qui toutefois n'incluent pas toujours les femmes



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

14/62




pauvres. Dans ces sociétés, il est habituellement possible de faire participer les femmes directement aux activités de planification et de prise de décision locales.

Le projet d'approvisionnement en eau dans la zone rurale de Surigao, aux Philippines, est un bon exemple de participation des femmes à la planification et à l'exécution d'un projet. A Surigao City, elles sont organisées en Clubs des mères, placés sous la supervision du Bureau de la santé de la ville. Ces Clubs s'occupent activement de soins de santé primaires et d'activités rémunératrices. Afin d'alléger la tâche des femmes, qui devaient marcher de trois à cinq kilomètres dans la montagne pour aller chercher l'eau, les Clubs ont demandé à l'administration communale que l'on construise un système d'adduction par gravité afin d'alimenter les villages en eau. L'administration communale répondit favorablement à leur requête et un projet fut mis au point. Les Clubs des mères travaillèrent avec l'équipe technique à la réalisation des études de faisabilité, à la conception du système et à sa construction. Leur participation permit de réduire les frais de plus de quatorze pour cent et d'étendre la couverture des services. Une fois l'eau assurée, les Clubs s'occupèrent de l'assainissement en construisant des latrines, en organisant l'enlèvement des ordures et en encourageant l'hygiène personnelle et des habitations. Le résultat fut une nette amélioration de l'état sanitaire du village (Glasgow, Muriel, 1983. Le projet d'approvisionnement en eau de Surigao City aux Philippines: un projet lancé par les femmes. Adapté du rapport intérimaire du projet par Awal, A., et Mgalipan, M.A., New York, UNICEF, p.168-169).

- b) **Une société où les tâches des femmes et des hommes sont différentes et où les zones de responsabilité et de contact sont strictement séparées.** Lorsque la séparation entre les femmes et les hommes est pratique habituelle, il est conseillé d'atteindre les unes et les autres par des voies parallèles, comme ce fut le cas en Guinée Bissau.

L'évaluation de la première phase du projet d'installation de pompes manuelles à Buba Tombali, en Guinée Bissau, révéla que les femmes, à cause de leurs nombreuses tâches et de leur style de vie, ne se joignaient pas aux réunions de planification du projet. Il fallut donc modifier les procédures de planification du projet. Lors de l'étude de l'emplacement des puits, la première chose que fit l'équipe du projet fut de contacter les femmes en se rendant sur leurs lieux de travail ou chez elles et de discuter divers points figurant sur une liste. Les informations ainsi recueillies furent résumées dans la langue véhiculaire et discutées lors d'une assemblée générale du village. Cette réunion devait surtout permettre à l'équipe de s'assurer que tous les villageois étaient d'accord avec le choix des sites et avaient bien compris leur rôle dans le projet. Une fois la construction des puits terminée, une deuxième réunion fut organisée avec toutes les femmes du village, au cours de laquelle diverses dispositions furent prises pour la gestion des puits et pour l'organisation d'activités pratiques répondant à leurs besoins, comme la préparation d'un jardin potager près de la pompe, et l'achat de semences et de savon, deux denrées qu'elles ne pouvaient se procurer dans leur village du fait de son isolement (Visscher, Jan Teun et Hofkes, Ebbo, 1982. Le projet de construction de puits de Buba Tombali. Ministère des ressources naturelles, République de Guinée Bissau, ministère des Affaires étrangères, Royaume des Pays-Bas et Centre international de références, La Haye).

- c) **Une société où les femmes n'ont aucun pouvoir apparent de décision, tant chez elles qu'au sein de la communauté.** Dans leur culture, la réclusion constitue un idéal pour les femmes, même pour les plus pauvres. Dans ce cas, il est très difficile d'obtenir leur participation, mais non impossible si l'on adopte une approche correcte. Voici un exemple pris au Pakistan.

| | | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 15/62 |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCB | | | |

Les programmes intégrés d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Pakistan, exécutés entre 1981 et 1986 au Azad Jammu et au Cachemire, prévoyaient de former des animateurs dont la tâche consistait à motiver et à encourager les villageois à construire des latrines. Etant donné que la séparation entre femmes et hommes était rigoureusement observée dans les villages, les autorités estimèrent nécessaire de former des femmes en même temps que des hommes au travail d'animateur. C'était la première fois que le gouvernement local et le département du développement rural cherchait à recruter des femmes. Des 44 animateurs formés en 1982, 8 étaient des femmes. Une évaluation effectuée en 1984 montra que les animatrices, compte tenu du milieu social, de l'environnement et des difficultés d'organisation, réalisaient un travail remarquable. L'une d'elles expliqua que, dans les villages, elles peuvent visiter les foyers plus facilement que les hommes car les femmes ne laissent pas entrer ceux-ci chez elles et ne parlent pas à des inconnus. "J'ai commencé par former un comité de cinq femmes et je leur ai montré comment nettoyer leur maison, brûler les immondices, et je les ai encouragées à construire des latrines. Une fois ces femmes motivées et ayant appris à tenir proprement leur ménage, d'autres villageoises ont suivi leur exemple. Elles encouragent d'autres femmes ainsi que les hommes de leur famille à faire comme elles. Et voilà comment le message de l'assainissement et de l'hygiène se répand de maison en maison et comment tout le village devient propre." (Programme intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Azad Jammu et au Cachemire, assisté par l'UNICEF. Rapport d'évaluation du Gouvernement pakistanais, UNICEF, Islamabad, septembre 1983).

- d) **Une société où un grand nombre de femmes sont chefs de famille, que ce soit temporairement, pendant l'absence des hommes qui ont émigré à la recherche de travail, ou de façon permanente à la suite d'un divorce, d'un veuvage, d'un abandon, etc. Les hommes peuvent rester officiellement chefs de famille mais les femmes exercent une forte influence lors de la prise des décisions et assument souvent la responsabilité de l'exécution d'un projet, comme ce fut le cas au Lesotho.**

Au Lesotho, par suite de la forte émigration des hommes – 50 pour cent d'entre eux travaillent en dehors du pays – un tiers des familles sont dirigées par des femmes. Naturellement ce sont elles qui effectuent la plus grande partie des tâches tant dans leur ménage que dans la communauté, comme installer de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau, creuser des tranchées, mettre des tuyaux, ou transporter des pierres pour construire des réservoirs. Lorsque le gouvernement décida, pour assurer une utilisation correcte et durable des systèmes, de lancer un programme de formation de gardiens des points d'eau et des pompes, il invita les comités de l'eau des villages à choisir les femmes et les hommes à former. De 1981 à 1983, 348 gardiens de l'eau furent formés, dont 115 étaient des femmes. L'une d'entre elles, Matsotang Molibeli, mère de six enfants, suivit un cours de cinq jours sur l'importance de l'approvisionnement en eau potable, sur le fonctionnement d'une pompe et sur les avaries éventuelles. Elle reçut aussi des notions de relations publiques, d'hygiène personnelle, d'assainissement et de protection de l'environnement. Munie d'une boîte à outils, elle s'en retourna dans son village de Matlohelva, pour s'occuper des installations d'eau. Elle était également chargée d'obtenir de ses voisines qu'elles coupent l'herbe autour du point d'eau et qu'elles nettoient le réservoir de distribution et leurs récipients, et de prélever une redevance chaque mois dans toutes les familles pour couvrir l'achat du gasoil servant au fonctionnement de la pompe, l'achat des pièces détachées, leur transport et le salaire du mécanicien. Pendant l'hiver, quand la neige atteint deux ou trois mètres d'épaisseur dans les montagnes, elle veillait à ce que les conduites soient bien couvertes de terre pour éviter qu'elles n'éclatent sous l'effet du gel (Paqui, Hilda, n.d. Lesotho, un jour dans la vie d'une gardienne de l'eau. New York, PNUD).

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 16/62 |

2.2 Types de projets

Outre le type de société à laquelle il faut adapter les moyens utilisés pour obtenir la participation des femmes, le type de projet a lui aussi son importance. Trois facteurs jouent un grand rôle: la dimension du projet, sa nature et le niveau de participation.

a) Dimension du projet

Dans les grands projets destinés à desservir toute une région dans un laps de temps déterminé, il est plus difficile de travailler en rapport étroit avec les hommes et les femmes que dans les petits projets ne s'adressant qu'à une ou quelques petites communautés à la fois. En outre, les grands projets sont généralement exécutés par des organismes extérieurs, par des équipes qui ne restent pas dans la région et qui n'arrivent pas à bien connaître les gens. Il est essentiel de développer dans ces projets les procédures systématiques et validées destinées à obtenir la participation des femmes et des communautés aux projets, de recruter un personnel spécialisé dans cette tâche, de le former à l'utilisation des techniques participatives et aux méthodes appliquées pour faire participer les femmes, de reformuler la description des tâches (le personnel technique devra également travailler d'une façon différente), et d'intégrer les procédures établies en particulier dans les systèmes nationaux de planification, d'exécution et d'entretien des projets.

b) Type d'intervention

La situation est également différente selon qu'il s'agit de construire un réseau d'approvisionnement en eau ou d'assainissement tout à fait nouveau ou d'améliorer ou de moderniser un réseau existant.

Nouveaux réseaux

Ce sont les femmes qui décident si elles vont les utiliser ou si elles vont continuer, du moins une partie du temps, à se rendre aux points d'eau traditionnels, car ceux-ci sont plus proches ou plus discrets, ils sont l'occasion de rencontres, les queues y sont moins longues, l'eau est plus fraîche, plus limpide ou a un meilleur goût, il y en a tout au long de l'année, elle est moins chère, etc. L'utilisation des points d'eau traditionnels non améliorés doit être déconseillée en raison des problèmes inhérents à la qualité de l'eau. Il faut donc inviter les usagers à participer au choix des nouveaux points d'eau et à la conception et à l'essai des installations. Un nouveau réseau devra être avant tout accepté par les femmes car elles ont plus besoin que les hommes d'un endroit sûr et intime, et parce que ce sont elles qui l'entretiendront et le nettoieront et enseigneront à leurs enfants à l'utiliser.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCO

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

17/62

Amélioration des réseaux existants – élargissement de la couverture des systèmes

Les communautés reçoivent une aide croissante pour l'amélioration des équipements existants. Les projets établis dans ce but visent à leur apporter ainsi qu'aux groupes de femmes l'assistance requise pour améliorer les points d'eau ou les installations d'assainissement avec les moyens disponibles sur place. **Lors du choix**, de la conception et de la mise en oeuvre des améliorations, **les communautés ou les groupes de femmes sont secondés par du personnel de terrain dépendant de services nationaux** comme la compagnie des eaux, le ministère de la santé, le service du développement des communautés, les programmes nationaux ou régionaux destinés aux femmes et les organisations non gouvernementales, principalement celles qui s'occupent de la condition féminine.

On peut trouver un exemple de ce genre de projet au Kenya, où les associations de femmes et les groupements religieux ont instauré un fonds de roulement pour aider leurs membres à améliorer la collecte et l'utilisation de l'eau de pluie en installant des gouttières et des réservoirs. Les projets portant sur l'amélioration des pratiques et des installations locales d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont particulièrement intéressants pour les communautés qui ne bénéficient pas de l'assistance de projets de construction du gouvernement, soit parce qu'elles sont trop éloignées ou trop dispersées, que leur niveau de développement est trop bas, ou parce qu'elles ne sont pas encore incluses dans les plans de développement; ils peuvent donc contribuer à fortement accroître la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Amélioration des réseaux existants – Utilisation généralisée

L'amélioration des installations existantes est graduellement intégrée dans les projets de construction d'installations nouvelles, afin d'obtenir une utilisation généralisée et constante des installations tout au long de l'année. Dans de nombreuses régions, il est techniquement ou économiquement impossible d'installer un nombre de points d'eau améliorés suffisant que pour inciter les femmes à abandonner leurs sources saisonnières plus proches. De même, il n'est pas toujours possible ni nécessaire d'installer une latrine dans chaque maison. Divers programmes ont donc commencé à **associer la construction de nouveaux systèmes et de nouvelles latrines avec l'amélioration des points d'eau existants et des méthodes traditionnelles d'évacuation des excréta** afin que les communautés utilisent tout au long de l'année de l'eau salubre et des équipements hygiéniques.

Les femmes sont habituellement responsables des systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Après les dirigeants locaux, ce sont elles qui sont le mieux placées pour donner des conseils quant aux installations à améliorer et à la façon de s'y prendre, et pour en assumer la gestion

| | | | | |
|---------------------|-----------------|--------------|--|-----------------------------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 18/62 |

c) Niveau de participation

Enfin, la situation peut être très différente si c'est la communauté elle-même qui gère l'ensemble du réseau d'approvisionnement en eau et d'assainissement et poursuit l'installation de nouvelles latrines (système géré par la collectivité) ou si cette gestion est assurée par une institution spécialisée (système géré par un organisme d'assistance).




Systemes gérés par un organisme d'assistance

Dans les systèmes gérés par les organismes d'assistance, la participation des usagers se limite généralement à l'adaptation locale de la conception des installations, à un travail de préparation et à un entretien préventif, comme la recherche de points d'eau fiables et acceptés par tous, d'un tracé pour les conduites d'eau, des meilleurs emplacements pour les robinets publics, les pompes manuelles et les latrines, l'entretien des points d'eau et des installations sanitaires, et la signalisation des problèmes. Les gros travaux d'entretien et de gestion des systèmes sont effectués par l'organisme d'assistance.

Le manque de résultats durables donnés par des campagnes massives d'information et de construction obligatoire de latrines décida le gouvernement thaïlandais à changer de politique et à renforcer la capacité des villages à fabriquer et à installer eux-mêmes des réservoirs pour l'eau de pluie et des cuvettes à joints hydrauliques pour les latrines. Les villageois, y compris les agents sanitaires, d'abord tous des hommes auxquels se joignirent plus tard des femmes, suivirent une formation sur la manière de mouler des cuvettes de latrine et des jarres de stockage de l'eau de pluie. Le gouvernement leur donna des moules et un capital de départ pour commencer la production. Les dirigeants locaux reçurent des notions de gestion pour établir un fonds de roulement afin de financer les améliorations. Les villageois purent faire des emprunts sur ce fonds pour installer une latrine ou un réservoir d'eau de pluie et les rembourser, avec de faibles intérêts, après la récolte. Des comités locaux de l'assainissement furent créés et on leur montra comment analyser la situation de l'assainissement et promouvoir la construction de latrines. Les progrès sont contrôlés tous les trois mois. En 15 ans, la couverture des besoins en latrines est passée de 22 à 50 pour cent. Toutefois, leur entretien et leur utilisation ne sont pas encore parfaitement contrôlés et doivent encore être améliorés (CPHE Série no. 1, Francfort, Allemagne, GTZ).

Systemes gérés par la collectivité

Au cours des dernières années, nombre d'organismes nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement décentralisent leur gestion des réseaux et renforcent les capacités des villages afin de leur confier l'entretien, la gestion et le financement des réseaux et l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène. C'est ce qui se passe actuellement en Thaïlande.

| | | | | |
|--|--|---|--|-----------------------------|
|  CENTRE DE TURIN |  ONU INSTRAW |  ONU DTC | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 19/62 |

Les raisons qui conduisent à préférer cette solution sont les suivantes:

- **un fonctionnement plus fiable et une meilleure utilisation des réseaux;**
- **les coûts élevés, et qui ne font qu'augmenter, de l'entretien et de la construction des réseaux d'approvisionnement en eau et des latrines;**
- **la possibilité de desservir un plus grand nombre d'habitants avec le même budget.**

La solution de la gestion par les communautés, si elle est établie et appliquée en coopération avec elles, permet d'assurer un meilleur fonctionnement et un meilleur entretien des installations, à un coût nettement moindre pour les organismes d'assistance. Elle est préférable lorsque les communautés sont très dispersées et que les organismes d'assistance manquent de personnel, de moyens de transport et de fonds pour l'entretien et les réparations.




Au Bénin, la Banque ouest-africaine de développement a constaté que, après avoir consacré à la formation des membres de la communauté et à l'organisation de celle-ci 13 pour cent des investissements totaux prévus pour la construction des installations, le transfert de la responsabilité de l'entretien des pompes manuelles de l'organisme d'assistance à la communauté avait permis de réduire les frais d'entretien de 16 pour cent par an. Une étude effectuée au Mexique de 94 réseaux gérés par la communauté et 46 réseaux gérés par un organisme d'assistance a montré que les premiers fonctionnent généralement mieux et que la moyenne des pannes dans le premier cas était de 27 pour cent contre 49 pour cent dans le deuxième (CIR, 1988. Participation des communautés et des femmes dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La Haye et Paris. CIR/DGIS/OCDE).

Dans la province occidentale du Kenya, en 1984 et 1985, 21 pour cent des réparations de pompes ont été effectuées par des mécaniciens formés sur place et rétribués par les comités des puits. En 1986 et 1987, ces mécaniciens réparaient 45 pour cent des pompes et la part de leur salaire versée par les communautés locales représentait 37 pour cent du coût total des réparations (Kefinco, 1987 Projet conjoint Finlande - Kenya de développement de l'approvisionnement en eau des zones rurales de la province occidentale du Kenya, ministère du Développement du Kenya et ministère des Affaires étrangères de Finlande).

Ces économies permettent de disposer de davantage de fonds et de ressources humaines pour construire des installations dans d'autres communautés non desservies, d'élargir de la sorte la couverture des services et d'améliorer les systèmes complétés. Toutefois, les réseaux gérés par la communauté exigent une bonne organisation, une planification et une formation sérieuses, dont les femmes doivent faire partie intégrante.

Conclusion

On peut affirmer, en conclusion, que la solution consistant à confier aux communautés, auxquelles on aura donné au préalable une formation adéquate, la gestion de

| | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN ONU INSTRAW ONU DTCD | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 <i>TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 20/62 |

leurs systèmes améliorés d'approvisionnement en eau et d'assainissement présente, du moins dans les petites communautés, de grands avantages, particulièrement à moyen et à long terme. Pour cela, il faut **traiter les villageois en partenaires plutôt qu'en bénéficiaires**, et donner aux femmes la possibilité de perfectionner ces systèmes et de les rendre plus conformes à leurs besoins et à leurs possibilités.

Il est relativement facile d'obtenir la participation des femmes dans les petits projets où les rapports entre les communautés et le personnel du projet sont plus étroits et plus durables et dans les contextes culturels où les femmes sont déjà intégrées dans les activités de développement social et économique. Toutefois, comme on peut s'en rendre compte d'après les exemples de projets donnés dans ce module, **il est également possible d'obtenir leur collaboration dans de grands projets et même dans les cultures où elles vivent en recluses**. Il convient pour cela d'appliquer des méthodes particulières, acceptées par les femmes, lesquelles sont d'ailleurs souvent de bonnes conseillères à cet égard.

Outre leur participation dans les grands projets, les femmes et les organisations féminines peuvent également jouer un rôle important **dans les projets d'auto-amélioration de la communauté en vue de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène**. Ces projets sont fréquemment réalisés dans le cadre de programmes destinés aux femmes ou concernant le développement des communautés, l'application des techniques appropriées et les soins de santé primaires; ils peuvent contribuer dans une grande mesure à la fois à élargir la couverture des services en perfectionnant les systèmes traditionnels dans les zones non encore desservies, et à généraliser l'utilisation des installations en améliorant les systèmes traditionnels tout en en construisant de nouveaux.

La participation à la gestion locale est peut-être ici le facteur le plus important de la fourniture de services fiables et acceptés de tous. Toutefois, elle ne peut exister si des bases solides n'ont pas été jetées dans les étapes précédentes des projets, plus particulièrement pendant celles de la préparation et de la planification à l'échelon local. Le prochain chapitre exposera les méthodes permettant d'obtenir la participation des femmes à ces étapes et l'expérience acquise dans ce domaine.

3. *PREPARATION DU PROJET*

On n'insistera jamais assez sur l'importance du choix des techniques appropriées d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Technique appropriée ne signifie pas nécessairement technique simple, mais technique conçue et choisie en fonction des conditions dans lesquelles elle sera appliquée. Divers points sont à considérer:

- conception du réseau
- niveau du service

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-------------------------------------|--------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 21/62 |




- investissement et coûts fixes
- participation de la communauté
- besoins d'entretien et capacités disponibles
- gestion et financement
- impacts socio-économiques et sur la santé.

Le succès de la conception d'un système d'approvisionnement en eau et d'assainissement dépend en fin de compte des usagers. L'idée qu'ils se font des avantages et des inconvénients du nouveau réseau par rapport à l'ancien et aux habitudes prises déterminera l'appui qu'ils apporteront et l'usage qu'ils en feront. Dans le passé, divers systèmes améliorés se sont soldés par un échec car ils ne convenaient pas, étaient trop compliqués ou trop difficiles à utiliser et à entretenir. Dans nombre de pays, les villageois n'ont rien ou pas grand-chose à dire dans le choix des points d'eau, ce qui influe négativement sur la conception du réseau.

On connaît plusieurs cas de refus d'installations améliorées et des responsabilités inhérentes à leur introduction. Ces réactions ne doivent pas être attribuées simplement à un manque d'intérêt, à des barrières culturelles ou au conservatisme typique des classes rurales pauvres, dont les décisions sont **au contraire fréquemment fondées sur la comparaison des coûts et des avantages offerts par le nouveau et l'ancien système.** On peut mieux comprendre ces refus si on les analyse à la lumière des structures locales de prise de décision et de travail et du statut des femmes.

Il a été observé au Sri Lanka que les femmes préfèrent certaines sources pour l'eau de boisson et d'autres pour la lessive ou pour se laver. Ce sont elles qui vident, curent et réparent les puits communs, bien qu'officiellement ces tâches reviennent aux hommes. Le choix de l'emplacement des points d'eau traditionnels, leur utilisation et leur gestion sont fondés sur leurs connaissances pratiques et entourés d'un rituel religieux. Dans le projet d'installation de pompes manuelles, il n'avait été fait aucun cas de ces aspects socio-culturels et les habitants les plus pauvres de la communauté n'avaient pas été desservis. La moitié des pompes furent abandonnées car d'accès difficile ou parce que leur eau avait une saveur désagréable. Les femmes, du fait qu'elles n'avaient pas participé au projet, avaient reporté sur ces pompes leurs rites ancestraux et appliqué les méthodes d'entretien qu'elles emploient habituellement aux points d'eau traditionnels, causant inutilement pannes et blocages. Bien que l'organisation féminine du village fut représentée au conseil local, elle ne faisait pas partie du comité du projet (Kelles-Viitanen, Anita, 1983. L'eau et les puits, symboles de prestige, de puissance et de prospérité dans un village cingalais. Helsinki, Institut des études de développement).

Avant d'introduire une nouvelle technique ou un nouveau système d'entretien, de gestion et de financement, il est primordial de demander l'avis tant des femmes que des hommes de la communauté sur les conditions locales et sur les changements proposés.

| | | | | | |
|--|--|---|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 22/62 |

Dans les grands projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, cela se fait normalement par des études de faisabilité. Auparavant, ces études portaient presque exclusivement sur les aspects techniques et économiques de la construction d'un certain type de réseau, mais actuellement, **elles prennent également en considération sa durabilité, l'utilisation qui en sera faite et l'amélioration de l'hygiène, et par conséquent incluent une analyse des institutions et du comportement.** Les **facteurs étudiés** sont habituellement les suivants (CIR/CRDI, 1988. Pompes manuelles: problèmes et concepts dans les programmes d'approvisionnement en eau des secteurs ruraux. Document technique série 25. La Haye, Centre international de l'eau et de l'assainissement):

- Démographie, conditions socio-économiques et sanitaires des communautés;
- Systèmes existants d'approvisionnement en eau et d'assainissement, leur entretien, leur gestion et leur financement;
- Possibilités d'amélioration et attitudes des habitants;
- Problèmes dus à l'environnement;
- Besoins de formation pour l'application du programme;
- Possibilités de coordination avec d'autres départements et organismes;
- Possibilités de financement des coûts du capital et frais fixes;
- Total des besoins pour les activités techniques, sociales, sanitaires et pour pièces détachées destinées à l'entretien;
- Qualifications existant dans le secteur privé dont il pourrait être tiré profit pour les activités de construction et d'entretien.

3.1 Participation des femmes aux études de faisabilité

La communication et le dialogue sont les deux facteurs essentiels qui permettent d'intéresser les femmes et les hommes de la communauté à la planification du projet. Par des consultations officielles et des rencontres informelles avec un grand nombre de membres de la collectivité et leurs dirigeants, on peut connaître leur attitude, leurs croyances et leurs valeurs culturelles. **Il est préférable de le faire séparément pour les femmes et les hommes, car chacun des deux sexes a des opinions différentes quant à l'importance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.**

Un projet d'approvisionnement en eau, qui peut être prioritaire pour les femmes car elles doivent parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau, n'aura pas la même urgence dans l'esprit des hommes. Il en va de même des installations d'assainissement. Une étude menée au Bangladesh en décembre 1976 révèle que ce sont surtout les femmes qui utilisent les latrines et qui apprécient le plus l'avantage de les avoir près de chez elles. Dans quelques cas, on trouve même deux latrines dans un même ménage, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes. Toutefois, les hommes et les enfants ne les utilisent guère (Les gens, l'eau et l'assainissement, UNICEF, Assignment Children, vol. 45/46, 1979, p.141).

| | | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|-------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 23/62 |




Etant donné la différence de points de vue, il peut être utile que ce soient des femmes qui interviewent les femmes et qui le fassent, si nécessaire, en dehors de la présence des hommes afin que leurs interlocutrices puissent s'exprimer plus librement. Lorsque l'entrevue a lieu dans la famille, ce sont souvent les hommes qui répondent, même sur des sujets dont ils ignorent à peu près tout comme la diarrhée des enfants, les points d'eau et l'utilisation de l'eau, et les femmes, si elles sont présentes, n'osent pas contredire leur mari. Des entrevues séparées avec elles, individuellement ou en groupe, leur offrent l'occasion de s'exprimer plus librement et permettent aux responsables des projets de connaître leurs besoins réels et l'étendue de leurs connaissances.

a) Entrevues avec les femmes: quelques conseils

Lors d'entrevues avec des femmes, bénéficiant déjà ou devant bientôt bénéficier d'un projet, quelques lignes directrices de conduite doivent être respectées, dont certaines sont bien connues. **Il est évident qu'une femme pourra obtenir plus facilement la confiance** et des informations de ses interlocutrices qu'un homme, en particulier dans les régions où les femmes ont peu de contact avec des hommes n'appartenant pas à leur famille. L'âge, la catégorie sociale et la culture de la personne qui conduit l'enquête a également de l'importance si elle veut capter la confiance des femmes et être comprise d'elles.

Le lieu où se déroule l'enquête a également son importance. Il est normalement préférable que l'entrevue avec les femmes se passe en dehors de la présence de leurs maris, mais, dans certaines cultures, elles risquent d'être réticentes, même si l'enquêteur est une femme. **Les entrevues en groupe sont également intéressantes** (par exemple, dans les Clubs de mères, dans les classes d'alphabétisation ou autres cours de formation des femmes adultes, dans les centres de nutrition, etc), spécialement quand les femmes se connaissent bien et peuvent discuter entre elles. Ceci est particulièrement utile **lors de l'étape préalable à celle de l'étude de la faisabilité**, lorsque l'on a besoin d'évaluations rapides, ou encore lorsqu'il n'est pas possible d'avoir un échantillonnage complet de la population ni d'avoir des entrevues avec un grand nombre de personnes. Toutefois il faut se rappeler que dans ce cas les personnes questionnées ne sont pas nécessairement représentatives de l'ensemble de la population.

Dans certaines cultures, il convient de questionner les jeunes femmes en l'absence de leurs belles-mères ou de leurs mères, qui exercent une forte influence sur elles et risquent de les inhiber. C'est le cas dans des zones rurales de l'Inde, de Java et d'autres pays. Mais il est également important d'écouter ce que les femmes âgées ont à dire car ce sont elles qui guideront les plus jeunes lorsque le moment d'agir sera venu (Perrett Heli, 1985. Intéresser les femmes aux projets d'assainissement. Document de discussion TAG no. 3. Washington, Banque Mondiale, Service consultatif en technologie).

| | | | | | |
|--|--|---|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 24/62 |

b) Observation directe

Comment discuter d'un projet futur avec les femmes, connaître leur opinion et obtenir leur soutien? Une solution consiste à vivre dans le village et à participer à la vie communautaire. Comme nombre d'activités se déroulent à l'aube et à la tombée du jour, partager les tâches quotidiennes pendant quelques jours peut fournir des informations précieuses sur ce que font les femmes et pourquoi elles le font, sur leurs problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et l'urgence de ceux-ci par rapport à d'autres problèmes, sur la possibilité d'intégrer les nouvelles installations dans celles qui existent déjà, sur la manière dont les femmes pourraient et voudraient apporter leur aide, et sur les facteurs socio-économiques et culturels particuliers dont il faut tenir compte.




On n'insistera jamais assez sur l'importance de la participation des femmes – en tant qu'enquêtrices et qu'interlocutrices – au début de la planification car ce sont elles qui décident en fin de compte si elles utiliseront ou non les installations et par conséquent déterminent les avantages sociaux et économiques que peuvent apporter celles-ci.

c) Réunions avec les femmes

Une autre possibilité encore de connaître l'opinion des femmes est de demander aux dirigeants de la communauté ou d'un quartier d'organiser une réunion séparée avec les femmes, à un endroit et à un moment leur convenant. Lorsque des groupements féminins existent déjà, c'est à eux que cette demande peut être adressée, mais il faut dans ce cas s'informer si les femmes pauvres en font partie et pourront participer à l'assemblée et exprimer leur opinion. Il n'est pas rare que les femmes pauvres n'aient pas l'argent nécessaire pour payer leur cotisation, ne disposent pas de vêtements adéquats ou n'aient pas le temps de participer aux réunions car elles doivent travailler pour gagner de quoi vivre pour elles et leur famille. Il faut alors trouver le moyen de les toucher directement en se rendant à leur lieu de travail ou de rencontre (points d'eau, lieux d'évacuation des déchets) ou près de chez elles (WIJK-Sijbesma, Christine van, 1985. op.cit. p.9 et 87).

d) Réunions au niveau d'un quartier ou visite à domicile

Dans les sociétés où les femmes sont recluses, un moyen, qui a déjà donné de bons résultats, de connaître leurs besoins, leurs habitudes et la manière dont elles peuvent et sont disposées à participer, consiste à se rendre chez elles ou à organiser de petites réunions au niveau d'un quartier ou chez une femme chef de famille. Ce moyen, utilisé dans un projet de restructuration d'un quartier pauvre de New Delhi, a permis de savoir que les habitants donnaient la priorité à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et qu'ils étaient prêts à participer à l'exécution du projet (idem, op.cit., p.166).

| | | | | | | |
|--|--|---|--|---|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | <table border="1"> <tr> <td style="text-align: center;">Ed. 01/1992 Octobre 1992</td> <td style="text-align: center;">25/62</td> </tr> </table> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 25/62 |
| Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 25/62 | | | | | |

Une liste simple de points à discuter, comme celle qui a été établie pour un projet d'approvisionnement en eau dans une zone rurale organisé par l'UNICEF, le PNUD et la Banque Mondiale, facilite la conduite des discussions et aide à recueillir des informations de façon systématique et ouverte.

Ces points étaient les suivants:

- **Besoins et attentes:** que pensent les villages (ou différents groupes de villageois) du projet? En ressentent-ils le besoin et quelle est l'urgence de ce besoin? Quel genre de projet souhaitent-ils (type de techniques, niveau du service)? A quelle fin les habitants (les dirigeants, les hommes, les femmes) veulent-ils utiliser l'eau, tant au point d'eau que chez eux?
- **Quelle contribution pensent-ils devoir apporter pendant la construction et après?** Sont-ils disposés à le faire? Quels problèmes pourraient selon eux poser, d'une part la construction et, d'autre part le fonctionnement du réseau? Question pour les hommes: Pensez-vous que les femmes devraient participer au projet? Comment?
- **Utilisation de l'eau et entretien:** à quelles fins l'eau est-elle utilisée actuellement dans le village? Utilise-t-on des points d'eau différents selon l'usage qui en est fait? Si oui, pourquoi? Des dispositions sont-elles prises pour assurer une utilisation correcte et un bon entretien des points d'eau traditionnels? Comment sont-elles appliquées? Expérience?
- **Santé et enseignement de l'hygiène:** quelles sont les maladies endémiques dans le village? Sont-elles imputables à l'eau ou aux latrines? Selon les villageois, quels sont les secteurs insalubres de leur village? et quelles pratiques sont peu hygiéniques (par exemple chez les enfants)? Estiment-ils qu'il faudrait faire quelque chose? Sont-ils prêts à agir? Un enseignement de l'hygiène est-il donné dans le village? Comment? Sa fréquence? Beaucoup d'habitants y participent-ils? Si non, pourquoi? Dans quelle mesure peut-on mettre en pratique ce qui a été enseigné? Beaucoup d'habitants appliquent-ils régulièrement ce qu'ils ont appris?
- **Position des femmes:** quels sont les plus grands problèmes auxquels les femmes sont confrontées dans le village? En discutent-elles entre elles? Ont-elles tenté de les résoudre? Se réunissent-elles dans le village (réunions informelles aux lieux de travail, groupements de femmes, cours de formation pour adultes)? Ont-elles leur mot à dire, directement ou indirectement, dans les affaires du village? Connaissent-elles le projet proposé? Si oui, comment en ont-elles eu connaissance? Espèrent-elles pouvoir y jouer un rôle? A quelles décisions, à leur avis, devraient-elles prendre part? Participeront-elles de quelque autre façon (travail, paiements, entretien)?
- **Avantages attendus:** quelle est la situation actuelle du village en ce qui concerne l'eau? D'après les villageois, quels avantages le nouveau projet pourra-t-il leur apporter? Pensent-ils qu'ils apprendront quelque chose? Souhaitent-ils utiliser les points d'eau pour d'autres buts que s'approvisionner en eau? Les femmes et les enfants disposeront-ils de plus de temps libre? A quoi l'utiliseront-ils? Un projet d'assainissement pourrait-il également apporter des avantages? Pourrait-il créer des problèmes?

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 26/62 |

e) Etudes au niveau des communautés




Une autre méthode servant à recueillir des informations utiles, surtout pour la planification des projets destinés à une communauté particulière, consiste à effectuer **une étude conjointement** avec un **groupe choisi de villageois**. Cette étude porte sur les conditions existantes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, sur l'intérêt des habitants à remplacer ou à moderniser les installations en question et la mesure dans laquelle ils sont prêts à prendre part aux travaux. Etant donné qu'il est important de connaître l'opinion des femmes, **l'étude peut être confiée à des femmes volontaires** de la communauté car elles peuvent plus facilement rencontrer leurs compagnes chez elles. Ces volontaires sont bien souvent **des enseignantes, des étudiantes ou des femmes** disposant déjà d'installations améliorées, comme ce fut le cas à Baldia, au Pakistan et à Mexico, où elles visitèrent les habitantes de leur quartier pour évaluer leurs conditions sanitaires et faire oeuvre de divulgation (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985, op.cit. p.48 et 7).

f) Enquêtes socio-économiques

Une méthode plus officielle de recueillir des informations pour la planification des projets consiste à effectuer des enquêtes socio-économiques au moyen de **questionnaires**. On trouvera des conseils à ce sujet dans "Methods for gathering Socio-Cultural Data on Water Supply and Sanitation Projects" (Simpson-Hebert TAG Note technique no. 1, Banque Mondiale, Washington, 1983). Dans une publication antérieure, un questionnaire de base avait été modifié en fonction des résultats de différentes études de cas pour l'adapter aux conditions locales (Elmendorf, Mary et Buckles, Patricia. 1980. Aspects socio-culturels de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des déchets, Vol. 5, Techniques appropriées d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Banque Mondiale, Washington). Il existe également un guide spécial pour les projets d'assainissement, qui met l'accent sur d'autres formes de collecte de données comme l'observation et les entrevues ponctuelles, intitulé "Social Feasibility Analysis in Low Cost Sanitation", par Heli Perrett.

Les enquêtes à grande échelle sont plus structurées mais elles sont relativement coûteuses et ne permettent pas ou peu à ceux qui y répondent de donner spontanément des informations qui peuvent être importantes ou de participer activement à l'évaluation des conditions et des problèmes de la collectivité.

Un autre inconvénient est qu'aucune distinction n'est faite habituellement, dans l'analyse et la présentation des résultats, entre les réponses des hommes et celles des femmes, et que bien des données recueillies ne sont pas utilisées dans le programme (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985, op.cit., p.54). Une bonne expérience et une bonne connaissance des conditions locales et de la situation des femmes est donc nécessaire avant de commencer des enquêtes d'une certaine ampleur.

| | | | | |
|--|--|---|--|-----------------------------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 27/62 |

3.2 Planification préliminaire du projet

Les études de faisabilité sont une source utile d'informations pour la planification générale des projets destinés à une communauté ou à une région. On peut également obtenir des informations importantes sur la capacité des organismes existants de concevoir, construire et entretenir des réseaux acceptables et durables et de concevoir et de donner un enseignement adéquat de l'hygiène, lorsque l'évaluation et la mise en oeuvre sont réalisées par des organismes différents.

Une fois ces données rassemblées, on peut plus facilement choisir les techniques convenant le mieux aux usagers et aux différents organismes prenant part au projet, sélectionner la main-d'oeuvre nécessaire pour les différentes tâches et lui donner une formation, si nécessaire. On peut également décider comment coordonner les activités de ces organismes, comment gérer l'ensemble du projet et quand des ressources supplémentaires sont requises (par exemple prévoir une utilisation productive à petite échelle de l'eau et des déchets et un emploi plus efficace du temps). Ces données sont utilisées dans les prévisions budgétaires concernant d'une part les équipements techniques et d'autre part la participation de la communauté, l'enseignement de l'hygiène, et les activités de développement institutionnel. Des données encore limitées provenant de l'exécution de projets indiquent que les postes non techniques du budget représentent de 7 à 17 pour cent de l'investissement total (CIR/DGIS/OCDE, 1988. Op.cit., p.29).

Souplesse dans la planification des projets

Il est nécessaire que le plan préliminaire contienne suffisamment d'informations pour que le projet puisse être approuvé et que les dispositions nécessaires pour son exécution soient prises, mais **il ne peut imposer de règles rigides pour sa mise en oeuvre** et doit au contraire laisser une large place à l'expérience. Dans **une approche rigide, toutes les données, même les données sociales, sont d'abord rassemblées puis utilisées** pour établir sur la planche à dessin un plan détaillé à exécuter suivant un calendrier précis. **Cette approche rigide, pré-déterminée, n'est pas la meilleure lorsque la réussite d'un projet dépend de son acceptation par les habitants et de leur coopération.**

Avec l'approche privilégiant l'expérience, les projets font réellement appel à la participation de tous et présentent le développement comme un processus d'apprentissage auquel tous prennent part. La réussite ne dépend pas de la mise en application d'un plan préliminaire détaillé mais de la capacité des organismes participants à travailler avec souplesse, à s'adapter aux besoins particuliers et à tirer des leçons de leur expérience et de leurs erreurs (Korten, David, 1980. Organisation des communautés et développement rural: une approche fondée sur l'apprentissage. Revue de l'Administration publique, septembre, octobre, 480-511).

Les documents des projets participatifs sont suffisamment détaillés pour que les travaux sur le terrain puissent être planifiés et préparés, mais laissent assez de liberté

| | | | | | |
|------------------------|--|--|--|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | |
| ONU DTCD | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>2.2 TEXTE</i> | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | | 28/62 |

pour que les personnes impliquées puissent tirer des leçons de leur expérience et adapter les programmes en conséquence.

3.3 *Projets pilotes et de démonstration; approche programmée*

Grâce à des évaluations initiales sur le terrain, il est possible de savoir si les connaissances et l'expérience accumulées, y compris dans le domaine de la participation des femmes, sont suffisantes pour lancer un programme à grande échelle ou s'il convient d'exécuter d'abord un projet pilote ou un projet de démonstration.

a) Projets pilotes

Le but des projets pilotes est d'évaluer sur une petite échelle dans quelle mesure des méthodes et des techniques déterminées sont acceptées et applicables. On y recourt quand des incertitudes demeurent quant au choix des méthodes d'analyse et d'exécution, à l'adaptation des techniques aux conditions sociales et culturelles et à l'organisation du système de diffusion de l'information ou de divulgation (Narayan-Parker, Deepa, 1989. Buts et indicateurs. New York, PNUD/PROWESS).

Dans le passé, les projets pilotes étaient mal considérés car le choix des communautés participantes était déterminé davantage par leur proximité que par leurs caractéristiques représentatives et parce qu'ils exigeaient beaucoup de temps, un financement élevé, du personnel spécialisé et de la publicité. Il s'ensuit qu'ils pouvaient rarement être reproduits à la même échelle, dans les mêmes conditions et avec les mêmes ressources. Néanmoins, si l'on tient compte de ces deux aspects, **représentativité et possibilité de les répéter**, et si l'on ramène les coûts supplémentaires de développement à un pourcentage réaliste du coût total du projet, ces projets pilotes peuvent constituer un moyen utile d'essayer de nouvelles techniques et méthodes ainsi que des procédures visant à intéresser les femmes et à mesurer l'impact de leur participation.

b) Projets de démonstration

Ces projets ont pour but de démontrer, en particulier aux planificateurs et aux dirigeants de haut niveau, que les nouvelles techniques, méthodes et programmes sont meilleurs que les anciens. Ils sont exécutés lorsque l'expérience acquise et les données disponibles sur le choix des techniques et sur la participation des collectivités et des femmes sont suffisantes et quand les responsables de la conception et de l'exécution de ces projets sont certains d'être prêts à les appliquer sur le terrain. Ces projets visent essentiellement à **contrôler le rendement et à évaluer l'efficacité du fonctionnement des nouvelles techniques**, l'utilisation qui en est faite et les améliorations apportées sur le plan de l'hygiène (Rondinelli, D.A, 1983. Projet de développement en tant qu'expérience en matière de politique: une approche adaptée à l'administration du développement. Londres, Methuen). Les enseignements tirés de cette expérience devraient alors être pris en considération dans les programmes existants ou futurs et intégrés dans la politique nationale et dans les systèmes de formation.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCO

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

29/62

Le projet de construction de pompes manuelles à Buba Tombali, au sud de la Guinée Bissau, constitue un des premiers exemples de participation systématique des femmes dans un grand projet. Pendant la préparation du projet, une étude de faisabilité sociale fut menée sur place pour étudier les modes traditionnels d'utilisation de l'eau et d'entretien et pour observer les problèmes qui se posaient aux femmes et en discuter avec elles. Un plan général du projet fut établi sur la base des résultats de l'étude; il prévoyait le recrutement et la formation de formateurs villageois hommes et femmes afin d'orienter le processus de participation de la communauté. Lors de la planification à l'échelon local, des mesures furent prises pour assurer que les femmes participeraient aux décisions du village, mais ces mesures s'étant avérées moins efficaces que prévu, il fallut les revoir et les adapter. Pour ce qui est des décisions concernant les aspects techniques, les villageois participèrent au choix du type de puits (puits forés munis d'une pompe manuelle ou puits creusés avec margelle et une poulie et un seau), du niveau du service (un puits avec une pompe ou deux puits avec des seaux, pour 50 ou 100 personnes), l'emplacement des puits, le type de pompe (remplacer la pompe à pied par une pompe avec poignée, que les femmes préfèrent) et sélection des gardiens des puits et des pompes. Ensuite, ils choisirent leur propre système de financement des réparations et de l'entretien et dans certaines régions, par exemple dans l'île de Cajar, décidèrent que des femmes recevraient une formation en mécanique.

A la suite d'évaluations faites par le personnel du projet sur le fonctionnement et l'utilisation des puits, certains équipements et certaines méthodes de travail ont été modifiés. Depuis, les femmes s'associent plus activement à toutes les activités du projet: en tant que formatrices et animatrices, en tant que membres des comités de l'eau où elles prennent part aux discussions sur la conception, la construction et la gestion des puits, en tant que gardiennes des puits et mécaniciennes, et en tant que partenaires dans les évaluations locales.

c) Approche programmée

Les techniques et méthodes améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement n'ont d'impact que si elles sont appliquées sur une suffisamment grande échelle. En outre, les réactions des habitants varient d'un endroit à l'autre et des événements inattendus se produisant parfois, il est indispensable de les adapter et de les affiner en fonction de chaque programme. **Les bons chefs de programmes** veillent à disposer, pour étayer leur gestion, **d'un nombre suffisant d'informations** qu'ils tirent de rapports écrits, de rencontres avec le personnel du terrain et de visites sur le site du projet afin de se tenir au courant de tout nouveau développement et d'aider à résoudre les problèmes qui se posent.

| | | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|-------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 30/62 |

De petites expériences et des recherches dans le cadre d'un programme en cours sont précieuses à cet égard. Dans un projet d'installations de points d'eau dans des communautés péri-urbaines du Malawi, une étude menée pendant un an par un sociologue de ce pays a mis en évidence que des problèmes locaux de gestion étaient à l'origine du non paiement des redevances par les usagers et non pas, comme le pensait d'abord la compagnie de l'eau, un manque de possibilités financières ou de la mauvaise volonté. On forma alors des groupes pilotes, comprenant des femmes cadres, qui obtinrent un tel succès qu'ils figurent maintenant parmi les 10 pour cent de ceux qui obtiennent les meilleurs résultats financiers. Le nouveau matériel et les nouvelles méthodes sont utilisés depuis par 400 autres groupes du projet (CIR, 1989. Points d'eau peu coûteux, gérés par des groupes locaux dans des régions peuplées du Malawi. Etude de cas préparée à la demande de la Banque Mondiale. La Haye, Pays-Bas, CIR).

Toutefois, pour améliorer les réseaux existants ainsi que la planification, la mise en oeuvre des projets et la préparation des programmes de formation, de nouvelles procédures et méthodes, fondées sur l'expérience acquise sur le terrain et acceptées au niveau de la planification et de la politique des projets, doivent être introduites dans ces projets et programmes et figurer dans les manuels destinés au personnel du terrain.

Il est en particulier nécessaire d'adapter les procédures, les manuels et les directives concernant la participation des communautés dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Bien de ces directives ne considèrent pas encore les femmes comme formant une catégorie séparée; elles ne tiennent pas compte de leurs rôles spécifiques et de leur statut au sein de la communauté et ne prévoient aucune mesure ou activité particulière adaptée à leur culture et destinée à obtenir leur participation dans la planification, l'entretien, la gestion locale et les améliorations de l'hygiène (Wijk-Sibesma, Christine van, 1985. op.cit., p.78).

Une approche programmée insuffisante au moment de l'exécution du projet indique que l'expérience et les connaissances nouvelles acquises par le personnel de terrain et par les chercheurs n'ont pas été introduites dans le système du projet et sont donc perdues tant pour l'ensemble de leurs collègues que pour ceux qui viendront après eux. La participation des femmes, parce qu'elle est relativement nouvelle, est l'un des secteurs types qui peut bénéficier d'une analyse régulière de l'expérience et des résultats. On peut citer l'exemple du projet d'installation de pompes manuelles en Guinée Bissau. Lorsque les dirigeants du projet constatèrent, après une étude effectuée par un consultant, que deux ou trois visites de courte durée au village ne réussissaient pas à éveiller l'intérêt des femmes, ils les remplacèrent par une seule visite mais de plusieurs jours.

Conclusion

Etant donné que les femmes jouent un rôle primordial dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et que leurs tâches, leurs responsabilités, leurs connaissances et leurs priorités sont souvent différentes de celles des hommes, il est essentiel de tenir compte dans la préparation des projets du point de vue des deux sexes.

| | | | | |
|--|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 31/62 |




Divers moyens permettent d'atteindre ce but, que ce soit par des enquêtes à grande échelle, des contacts non officiels, des études par les communautés, des réunions, des discussions en groupe, des réunions de quartier ou des visites dans les maisons particulières. Quelle que soit la méthode choisie, des mesures particulières doivent être prises pour connaître l'opinion des femmes, en particulier des plus démunies d'entre elles, et pour en tenir compte. Ces mesures peuvent être: recruter des femmes pour les entrevues et les recherches, faire comprendre aux dirigeants et au personnel masculin du projet l'importance de la participation des femmes et obtenir leur soutien, adapter les réunions aux conditions culturelles et socio-économiques de la région.

Une fois connus les résultats de cette recherche préliminaire, les lignes directrices du projet peuvent être établies, en particulier sur la participation des femmes, avec toutefois suffisamment de souplesse pour qu'elles puissent être modifiées en fonction de l'expérience acquise. Il faut éviter de regrouper en un seul chapitre séparé les dispositions concernant la participation des femmes car elles font partie de l'ensemble du projet, depuis la formulation des objectifs et des premières ébauches jusqu'à l'évaluation en passant par la sélection du personnel, l'entretien, la gestion et le suivi. Lorsque la question de la participation des femmes est peu connue ou que les autorités n'en voit pas clairement l'intérêt, une phase ou un projet pilote ou de démonstration peut être prévu dans le cadre du projet global afin de mettre au point des procédures et d'en démontrer l'efficacité.

4. EXECUTION DU PROJET

Les cas de refus partiel ou total d'installations améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne sont pas rares. Ils sont compréhensibles si on considère la part des femmes dans la prise des décisions, leur travail et leur statut. **Les installations, aussi parfaites que soient leur exécution et leur conception, n'atteignent pas le but pour lequel elles ont été construites si elles ne sont pas utilisées.** La réalisation des objectifs d'un programme dépend de leurs destinataires. La formation intensive des usagers des installations, si nécessaire à la réussite d'un projet, devrait s'adresser principalement aux femmes, du fait qu'elles sont les principales utilisatrices de l'eau et fréquemment aussi les premières à employer les installations sanitaires.

Une fois le projet et l'approche acceptés et les préparations terminées, l'exécution du projet peut commencer dans la première région. **A ce stade, il peut être utile de consulter la communauté sur le choix des techniques** et d'adapter de façon détaillée la conception aux conditions locales. Grâce à ces consultations, il est possible d'installer des systèmes plus fiables, durables et bien acceptés par la population, de réduire le montant des investissements et les frais d'entretien, de modifier les systèmes de financement et de gestion en fonction des conditions locales, et de desservir un plus grand nombre d'habitants (CIR/DGIS/OCDE. 1988. Op.cit.).

| | | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN ONU INSTRAW ONU DTCD | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 32/62 |

4.1 Participation des femmes au choix des techniques et du niveau des services

Les techniques d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement n'ont pas toujours donné les résultats espérés soit parce qu'elles ne convenaient pas ou étaient trop compliquées et trop difficiles à utiliser ou à entretenir. Il est préférable d'utiliser et de perfectionner des méthodes simples, même rudimentaires, en utilisant le matériel local afin d'abaisser les coûts et de contribuer à renforcer l'autonomie à tous les échelons, de celui de la communauté jusqu'à l'échelon national. Les techniques doivent être adaptées aux applications à petite échelle, convenant au niveau de participation et de gestion de la communauté. Trois facteurs entrent en ligne de compte:

- a) **santé et état sanitaire:** adapter les techniques aux structures sanitaires existantes afin d'obtenir des résultats positifs au niveau national;
- b) **fonctionnement:** adopter des installations dont la conception et le fonctionnement soient conformes aux attitudes, aux coutumes et aux facteurs biotechniques locaux et qui fournissent tout au long de l'année la quantité d'eau prévue dans les objectifs;
- c) **environnement:** choisir des installations pouvant fonctionner dans l'environnement local sans lui nuire. Ne pas négliger le drainage, trop souvent oublié.

La conception et l'ampleur des améliorations à apporter à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dépendent de **variables** telles que:

1. quantité d'eau
2. distance à parcourir
3. coûts
4. méthodes de transport et d'évacuation des déchets.

Lorsque les communautés doivent gérer et entretenir elles-mêmes des réseaux d'approvisionnement en eau ou poursuivre la construction de latrines, il est normal qu'elles aient leur mot à dire sur ce qu'elles vont gérer et sur la manière dont elles le feront.

Etant donné que la situation des communautés rurales diffère souvent de celle des collectivités péri-urbaines, ce qui peut être souhaitable pour l'une ne l'est pas nécessairement pour l'autre. Les catégories d'utilisateurs varient également d'après leurs revenus, leur religion, leur appartenance ethnique ou l'utilisation qu'ils font de l'eau et la manière dont ils se débarrassent de leurs déchets.

a) Services durables

Dans les petits villages isolés, où les dures conditions de vie et l'éloignement des points d'eau limite la consommation journalière par personne à moins de 10 litres, un simple puits avec margelle, qui permette d'accroître la consommation à 20 litres, peut être plus durable et plus rentable pour ce qui est de l'hygiène et des gains de temps

| | | | | | |
|--|--------------------|-----------------|--|-------|--|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | 2.2 TEXTE | | |
| | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 33/62 | |

pour les femmes et les enfants, qu'un puits foré muni d'une pompe manuelle ou d'une pompe actionnée par un moteur diesel dont l'entretien risque d'être problématique (Donnelly-Roark, P., 1984. Les femmes et l'eau, dans P. Bourne, ed. L'eau et l'assainissement: perspectives économiques et sociologiques. New York, Academic Press).

Par contre, il serait peu réaliste d'appliquer les mêmes techniques et niveaux de service dans une grande communauté disposant de bons services de communication, un niveau de développement élevé et une forte consommation d'eau. Une règle empirique est d'offrir à la collectivité un service qu'elle soit disposée à payer, dont elle retirera des avantages et soit à même d'entretenir (Arlosoroff, Saul, et al. 1987. Op.cit.). Lorsque les plans nationaux ou ceux du projet prévoient un service standard, la collectivité peut parfois être disposée à payer elle-même le supplément requis pour obtenir un service de qualité supérieure (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. Op.cit.).

b) Stratégie de la planification

Dans les projets qui misent sur la participation des communautés, il est habituel, lors de la planification au niveau local, d'informer tous les usagers, y compris les minorités et les groupes les plus démunis, sur la nature du projet, de leur demander quels sont leurs besoins, leurs préférences, leurs attentes, et de discuter des options possibles pour arriver à un accord sur toutes les questions principales comme la conception des installations, l'entretien et la gestion par la communauté (Perrett, H., 1986. Intéresser les femmes aux projets d'approvisionnement en eau. PNUD et Banque Mondiale, Groupe conseil en technologie).

Lors du choix des techniques et du niveau du service, les avantages et inconvénients de chaque solution sont examinés sous l'angle des investissements, des frais fixes, de la main-d'oeuvre, de l'entretien, de l'administration, du financement local, de la santé et des retombées sociales et économiques. Une fois en possession de ces informations, présentées dans un langage clair et direct, la communauté ou le groupe d'usagers peuvent savoir quelles techniques et quel niveau de services ils sont à même d'utiliser et d'entretenir.

c) Participation des femmes aux décisions

Deux raisons importantes plaident en faveur de la participation des femmes à la prise de décision locale. En premier lieu, l'utilisation des nouvelles installations et l'application des compromis atteints dépendent d'elles. En deuxième lieu, elles apportent un soutien actif à l'entretien des installations quand celles-ci leur plaisent et quand elles peuvent intervenir d'une manière ou d'une autre dans leur gestion.

Pour obtenir la participation des femmes, il faut d'abord expliquer aux dirigeants locaux l'importance de cette participation et solliciter leur appui. Ensuite, les femmes doivent être informées du projet. On pense souvent qu'elles le seront automatiquement, par l'intermédiaire des hommes; or, des recherches ont montré que c'est rarement le



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCB

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.2 TEXTE

Ed. 01/1992
Octobre 1992

34/62

cas car les hommes ne les mêlent pas à leurs discussions et ne parlent généralement avec elles que des questions se rapportant au foyer.

La meilleure manière d'informer les femmes et de les faire participer au processus de prise de décision dépend évidemment de la culture à laquelle elles appartiennent. Elle peut être définie avec l'aide des femmes jouissant d'un certain prestige au sein de la communauté et des dirigeants locaux. Voici, tirées de l'expérience acquise dans divers projets (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. op.cit. p. 59-61), quelques suggestions que chacun peut adapter en fonction de sa propre expérience.

a) Sociétés intégrées, où les femmes peuvent prendre part aux réunions du projet

Dans ces sociétés, comme il a déjà été dit, il est habituellement suffisant d'avertir les femmes de la tenue d'une réunion, de les inviter à y venir, de l'organiser à un moment et dans un endroit leur convenant et de disposer les sièges de manière qu'elles puissent bien voir et entendre et se sentent à l'aise pour prendre la parole.

Etant donné que les femmes ne parlent pas toujours la langue officielle du pays, moins en tout cas que les hommes, il convient de s'adresser à elles dans leur dialecte ou de s'aider des services d'un traducteur, qui soit de préférence une femme. Pour les encourager à exprimer leurs opinions et à participer activement aux discussions, il est bon de les inviter à donner leur avis, en leur laissant le temps de se consulter entre elles et de désigner leur porte-parole.

b) Sociétés où les femmes vivent recluses et ne peuvent pas rencontrer les hommes

Dans ces sociétés, on peut demander aux dirigeants des communautés d'organiser des réunions séparées. Il est également important d'informer les femmes de la tenue des réunions, en utilisant les canaux d'information locaux, de les encourager à y venir et d'organiser ces réunions à des moments et dans des endroits leur convenant. Plus les réunions seront proches des lieux où elles vivent, plus les probabilités seront grandes qu'elles y assisteront et que les femmes les plus pauvres pourront se faire entendre.

4.2 Conception et emplacement des installations

Après le choix des techniques et du niveau des services, vient celui de l'emplacement et de la conception des robinets, des pompes, des égouts et des latrines.

Les femmes, à ce stade, peuvent apporter des conseils et faire des commentaires précieux. Par exemple, du fait que c'est elles qui collectent l'eau, elles connaissent bien les points d'eau et leur débit pendant la saison sèche et la saison des pluies. Aux Philippines, dans le projet d'approvisionnement en eau du secteur rural de Surigao, les femmes indiquèrent aux ingénieurs le tracé le plus court entre la source et le village; grâce à l'économie de tuyaux ainsi réalisée, le système, prévu à l'origine pour desservir onze villages, a pu être étendu à huit villages supplémentaires. Au Panama, les femmes

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 35/62 |

montrèrent aux ingénieurs une source d'eau potable située près de la plage, qu'ils n'avaient pas découverte lors de l'étude de faisabilité (Glasgow Muriel, 1983. Op.cit.).




Les autres thèmes de discussion sont l'emplacement, la conception et la possibilité de mettre en commun des robinets, des pompes et des latrines. Au Guatemala, dans une région où l'eau de chaque réservoir devait être partagée entre trois familles, les femmes aidèrent à former les groupes. Elles apportèrent également des modifications à la conception de diverses installations, par exemple aux lavoirs. Des projets d'Indonésie, du Malawi et du Kenya mirent en évidence qu'un partage des installations effectué sur la base des réseaux déjà établis par les femmes donne de meilleurs résultats qu'un regroupement arbitraire fondé par exemple sur l'ordre d'enregistrement ou sur une grille (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. op.cit.).

Lorsque l'on consulte les femmes, par exemple à propos des latrines, elles font fréquemment des suggestions qui permettent, avec de petits changements, de rendre les installations plus agréables aux usagers. Ainsi, au Botswana, les femmes ne les utilisaient pas car on pouvait voir leurs pieds de l'extérieur. Au Mexique, au Yucatan, les ingénieurs avaient recommandé d'installer des fosses d'aisance plutôt que des latrines à chasse d'eau manuelle, pensant que les femmes refuseraient d'aller chercher de l'eau au réservoir. Or, après avoir consulté les femmes, ils découvrirent qu'elles préféraient le deuxième système. En 1980, au Honduras, une latrine à cuvette en porcelaine et à chasse d'eau manuelle fut introduite dans quelques zones rurales. Elle est maintenant demandée par les femmes de nombreux pays d'Amérique centrale et fabriquée dans certains d'entre eux. Un modèle amélioré est à l'essai au Brésil (INSTRAW, 1986. Rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement).

Installations supplémentaires

Les femmes doivent également participer aux décisions concernant le besoin d'installations supplémentaires, leur conception et leur gestion: lavoirs, lavabos, abreuvoirs et irrigation des cultures potagères. Là également, les consultations sur l'emplacement et la conception des installations sont indispensables. En Iran, dans les zones rurales du Khuzistan, les lavoirs construits étaient de grands bassins rectangulaires, d'un mètre de haut, que les femmes n'utilisèrent jamais parce qu'elles ont l'habitude de laver en étant accroupies (INSTRAW, 1986. Le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement).

Les projets ne tiennent pas toujours compte de ces autres utilisations possibles de l'eau ou les interdisent tout simplement pour éviter la contamination et le manque d'hygiène. Interdictions qui sont rarement respectées car ces utilisations répondent à un besoin réel. Pour les femmes qui vivent à une certaine distance des points d'eau, rapporter à la maison toute l'eau nécessaire à la lessive et à l'hygiène des petits enfants demande bien plus de travail que de tout faire au point d'eau même, où elles peuvent en outre rencontrer d'autres femmes.

| | | | | | |
|---|--|--|--|--------------|--|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | |
| ONU DTCB | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| 2.2 TEXTE | | | Ed. 01/1992 | 36/62 | |
| | | | Octobre 1992 | | |

Les modes de financement et de gestion de ces installations supplémentaires, lavoirs, douches, abreuvoirs, irrigation des jardins potagers, doivent également être discutés. Si les organismes extérieurs les financent, ils risquent, d'une part, de ne plus disposer de fonds suffisants pour la construction de points d'eau dans d'autres communautés qui en ont un besoin urgent et, d'autre part, que ceux qui bénéficieront de ces installations ne contribuent pas aux frais supplémentaires qu'elles entraînent. Lorsque ces questions sont discutées avec les groupes d'usagers, un accord financier satisfaisant pour toutes les parties peut généralement être trouvé. Ainsi, pour pouvoir faire leur lessive et prendre leur bain plus facilement, un groupe de femmes d'Iringa, en Tanzanie, ont construit un bassin près de leur point d'eau (DANIDA, 1987. Programme d'approvisionnement en eau dans les zones rurales, financé par DANIDA. Régions d'Iringa, Mbeya et Ruvuma, Tanzanie. Rapport préparé par une mission conjointe d'évaluation. 23 mai - 20 juin). Le cas décrit ci-après, rapporté par un ingénieur participant à un projet exécuté au Zimbabwe, témoigne de l'importance de la participation des femmes aux décisions et des améliorations qui peuvent ainsi être apportées à la conception, à la gestion et au financement d'installations supplémentaires.

Une enquête menée auprès des femmes pour comprendre pourquoi elles n'utilisaient pas le réservoir construit à leur intention montra que l'emplacement et la conception ne répondaient pas à leurs besoins d'intimité et ne convenaient pas pour la lessive, la douche, et l'irrigation d'un jardin potager. Le tout fut repensé et adapté et le réservoir est maintenant régulièrement utilisé. Les femmes choisirent un site offrant à la fois de l'ombre pour le confort et du soleil pour le séchage, utilisèrent les eaux usées pour arroser leur jardin potager et nourrirent les volailles avec les déchets de nourriture recueillis pendant qu'elles faisaient la vaisselle. La consommation d'eau grimpa à 60 litres par jour et par personne, augmentation due essentiellement à la lessive et aux douches. Au moment où ce rapport est écrit, le prototype fonctionnait depuis sept ans, sans la moindre avarie. Surnommé au début "la folie de Fred", il a été depuis rebaptisé "la fontaine de Fred". (Toit, F.P. du 1980. Conception des points d'eau dans les villages ruraux du Zimbabwe. Travaux du séminaire sur les services d'approvisionnement en eau et de drainage dans les pays en développement. CSIR, Institut national de recherche sur l'habitat, 1980).

4.3 Choix de systèmes locaux d'entretien, de gestion et de financement

Nombre de projets font maintenant appel à la collaboration des villageois pour l'entretien local, que les systèmes qu'ils installent soient gérés par l'organisme central ou par les communautés. Comme pour les autres décisions locales, les membres des communautés, à condition de disposer des informations nécessaires sur le type de travail et le profil des candidats recherchés, sont souvent mieux placés pour donner leur avis sur les personnes les plus aptes à effectuer ces tâches. Il est arrivé à plusieurs reprises que des candidats, sélectionnés uniquement pour leur statut social ou leurs connaissances techniques, quittent la collectivité à la fin de leur formation, ou ne s'occu-

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 37/62 |

pent pas du nettoyage ou de l'entretien préventif, ou encore n'ayant accepté la nouvelle tâche que pour améliorer leur statut, laissent les femmes et les enfants faire le travail à leur place.

a) Les femmes et l'entretien

Une grande partie du travail d'entretien, en particulier les tâches régulières d'entretien préventif, convient bien aux femmes. Les raisons présentées dans les rapports des projets sont les suivantes:

- leur intérêt pour l'approvisionnement en eau;
- la fréquence avec laquelle elles se rendent aux points d'eau;
- la compatibilité de leurs tâches;
- une communication plus aisée entre les femmes chargées de l'entretien et les utilisatrices; l'influence de leurs compagnes qui les incitent à bien assumer leurs tâches;
- l'importance du facteur santé;
- la moindre importance qu'a pour elles la notion de carrière et la moindre mobilité de la main-d'oeuvre féminine;
- le fait qu'elles se rendent compte que la formation dans les techniques modernes contribue à améliorer l'approvisionnement en eau et l'hygiène de leur ménage.

Lorsque les femmes prennent part à l'entretien, leur rôle est étroitement lié à leurs tâches traditionnelles de gestion et porte principalement sur la propreté et le contrôle de l'utilisation des points d'eau. Dans certains cas, des dispositions ont été prises spontanément qui préservent leurs tâches originales d'utilisatrices tout en leur donnant de façon implicite la responsabilité du point d'eau. Dans d'autres cas, des tâches particulières sont définies officiellement en collaboration avec l'organisme d'assistance, tâches qui peuvent aller du recrutement d'une femme du voisinage pour le contrôle du point d'eau jusqu'à la nomination d'un comité du site, l'établissement d'une liste des usagers, la formation d'une équipe composée d'un homme et d'une femme, lui s'occupant des questions techniques et elle de l'hygiène (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. op.cit. p.66).

Les femmes sont souvent les premières à souhaiter une formation en entretien car elles se rendent compte que ce sont surtout elles qui subissent les conséquences des pannes d'un équipement. Voici ce qu'écrit un groupe d'utilisatrices d'un puits au Kenya:

| | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 38/62 |

Nous sommes un groupe de trente-trois femmes d'Ekere. La plupart d'entre nous avons reçu une formation dans l'entretien et la réparation des pompes de nos puits. Le problème de l'approvisionnement en eau nous a réunies et nous a amenées à réfléchir sur la manière d'améliorer notre santé et l'aspect économique et social de nos foyers. Nous estimions que notre place n'était pas seulement à la cuisine.

Etant donné que nous avons reçu une formation en mécanique et que nous savons utiliser une clef à molette, nous avons pensé nous lancer dans la réparation de bicyclettes. A cet égard, nous devons remercier Mme Julia Kunguru qui nous a conseillées sur ce que nous devons faire. Nous lui devons d'avoir atteint notre but et c'est avec fierté que nous vous annonçons que nous sommes le premier groupe du district de Kakamega qui se soit lancé dans la réparation des vélos et qui sache aussi réparer des pompes.

Dans le programme d'installation de 25 000 pompes manuelles au Luvelezi, Malawi, l'un des premiers groupes de femmes formées à leur entretien demanda de pouvoir participer en tant qu'observatrices au cours des réparateurs de leur zone afin d'être à même de diagnostiquer les avaries et de juger de la qualité de la réparation effectuée (Mauluka, Linda, 1983. Participation de la collectivité à la construction et à l'entretien de puits en zone rurale. Falkenmark, Malin et Lundquist, Jan, ed. De l'eau pour tous: coopération, éducation, participation. Université de Linköping, Département de l'eau dans l'environnement et la société, p. 162-180).

Le scepticisme avec lequel est souvent accueillie la proposition de confier l'entretien aux femmes est dû plus à un préjugé social qu'à la réalité. Dans le projet de Luvelezi, mentionné ci-dessus, il a été prouvé que ce préjugé pouvait aisément être surmonté par l'exemple donné par les dirigeants et les villages les plus progressistes, et cela d'autant plus facilement que rien dans le travail ne s'oppose à ce que ce soit des femmes qui le fasse. Un examen des tâches journalières et mensuelles des gardiens des pompes et du réseau n'a pas permis de déceler de tâches qu'elles ne puissent faire ou organiser elles-mêmes. Au Bangladesh et en Guinée Bissau, le principal problème d'entretien des pompes manuelles provenait des écrous qui étaient desserrés et des paliers qui manquaient d'huile. De nouvelles pompes légères, résistantes à la corrosion, dont les pièces internes peuvent être remplacées aisément, devraient encore faciliter l'entretien par les femmes. Au Sri Lanka, les femmes non seulement reçoivent une formation dans l'entretien des pompes, mais, par l'intermédiaire d'un réseau de petites industries, prennent part en outre à leur fabrication et à celles des pièces de rechange et à leur installation (Waginasundara, Mallika, 1985. Les femmes et les pompes. Rapports du CRDI, octobre p. 24-25). Enfin, il ne faut pas sous-estimer la force physique des femmes du secteur rural, habituées aux durs travaux des champs. Munies de bons outils et d'une bonne formation, elles sont tout à fait capables d'effectuer l'entretien régulier. En cas de travail plus lourd, elles peuvent demander de l'aide aux autres villageois.

| | | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-------|--|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| 2.2 TEXTE | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 39/62 | |

b) Planification de l'entretien

Lorsque les femmes collaborent à la planification de l'entretien, il est conseillé de les consulter en groupe plutôt qu'individuellement. Ceci afin de choisir avec elles les meilleures candidates et de prendre des dispositions pour remplacer celles-ci dans les champs et s'occuper de leur ménage et de leurs enfants pendant le temps de leur formation. Imposer une décision aux femmes n'est généralement pas une bonne solution.

Au Pérou, le conseil local d'un quartier chargea une femme de surveiller la pompe commune. Mais elle, puis une deuxième ménagère désignée pour l'aider, clamaient qu'elles avaient déjà assez à faire avec leur ménage et se révélèrent peu efficaces. Un cadenas fut mis à la pompe et la clef confiée à une troisième femme. Résultat: des disputes constantes entre les habitants du village et une pompe hors d'état de marche, qui fut finalement enlevée (Wellin, Edward, 1966. Changements culturels dirigés et programmes de santé en Amérique latine. Millbank Memorial Fund Quarterly, 44, 2, 111-128).

Lorsque l'on demande l'avis des femmes, elles choisissent habituellement comme candidates à la formation des femmes sans enfant ou dont les enfants sont déjà grands, des femmes qui sont chefs de famille ou dont le mari appuie les activités, qui vivent près du point d'eau et l'utilisent elles-mêmes et sont respectées dans le voisinage. Le rapport d'un cours de formation de l'INSTRAW, dans lequel les présents modules avaient été utilisés, indique que des candidates célibataires sont également un bon choix car si elles se marient par la suite, leurs époux les laisse poursuivre normalement leur tâche après le mariage (INSTRAW, 1988. Le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, un séminaire de formation national. Kadugli, Soudan, 16-21 janvier).

c) Planification des systèmes locaux de gestion

Le choix de l'organe qui représentera les usagers et gèrera le service local de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement constitue un élément important de la planification locale. Il peut s'agir du conseil de la communauté, ou du comité de développement ou d'hygiène de la communauté, qui seront chargés de la gestion ou de l'amélioration du service. Si ces conseils et comités ont déjà beaucoup de travail ou ne fonctionnent pas parfaitement, il est préférable d'en créer un ad hoc. Ce peut être un comité ou un sous-comité spécial de l'eau, un comité des puits ou des robinets, à moins que l'association des usagers n'élise son propre conseil de l'eau. Lorsque les tâches ne peuvent plus être assumées sur une base volontaire, les comités des communautés ou les groupes d'usagers ont recours à des professionnels ou créent une petite société des eaux.

| | | | | | |
|------------------|-------------|----------|--|-------|--|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| <i>2.2 TEXTE</i> | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 40/62 | |

d) Planification du financement

La gestion de la communauté prévoit que les dépenses courantes entraînées par la gestion du réseau sont à la charge des usagers. Tout comme dans le choix des techniques et dans la planification de l'entretien, le système de financement doit être adéquat, accepté par tous et adapté aux circonstances locales. Ainsi, la facturation mensuelle des charges peut convenir dans les communautés où la plupart des familles ont un revenu régulier mais non dans les communautés rurales où les revenus sont saisonniers et où les villageois disposent de peu de liquidités.

Il convient donc d'introduire dans la gestion générale des dispositions particulières pour le recouvrement des frais et la gestion financière (voir Module IV). Au stade de la planification, il peut suffire d'indiquer quelle part des frais fixes les usagers et l'organisme d'assistance prennent chacun à leur charge, le montant approximatif des coûts techniques et de l'entretien, la méthode de comptabilité et le suivi, et les mesures prises pour que le montant des redevances soit fixé équitablement et leur recouvrement assuré.

e) Participation des femmes à la planification de la gestion

Dans les sociétés intégrées, les femmes font généralement partie des comités de gestion, mais dans certains cas, des barrières officielles leur barrent la route. Elles sont exclues des fonctions de gestion et de prise de décision lorsque seuls les chefs de famille peuvent voter et devenir membres d'associations d'usagers, comme c'est le cas dans le programme national d'approvisionnement en eau des secteurs ruraux des Philippines. Etant donné que les membres des comités de gestion sont fréquemment choisis parmi ces associations, des femmes, qui ne sont pas chefs de famille mais pourtant seraient d'excellentes candidates, sont automatiquement exclues. Elles peuvent mieux faire entendre leur voix dans les coopératives d'usagers où chaque individu peut devenir membre et prendre part aux décisions collectives. Comme l'explique une mexicaine, membre d'une association d'usagers: "Mon mari et moi avons des opinions différentes. Mais nos deux votes comptent" (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. Op. cit. p. 72).

Dans les sociétés où les femmes sont recluses, des comités spéciaux ont été créés à leur intention. Leurs résultats sont très variables, comme on peut le voir dans le module IV. Si, dans certains cas, les femmes ont pu améliorer l'entretien local et la gestion grâce à l'influence de leur organisation, dans d'autres cas, leurs comités ont été exclus de toutes les décisions et ont même dû supporter le fardeau de la gestion et du financement du réseau.

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 41/62 |

4.4 Rôle des femmes dans les travaux de construction

Main-d'oeuvre volontaire

En Amérique latine, en Afrique et dans certaines parties d'Asie, les femmes ont participé activement aux travaux de construction des installations, en particulier des réseaux d'adduction d'eau. Elles y ont contribué volontairement, surtout dans les zones où elles participent normalement aux travaux des champs. Ailleurs, elles ont motivé les hommes et les ont encouragés à travailler volontairement, ou encore ont logé et nourri les travailleurs venus d'ailleurs ou ont récolté des fonds pour le projet. Cette main-d'oeuvre volontaire non qualifiée, quand elle est bien organisée et ses tâches sont bien planifiées, permet de faire de sérieuses économies. Par exemple, dans le creusement des puits et la mise en place des systèmes d'approvisionnement en eau par gravité, où les travaux de terrassement exigent une main-d'oeuvre non qualifiée nombreuse, les économies peuvent représenter 40 et même 60 pour cent des coûts directs de construction (CIR/DGIS/OCDE 1988. Op. cit.).

En dépit de leur participation physique, le rôle des femmes à d'autres étapes du projet peut être nul. Ceci est dû le plus souvent à l'attitude négative des planificateurs et des responsables qu'aux femmes elles-mêmes. A Rukwa, le conseil du village et le personnel du projet, composés dans leur majorité d'hommes, constatèrent que les femmes étaient beaucoup plus ouvertes au progrès qu'ils ne l'imaginaient. Elles collaboraient activement à tous les genres de travaux et plus d'un quart d'entre elles exprimèrent leur intérêt à participer à la planification (Tomoda, Susan et al., 1987. Les femmes et les programmes spéciaux de travaux publics: étude de cas sur les projets d'irrigation à Mto wa Mbu, Arusha, et d'approvisionnement en eau, Rukwa, Tanzanie. Genève. OIT).

Main-d'oeuvre rémunérée

Lorsque les conditions économiques sont trop dures pour que la main-d'oeuvre puisse travailler gratuitement, les travaux d'infrastructure sont la plupart du temps rétribués en nature. Dans certains pays, les femmes représentent une part élevée de cette main-d'oeuvre: de 80 à 85% au Lesotho et en Ethiopie; de 20 à 30% dans la République de Corée; au Bangladesh, 34% du blé distribué en 1979-1980 était destiné aux travailleuses.

Selon le recensement de la population effectué en Inde en 1971, 200 000 femmes travaillent officiellement dans le secteur de la construction, soit 9% de la main-d'oeuvre totale de ce secteur. En réalité, elles sont bien plus nombreuses car beaucoup d'équipes féminines sont enregistrées sous le nom de leur chef homme. Ce sont principalement les femmes pauvres qui fournissent la main-d'oeuvre non qualifiée.

Les femmes non qualifiées, dont le travail est rémunéré, proviennent des groupes à faibles revenus. En Inde, à Maharashtra, 80% des femmes travaillant dans les travaux

| | | | | |
|-----------------|-------------|----------|--|-----------------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | 2.2 TEXTE | Ed. 01/1992 Octobre 1992 42/62 |

d'infrastructure ne possèdent pas de terres ou cultivent de petits lopins de terre; 18% sont chefs de famille et 40% assurent la subsistance de la famille. Ces femmes demandent de l'eau potable, des soins pour leurs enfants et une assistance médicale sur leur lieu de travail et souhaitent trouver un emploi stable.

Une étude menée au Bangladesh a révélé que la plupart des femmes participant à ces travaux provenaient de ménages ne possédant pas de terre et que les deux tiers étaient chefs de famille. Ces résultats ont conduit à organiser quelques projets spécialement pour elles (6% en 1980-1981), avec un rythme de travail adapté à leur force physique. Mais d'autres améliorations devraient être apportées, comme des soins aux enfants, des trousseaux de premiers secours et une formation dans des qualifications qui leur permettront de trouver un travail permanent. Dans ce même pays, les femmes d'un projet, dans lequel elles étaient rémunérées en nature, demandèrent à être formées dans les techniques de reboisement, de culture potagère, d'élevage et d'assainissement, afin de pouvoir s'assurer un revenu. Les deux problèmes principaux pour elles étaient le manque de latrines et d'eau sur le site des travaux (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985. op.cit., p.65).

Des changements structurels ont été recommandés, tels que la fixation d'un prix plus réaliste pour les récoltes locales, afin de stimuler la production et réduire l'aide alimentaire, des mesures pour le développement à long terme de l'agriculture et si possible l'achat d'aliments produits localement. Cette dernière recommandation intéresse particulièrement les femmes car ce sont elles qui s'occupent principalement des cultures vivrières. Mais ces recommandations ont été affectées négativement par la chute des prix alors qu'un projet, dont les tâches étaient rémunérées en nature, était en cours à un moment où la production vivrière des femmes était élevée.

Jusqu'à présent, les syndicats, les départements de la condition féminine et autres organismes officiels ne se sont guère penchés sur le sort des travailleuses de la construction. Divers mécanismes empêchent celles-ci de faire de leur travail une arme pour obtenir une amélioration de la situation de leur famille plutôt qu'un simple moyen de survie. Ces mécanismes sont: faire baisser les salaires en faisant venir des travailleurs migrants provenant de zones exposées à la sécheresse; lier les familles en leur prêtant l'argent qui leur est nécessaire pour leurs besoins essentiels et qu'elles ne peuvent pas rembourser; appliquer des systèmes de paiement des salaires qui rendent les femmes encore plus dépendantes de leur employeur, des prêteurs, des commerçants et des hommes chefs de leur famille. Il semblerait que la situation est pire lorsque les travaux sont placés sous la responsabilité d'un entrepreneur que lorsqu'ils dépendent directement des ministères de l'eau (Wijk-Sijbesma, Christine van, 1985, op.cit., p.65).

| | | | | | |
|--------------------|----------------|-------------|--|-----------------------------|-------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 2.2 <i>TEXTE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 43/62 |

Conclusions

Diverses mesures importantes peuvent être prises par les gouvernements, les ONG et les groupements et les associations féminines pour encourager la participation des femmes aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Un premier train de mesures consisterait à leur assurer des rôles plus actifs que ceux de simples bénéficiaires des projets et de l'enseignement de l'hygiène et à leur donner de plus grandes responsabilités dans le fonctionnement, l'utilisation et la gestion des réseaux d'approvisionnement en eau. En deuxième lieu, il conviendrait de rendre ces rôles opérationnels et d'adapter en conséquence la composition, les tâches, les qualifications et les procédures de travail des équipes de préparation et d'exécution des projets. Un troisième groupe d'activités pourrait porter sur le développement des connaissances et l'échange d'informations: préparer des articles et des émissions radiophoniques; encourager la recherche et la collecte de données; accroître l'échange d'informations et d'exemples concrets sur la participation des femmes entre les diverses organisations et les projets. Enfin une quatrième mesure consisterait à aider les organisations et les groupements féminins à améliorer les systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau et d'assainissement tant en accroissant la couverture des services qu'en assurant une utilisation généralisée de l'eau salubre et des systèmes d'assainissement.



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992




44/62

**DIRECTIVES POUR PLANIFIER LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE
AUX PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT, par
le Dr. Anne Whyte, OMS, ETS/83.8**

CONSTRUCTION

SOLUTIONS POSSIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Quel organisme agira au nom de la communauté pendant la construction? | <ul style="list-style-type: none"> ● celui qui s'est chargé de la planification ● un sous-comité de l'organisme de planification ● un nouveau comité ● un organisme d'auto-assistance existant ● plusieurs groupements du voisinage |
| 2. Quelles seront les responsabilités de cet organisme? | <ul style="list-style-type: none"> ● établir les plans de travail ● fournir ou garder les outils et l'équipement ● préparer (p. ex. jalonner le site) ● distribuer les tâches ● surveiller la main-d'oeuvre ● tenir les registres ● appliquer les sanctions, distribuer les récompenses ● gérer les fonds de la communauté |
| 3. Quelles seront les responsabilités de la communauté dans la construction? | <ul style="list-style-type: none"> ● fournir de la main-d'oeuvre gratuite ou rémunérée ● fournir des outils ● fournir du matériel local ● nourrir la main-d'oeuvre ● participer aux travaux de construction dans d'autres communautés ● fournir le site ● héberger l'équipe technique |
| 4. Des cérémonies marqueront-elles, selon la tradition, les principales étapes de la construction? | <ul style="list-style-type: none"> ● lors du choix du site (surtout s'il est conditionné par des facteurs religieux) ● au début des travaux ● à certaines étapes de la construction ● à la fin des travaux ● à l'inauguration officielle des installations |
| 5. Pour les différentes tâches, il sera tenu compte de: | <ul style="list-style-type: none"> ● migrations saisonnières (surtout pour les hommes) ● fêtes religieuses (saisons) ● périodes de pointe pour la main-d'oeuvre (récoltes) ● périodes de carêmes (influence sur le rendement) ● conditions climatiques |

| | | | | | |
|--|--|--|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | <i>2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 46/62 |

SOLUTIONS POSSIBLES

6. Comment éviter qu'une demande de main-d'oeuvre n'entraîne une surcharge de travail pour les communautés? En se renseignant auprès:

- des chefs des communautés
- d'autres organismes (pour connaître leurs plans)
- des organisations locales
- des bureaux de la région ou du district



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

47/62

GESTION, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

SOLUTIONS POSSIBLES

1. Qui sera responsable de la gestion des installations au niveau local?

- la compagnie des eaux
- un autre organisme (par. ex. département de la santé)
- l'administration locale (district)
- le comité local de l'eau représentant les usagers
- les membres de la communauté chargés de cette tâche
- le propriétaire
- les chefs de la communauté
- une combinaison de ces solutions

2. Quelles responsabilités la communauté assumera-t-elle dans la gestion?

- rendre compte périodiquement à l'organisme d'assistance
- signaler immédiatement les problèmes urgents
- établir les taux de redevance ou le montant des taxes
- s'occuper du recouvrement des redevances et des taxes
- tenir les comptes
- rembourser les emprunts et autres sommes dues
- signer des contrats individuels
- se rendre chez les mauvais payeurs et les ménages ayant des difficultés à payer
- tenir des réunions générales: élections, rapports publics, etc.
- établir et appliquer des règlements
- examiner les plaintes des usagers
- rédiger le compte-rendu des réunions
- garder des archives, des registres
- organiser des démonstrations, des visites officielles
- sélectionner les opérateurs
- déléguer des responsabilités aux opérateurs
- surveiller les opérateurs
- payer les opérateurs
- organiser des équipes pour les travaux d'amélioration, d'agrandissement, de réparation

3. Les dirigeants de la communauté pourront-ils échanger des informations avec ceux d'autres communautés? Par exemple, par le moyen :

- des associations de comités de l'eau, couvrant plusieurs communautés
- de réunions ou de sessions périodiques de formation
- de mécanismes informels



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.3 LECTURES COMPLEMENTAIRES

Ed. 01/1992
Octobre 1992

48/62

SOLUTIONS POSSIBLES

4. Si les installations sont gérées par la communauté, lui seront-elles légalement cédées?

Des cérémonies seront-elles organisées à cette occasion?

5. Qui sera chargé du fonctionnement et de l'entretien des installations publiques dans la communauté?

- des opérateurs mobiles de la compagnie des eaux
- un opérateur de la compagnie basé dans la région
- un membre de la communauté recruté par la compagnie des eaux, formé par elle et dépendant d'elle
- idem, mais dépendant de la communauté
- une combinaison des solutions données ci-dessus
- un artisan local (par ex. le forgeron) sous contrat
- des membres de la communauté, pour les tâches n'exigeant pas de qualifications
- un organisme national ou régional chargé de prêter son appui et de surveiller le fonctionnement et l'entretien local

6. Comment les membres de la communauté sont-ils sélectionnés en tant qu'opérateurs?

Quels seront les principaux critères de sélection?

Qui prendra la décision finale?

- niveau d'instruction
- connaissance de la ou des langues officielles
- connaissance de la ou des langues vernaculaires
- expérience ou qualifications appropriées
- âge
- sexe
- n'est pas fonctionnaire
- réside depuis longtemps dans la région
- restera dans la région
- bon niveau social

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

2.3 *LECTURES COMPLEMENTAIRES*

Ed. 01/1992
Octobre 1992

49/62



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

SOLUTIONS POSSIBLES

7. Quelles seront les tâches de l'opérateur local en ce qui concerne les installations publiques?




- effectuer l'entretien de routine
- effectuer les réparations simples
- demander immédiatement de l'aide le cas échéant
- informer régulièrement l'organisme de contrôle
- suivre des cours ou se recycler
- expliquer le fonctionnement du réseau aux visiteurs officiels
- organiser le travail des membres de la communauté
- percevoir les redevances pour l'eau
- collaborer à l'enseignement de l'hygiène
- conseiller les usagers et corriger leurs erreurs
- examiner les plaintes
- contrôler les queues, les disputes, etc, au point d'eau
- appliquer les règlements et les sanctions

8. Qui sera responsable de l'utilisation, du fonctionnement et de l'entretien des installations privées?




- comme pour les installations publiques
- les chefs des groupements de chefs de famille
- les chefs de famille
- un travailleur de la communauté
- le comité de la santé de la communauté

| | | | | |
|--------------------|----------------|-------------|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| | | | <i>2.4 BIBLIOGRAPHIE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| | | | | 50/62 |

1. DANIDA (1987): **The DANIDA-financed rural water supply programme. Iringa, Mbeya and Ruvuma Regions of Tanzania**, Report prepared by a joint evaluation mission.
2. Donelly-Roark, P. (1984): **Women and Water** in P. Bourne, and Water and Sanitation: Economic and Sociological Perspectives. New York, Academic Press.
3. Elmendorf, Mary and Buckles, Patricia (1980): **Socio-Cultural Aspects of Water Supply and Excreta Disposal**, Vol.5 in *Appropriate Technology for Water Supply and Sanitation*, Banque Mondiale, Washington.
4. Elmendorf, Mary and M Yangshent (1984): **Insights from field practice**, Integrating Task Force on Women and IDWSSD, New York. UNICEF.
5. Glasgow, Muriel (1983): **Rural Water Supply Project of Surigao City, the Philippines: A Project Initiated by Women**.
6. GTZ (1990): **Sustainability and effective use: The Case for Community Participation and Hygiene Education in Water Supply and Sanitation (CPHE Series NO.1)** Francfort, Allemagne.
7. CIR (1988): **Community Participation and Women's Involvement in Water Supply and Sanitation Projects**. A Compendium paper. La Haye/PARIS. IRC/DGIS/OCDE.
8. CIR/CRDI (1988): **Handpumps, Issues and Concepts in Rural Water Supply Programmes (Technical Paper Series 25)**. La Haye, CIR.
9. CIR (1989): **Group-managed Low-Cost Waterpoints in Large -Settlements in Malawi** Case study prepared on request of the World Bank, La Haye, CIR.
10. Kefinco (1987): **Kenya-Finland Rural Water Supply Development Project in Western Province of Kenya**. Ministry of Water Development, Kenya and Ministry of Foreign Affairs, Finlande.
11. Kelles-Viitanen, Anita (1983): **Water and Wells, Symbols of Prestige, Power and Prosperity in a Sinhalese Village**. Helsinki, Institute of Development Studies.
12. Korten, David (1980): **Community Organization and Rural Development: A Learning Process Approach**. Public Administration Review.
13. Mauluka, Linda (1983): **Community Participation in the Construction and Maintenance of Rural Grand Water Supplies**; Université de Linjköping.
14. McPherson, George and Jackson, Dudley (1975): **Village Technology for Rural Development**, *International Labour Review*, 3.2.

| | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN ONU INSTRAW ONU DTCD | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>2.4 BIBLIOGRAPHIE</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 51/62 |

15. Narayan-Parker, Deepa (1989): **Goals and Indicators**. PNUD/PROWESS, New York.
16. Paqui, Hilda (n.d.): **Lesotho, A Day in the Life of a Water Minder**, New York, PNUD.
17. Perrett Heli (1985): **Involving Women in Sanitation Projects**. (TAG Discussion paper No. 3), Washington, Banque Mondiale.
18. Perrett, Heli (1986): **Including Women in Water Supply Projects**, PNUD/Banque Mondiale.
19. Rondinelli, D.A. (1983): **Development Project as Policy Experiments: An Adoptive Approach to Development Administration**. Londres.
20. Toit, F.P. du (1980): **A design for Rural Water Points in Zimbabwe**. Proceedings of the Seminar on Water Supply and Drainage Services in Developing Countries. CSIR.
21. Tomada, Susan et al (1987): **Women and Special Public Works Programmes: A Case Study of the Mto wa Mbu Irrigation (Arusha) and the Water Supply (Rukna) projects, Tanzanie, OIT, Genève**.
22. UN/INSTRAW-ILO/TURIN Centre (1986): **Training package "Women, Water Supply and Sanitation"**.
23. UN/INSTRAW: **Report-Women, Water Supply and Sanitation, a national training seminar**. Kadugli, Sudan, 16-21 January. Santo Domingo, Republique dominicaine.
24. UNICEF (1979): **People, Water and Sanitation**, Vol. 45/46. New York.
25. UNICEF-assisted, **Integrated Water and Sanitation Programme in Azad Jammu and Kashmin, Islamabad, September 1983**.
26. Visscher, Jan Teun and Hofkes, Ebbo (1982): **The Buba Tombali Water Project**, Ministry of Natural Resources, Republic of Guinea Bissau, CIR, La Haye.
27. Waginasundara, Mallika (1985): **Women of the Pump**, IDRC.
28. Wellin Edward (1966): **Directed Cultural Change and Health Programmes in Latin America**. Millbank Memorial Fund.
29. Wijk-Sijbesma, Christine van (1985): **Participation of Women in Water Supply and Sanitation: Roles and Realities**. La Haye, CIR, PNUD/PROWESS.

| | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------------|-------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN ONU INSTRAW ONU DTCD | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>3.1 QUESTIONS POUR LES GROUPES DE TRAVAIL</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 52/62 |

Dans votre pays, à quels obstacles les femmes se heurtent-elles en matière de planification, exécution et suivi des projets?

Quelles mesures faudrait-il prendre ou quels mécanismes conviendrait-il d'établir pour que les femmes puissent participer plus activement aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement?

| | | | | |
|--|--------------------|-----------------|--|--|
| <p>CENTRE DE TURIN</p> | <p>ONU INSTRAW</p> | <p>ONU DTCD</p> | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | | 3.2 QUESTIONNAIRE D'EVALUATION | Ed. 01/1992 Octobre 1992 53/62 |

NOM DU PARTICIPANT

.....

INSTITUTION

.....

PROFESSION

.....

PAYS

.....

DATE

.....

Répondre à chaque question en cochant la case correspondante.

1. Le thème traité dans ce module présentait pour vous, d'un point de vue professionnel, un intérêt:

élevé faible

2. Les objectifs du module étaient:

clairs obscurs

3. Le contenu de ce module répondait-il à tous, quelques uns ou aucun de vos objectifs?

3.a. A quels objectifs n'a-t-il pas répondu?

3.b. Expliquez brièvement pourquoi:

4. Le contenu de ce module était:

bien structuré mal structuré

4.a. S'il était mal structuré, expliquez pourquoi:

5. La terminologie du module était:

facile à comprendre difficile à comprendre

6. Le matériel visuel (diapositives, dessins, diagrammes, etc) utilisé dans ce module était:

clair confus

utile inutile

7. Les questions pour les groupes de travail couvraient le sujet:

complètement pas du tout

8. Ces questions étaient:

- | | | | | | | |
|--------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|----------------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | inutiles |
| trop simples | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | trop complexes |
| suffisantes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | insuffisantes |

9. L'étude de ce module vous a permis d'apprendre:

- | | | | | | | |
|----------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|------|
| beaucoup | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | rien |
|----------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|------|

10. Les connaissances acquises par l'étude de ce module vous seront, dans votre vie professionnelle actuelle:

- | | | | | | | |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|----------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | inutiles |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|----------|

11. Les connaissances acquises par l'étude de ce module vous seront, dans un avenir proche (ne répondre à cette question que si la réponse à la question 10 est négative):

- | | | | | | | |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|----------|
| utiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | inutiles |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|----------|

12. Indiquez les thèmes qui, selon vous, auraient dû être traités plus en détail:

- 1)
- 2)
- 3)

13. Indiquez les thèmes qui, à votre avis, devraient être moins approfondis:

- 1)
- 2)
- 3)

14. Indiquez les sujets qui ne figurent pas dans ce module et qui, à votre avis, sont particulièrement intéressants pour votre profession:

- 1)
- 2)
- 3)

15. Indiquez vos suggestions pour l'amélioration de ce module:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Veuillez envoyer ce questionnaire dûment rempli à l'adresse suivante:

**UN/INSTRAW,
P.O. BOX 21747
SANTO DOMINGO
République dominicaine**



GUIDE DU FORMATEUR

| | | | | | |
|----------------------------------|--------------------|-----------------|--|-------|--|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| 4.1 LISTE DU MATERIEL DIDACTIQUE | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | 57/62 | |

EQUIPEMENT

1. Rétroprojecteur
2. Ecran
3. Projecteur de diapositives 24 x 36, avec synchronisateur
4. Tableau noir
5. Bloc-notes géant (facultatif)
6. Magnétophone

DOCUMENTS A UTILISER PAR LE FORMATEUR

Voir Structure du module, page 3

DOCUMENTS A DISTRIBUER AUX ELEVES

- WI-1.1: Groupes cibles
- WI-1.2: Objectifs
- WI-2.1: Table des matières
- WI-2.2: Texte
- WI-2.3: Lectures supplémentaires
- WI-2.4: Bibliographie
- WI-3.1: Questions pour les groupes
- WI-3.2: Questionnaire d'évaluation



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT

4.2 PLAN DE LEÇON

Ed. 01/1992
Octobre 1992

58/62

| POINTS PRINCIPAUX | METHODES ET ACTIVITES DIDACTIQUES | DOCUMENTS A DISTRIBUER | MATERIEL AUDIOVISUEL |
|--|---|---------------------------|-------------------------|
| INTRODUCTION | | | |
| 1. Objectifs | Présentation | | |
| 2. Rôle des femmes dans l'effort de développement | Présentation | | |
| PRESENTATION | | | |
| 3. Participation des femmes aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement – niveau national | Présentation - discussion | | |
| 4. Rôle des planificateurs du développement et des organisations féminines | Présentation - discussion | | WII-1 WII-2 |
| 5. Possibilités pour les femmes de participer | Présentation | | WII-3 |
| 6. Types de projets | Présentation | | WII-4 WII-5 |
| 7. Préparation du projet | Présentation - discussion | | WII-6A WII-6B |
| 8. Exécution du projet | Présentation - discussion | | WII-6C WII-6D |
| RÉSUMÉ | | | |
| 9. Liste des principaux problèmes | Discussion en groupe | Liste WII-3.1 | |
| 10. Présentation des listes | Discussion en séance plénière | | |
| SUIVI ET CONTRÔLE | | | |
| 11. Questionnaire d'évaluation du module | Activités individuelles | Questionnaire WII-3.2 | |

NOM DU FORMATEUR

PAYS DATE

NIVEAU MOYEN D'INSTRUCTION DES PARTICIPANTS

.....

.....

.....NOMBRE DE PARTICIPANTS

Cocher la case correspondant à votre opinion:

1. Dans quelle mesure le module a-t-il atteint les objectifs fixés?:

- plus de 80%
- 70 – 80%
- 60 – 70%
- 50 – 60%
- moins de 50%

2. Les objectifs correspondaient-ils aux besoins du groupe?:

totalemnt pas du tout

3. Compte tenu des objectifs, le contenu était:

adéquat inadéquat

4. Le développement du sujet était:
 (expliquez votre réponse)

trop rapide trop lent

5. Indiquez les thèmes qui, selon vous, devraient être traités plus en détail:
- a)
- b)
- c)
6. Indiquez les thèmes qui, à votre avis, devraient être moins approfondis:
- a)
- b)
- c)
7. Indiquez les thèmes que vous auriez aimé voir figurer dans ce module:
- a)
- b)
- c)
8. La qualité technique du matériel audiovisuel était:
- excellente mauvaise
9. Le matériel audiovisuel était adapté au sujet:
- tout à fait pas du tout
10. La quantité de matériel audiovisuel présenté était:
- abondante insuffisante
11. La durée du programme audiovisuel était:
- trop longue trop courte

| | | | | | |
|---------------------|-----------------|--------------|--|--|-----------------------------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | <i>4.3 FORMULAIRE D'EVALUATION DU MODULE DU FORMATEUR</i> | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |

12. Compte tenu des objectifs et des ressources didactiques du module, comment évaluez-vous celui-ci dans son ensemble?:
(expliquez votre réponse)

excellent

médiocre

Veuillez envoyer ce formulaire dûment rempli à l'adresse suivante:

| |
|---|
| <p>UN/INSTRAW, P.O. BOX 21747 SANTO DOMINGO République dominicaine</p> |
|---|



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

5.1 LISTE DES TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

62/62

WII-1: Politiques recommandées pour:

- A - les planificateurs du développement, les ingénieurs et les formateurs
- B - les organisations féminines

WII-2: Méthodes recommandées

WII-3: Conditions pour la participation des femmes




WII-4: Participation des femmes dans les grands projets

WII-5: Avantages de la participation des femmes dans l'auto-amélioration de la communauté

WII-6: Comment faire participer les femmes:

- A - à l'évaluation des besoins
- B - au processus de planification locale
- C - au choix des techniques et à la conception des installations
- D - à la planification de la mise en oeuvre, de l'entretien, de la gestion et du financement

TRANSPARENTS

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|-------------------------------------|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU DTCD | | |
| CENTRE DE TURIN | | | 5.2 TRANSPARENTS | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| CENTRE DE TURIN | | | WII-1A | | |

POLITIQUES RECOMMANDEES

A. POUR LES PLANIFICATEURS DU DEVELOPPEMENT, LES INGENIEURS ET LES FORMATEURS

- **FORMULER DES POLITIQUES EN VUE DE LA PARTICIPATION DES FEMMES**
- **PREVOIR LE FINANCEMENT NECESSAIRE**
- **FAIRE APPEL A DES SPECIALISTES EN QUESTIONS FEMININES LORS DE LA PREPARATION DES PROJETS**
- **ETABLIR UN RAPPORT ENTRE LES OBJECTIFS DU PROJET ET LE ROLE DES FEMMES**
- **CHARGER DES ORGANISATIONS AD HOC DE METTRE EN OEUVRE LES MESURES VISANT A OBTENIR LA PARTICIPATION DES FEMMES**
- **REVOIR ET ADAPTER LES DESCRIPTIONS DE TACHES ET LA FORMATION**
- **ETABLIR UN SYSTEME D'EVALUATION ET DE CONTROLE.**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II – PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WII-1B

POLITIQUES RECOMMANDEES (SUITE)

B. POUR LES ORGANISATIONS FEMININES

- **PROMOUVOIR LEUR PARTICIPATION
DANS LES PROGRAMMES NATIONAUX
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET
D'ASSAINISSEMENT**
- **ORGANISER ET ENCOURAGER LA
COLLECTE DE DONNEES ET LA
RECHERCHE**
- **PREPARER DES ETUDES DE CAS,
DES ARTICLES, DES EMISSIONS**
- **AIDER LES GROUPEMENTS FEMININS
LOCAUX DANS LEURS ACTIVITES
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET
D'ASSAINISSEMENT**
- **ETABLIR UN LIEN ENTRE LES AGENCES
GOUVERNEMENTALES ET LES AUTRES
ORGANISATIONS**
- **ACCROITRE LES RESSOURCES**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WII-2

APPROCHES RECOMMANDEES

**FORMULATION CONJOINTE DES FONCTIONS DES
FEMMES**

MISE EN OEUVRE CONJOINTE DE CES FONCTIONS

**APPUI AU DEVELOPPEMENT ET A L'ECHANGE
DES CONNAISSANCES**

**APPUI AUX GROUPEMENTS FEMININS POUR
AMELIORER LES SYSTEMES TRADITIONNELS
EN VUE DE:**

- **UNE PLUS GRANDE COUVERTURE AVEC LE
MEME BUDGET**
- **UTILISATION GENERALISEE DE L'EAU
POTABLE ET DES INSTALLATIONS
D'ASSAINISSEMENT**

| | | | | |
|------------------------|--|--|--|-----------------------------|
| | | | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | |
| CENTRE DE TURIN | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | |
| ONU INSTRAW | | | <i>5.2 TRANSPARENTS</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 |
| ONU DTCD | | | WII-3 | |

CONDITIONS POUR LA PARTICIPATION DES FEMMES

ATTITUDE OUVERTE

CREATIVITE

ADAPTATION AU TYPE DE CULTURE

ADAPTATION AU TYPE DE PROJET



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WII-4

**IMPLICATION DES FEMMES DANS DE GRANDS
PROJETS**

**EVALUER LES OPINIONS DES FEMMES ET LEURS
APTITUDES**

**IMPLIQUER DU PERSONNEL POSSEDANT DES
CAPACITES OU UNE PREDISPOSITION EN MATIERE
SOCIALE**

**FORMER A L'UTILISATION DES TECHNIQUES DE
PARTICIPATION**

**METTRE AU POINT ET TESTER DES PROCEDURES
VISANT A FAVORISER L'IMPLICATION DES FEMMES**

ADAPTER LES PROCEDURES TECHNIQUES

**INTEGRER LES APPROCHES ETABLIES DANS LE
SYSTEME NATIONAL**

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|----------------|--|-----------------------------|-------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTC | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 5.2 <i>TRANSPARENTS</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | WII-5 |

**AVANTAGES DE L'IMPLICATION DES FEMMES
DANS L'AUTO-AMELIORATION DE
LA COMMUNAUTE**

**● EXPANSION DES AMELIORATIONS VERS LES
ZONES ENCORE NON DESSERVIES**

**UTILISATION DES RESSOURCES ET DU SAVOIR-
FAIRE EXISTANT**

**UTILISATION DES SYSTEMES TRADITIONNELS
D'ENTRETIEN ET DE GESTION**

**● ENCOURAGEMENT A UTILISER UNIQUEMENT
DE L'EAU POTABLE ET LES INSTALLATIONS
D'ASSAINISSEMENT**

**ACCROISSEMENT DE LA COUVERTURE AU
NIVEAU NATIONAL**

| | | | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------|--|-----------------------------|--------|
| CENTRE DE TURIN | ONU INSTRAW | ONU DTCD | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| | | | 5.2 <i>TRANSPARENTS</i> | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | WII-6A |

COMMENT IMPLIQUER LES FEMMES

A. DANS L'EVALUATION DES BESOINS

- **ETUDE SOCIALE DE FAISABILITE SUR LE TERRAIN**
- **INTEGRATION DES FEMMES DANS LES EQUIPES D'ETUDE**
- **COMMUNICATIONS INFORMELLES AVEC LES FEMMES**
- **RAPPORTS AVEC LES FEMMES A FAIBLES REVENUS**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WII-6B

COMMENT IMPLIQUER LES FEMMES (SUITE)

**B. DANS LE PROCESSUS DE PLANIFICATION
LOCALE**

- **AIDER LES DIRIGEANTS LOCAUX A OBTENIR LA PARTICIPATION DES FEMMES**
- **FACILITER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX REUNIONS**
- **ORGANISER DES REUNIONS SEPARÉES AVEC LES FEMMES SI NECESSAIRE**
- **ENCOURAGER LES FEMMES A S'EXPRIMER**
- **LES LAISSER CHOISIR DES REPRESENTANTS EN QUI ELLES ONT CONFIANCE**



CENTRE
DE TURIN



ONU
INSTRAW



ONU
DTCD

**ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

**MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION,
AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS
DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT**




5.2 TRANSPARENTS

Ed. 01/1992
Octobre 1992

WII-6C

COMMENT IMPLIQUER LES FEMMES (SUITE)

- C. DANS LE CHOIX DES TECHNIQUES ET
L'ADAPTATION DE LA CONCEPTION AUX
BESOINS LOCAUX**
- **DISCUSSIONS SUR LA DURABILITE DES
TECHNIQUES**
 - **ADAPTATION DU NIVEAU DU SERVICE
PROPOSE**
 - **ACCEPTATION DE L'EMPLACEMENT ET
DE LA CONCEPTION DES INSTALLATIONS**
 - **BESOINS D'INSTALLATIONS SUPPLEMEN-
TAIRES (LAVOIRS, DOUCHES, ETC)**
 - **DISCUSSIONS SUR LA CONCEPTION,
LA GESTION, LE FINANCEMENT DE CES
INSTALLATIONS SUPPLEMENTAIRES**

| | | | | | |
|--|--|---|--|---------------|--|
|  |  |  | ROLE DES FEMMES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT | | |
| CENTRE DE TURIN | | | ONU INSTRAW | | |
| ONU DTCD | | | MODULE II - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PLANIFICATION, AU CHOIX DES TECHNIQUES ET A L'EXECUTION DES PROJETS DURABLES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | | |
| <i>5.2 TRANSPARENTS</i> | | | Ed. 01/1992 Octobre 1992 | WII-6D | |

COMMENT IMPLIQUER LES FEMMES (SUITE)

D. DANS LA PLANIFICATION DE L'EXECUTION

- **CONTRIBUTION DES FEMMES A LA
CONSTRUCTION**
- **ROLE DES FEMMES DANS LA GESTION DE
L'AUTO-ASSISTANCE**
- **RESPECT AU NIVEAU LOCAL DES DISPOSI-
TIONS PRISES, EN PARTICULIER CONCER-
NANT LE ROLE DES FEMMES**
- **CHOIX DU SYSTEME LE PLUS APPROPRIE
DE GESTION, COMPTE TENU DU ROLE DES
FEMMES**
- **CHOIX DU SYSTEME DE FINANCEMENT
LOCAL LE PLUS APPROPRIE, COMPTE
TENU DU ROLE DES FEMMES**